

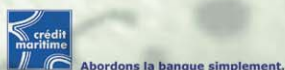
1^{er} JUIN 2007

...Note de Conjoncture...



Observatoire Economique, Social
et Territorial de la Vendée

L'Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée est financé par :



Sommaire

Synthèse : Conjoncture Internationale et Nationale

Synthèse : Conjoncture Vendéenne

Conjoncture Internationale et Nationale

- | | |
|--|---------|
| | Page 8 |
| 1. 2006 : forte croissance mondiale dans la lignée des années précédentes | Page 8 |
| 2. 2006 : croissance française en hausse mais qui reste en retrait de celle enregistrée dans la Zone Euro | Page 9 |
| 3. La consommation des ménages reste la principale locomotive de l'activité française en 2006 | Page 10 |
| a - Une consommation des ménages dynamique sur l'ensemble de l'année 2006 | Page 10 |
| b - Hausse du rythme d'évolution de l'investissement des entreprises non financières entre 2005 et 2006 | Page 11 |
| c - Énergie et importations de produits manufacturés continuent de creuser le déficit du solde commercial français en 2006 malgré des exportations en hausse | Page 12 |
| 4. Emploi : poursuite et accélération des créations en 2006 | Page 13 |
| 5. Chômage : la baisse se poursuit en 2006 | Page 13 |

Conjoncture Vendéenne - Activité Globale

- | | |
|--|---------|
| | Page 14 |
| 1. Une croissance régulière du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes : +6,7% en 2006 | Page 14 |
| 2. Le commerce extérieur contribue positivement, mais pour une part toujours mesurée, à la hausse de l'activité des entreprises vendéennes | Page 15 |
| 3. Croissance soutenue des investissements en Vendée en 2006 ... mais ralentissement constaté sur le 1 ^{er} trimestre 2007 | Page 18 |
| 4. Des créations d'entreprises toujours en hausse mais sur un rythme de moins en moins soutenu | Page 18 |
| 5. Une forte hausse des défaillances d'entreprises au 1 ^{er} semestre 2006 en Vendée | Page 19 |
| 6. Un rythme de création d'emplois toujours fort en 2006 | Page 19 |
| 7. Fort recul du chômage en Vendée : 1 877 demandeurs d'emplois en moins entre mars 2006 et mars 2007 | Page 20 |

Conjoncture Vendéenne - Industrie

- | | |
|---|---------|
| | Page 22 |
| 1. Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles a progressé de 5,7% en 2006 - Cette tendance se confirme en début d'année 2007 | Page 22 |
| 2. Vive croissance des investissements dans l'industrie en 2006 | Page 24 |
| 3. Vendée : croissance des créations d'entreprises industrielles dans un contexte national et régional en recul | Page 25 |
| 4. Légère érosion des effectifs industriels à fin 2006 | Page 26 |

Conjoncture Vendéenne - Construction

- | | |
|--|---------|
| | Page 27 |
| 1. Une croissance soutenue et régulière de l'activité dans le secteur de la construction | Page 27 |
| 2. Très fort rebond des investissements dans la construction en 2006 | Page 27 |
| 3. Une stagnation des créations d'entreprises dans le secteur de la construction depuis deux ans | Page 28 |
| 4. Un rythme de création d'emplois toujours soutenu mais inférieur à celui de la Région | Page 28 |

Conjoncture Vendéenne - Commerce	Page 30
1. Le chiffre d'affaires des entreprises commerciales en hausse de 5,2% en 2006 - Poursuite de cette croissance au 1 ^{er} trimestre 2007	Page 30
2. Une reprise des investissements en 2006 après un net recul en 2005	Page 31
3. Léger ralentissement du rythme des créations d'entreprises en 2006	Page 31
4. Maintien du rythme de progression des effectifs salariés sur l'année 2006	Page 32
Conjoncture Vendéenne - Services	Page 33
1. Une croissance de l'activité toujours vive dans les entreprises de services en 2006	Page 33
2. Forte hausse des investissements en 2006	Page 34
3. Un rythme de croissance des créations d'entreprises moins soutenu depuis deux ans	Page 34
4. Léger fléchissement du rythme des créations d'emplois dans les services sur un an à fin 2006	Page 35
Conjoncture Vendéenne - Logement et locaux non résidentiels	Page 36
1. Près de 10 000 logements neufs autorisés en Vendée en 2006	Page 36
2. Hausse des autorisations pour les bâtiments agricoles et recul dans l'industrie et le stockage	Page 38
3. Logement social : forte hausse du nombre de logements sociaux financés en Vendée en 2006	Page 39
Conjoncture Vendéenne - Immatriculation : voitures particulières et véhicules utilitaires >3,5t.	Page 40
Progression des immatriculations de voitures particulières en Vendée en 2006 dans un marché national en stagnation	Page 40
Des immatriculations de véhicules utilitaires neufs de plus de 3,5 tonnes en stagnation en 2006 après de fortes hausses en 2004 et 2005	Page 40
Conjoncture Vendéenne - Pêche	Page 41
Poursuite de l'érosion des débarquements en tonnage mais stabilisation des valeurs débarquées en 2006	Page 41
Les finances publiques locales	Page 42
Annexes	
INSEE	Page 45
Banque de France	Page 47
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée	Page 48
Chambre de Métiers de la Vendée	Page 51
C.G.A.V.	Page 55
Chambre d'Agriculture de la Vendée	Page 57
Centre d'Économie Rurale - Vendée	Page 61

Site Internet de l'Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée :

www.oestv.fr

Achévé de rédiger le 24 mai 2007

Synthèse : Conjoncture Internationale et Nationale

	2006	Prévisions 2007
Conjoncture Internationale	<p>↔ En 2006, la croissance de l'économie mondiale a continué de croître sur des bases toujours très élevées notamment sous l'impulsion des pays émergents (Chine, Inde, Russie...). A +5,4% en 2006, l'évolution du PIB mondial s'est ainsi établie près de 2 points au dessus de la moyenne de croissance constatée depuis les années 80.</p> <p>↔ La Zone Euro, après avoir été la lanterne rouge de la croissance mondiale pendant 4 ans, a enregistré un rebond de son activité avec un PIB en hausse de 2,6% en 2006 (contre +1,2% en 2005). Cette performance s'explique essentiellement par une nette amélioration de l'activité allemande (laquelle représente 1/3 du PIB de l'Euro-land).</p>	<p>↔ La croissance mondiale devrait s'infléchir dans l'ensemble des pays développés, et notamment au 1^{er} semestre 2007. Cependant, le dynamisme des pays émergents, l'évolution récente des prix du pétrole et la stabilisation de ceux des matières premières devraient permettre de continuer à alimenter l'activité. En 2007, les prévisions fixent ainsi la croissance mondiale autour de +4,5 / +4,9% (soit une croissance encore forte).</p> <p>↔ Dans la zone euro, l'activité ne devrait que très légèrement ralentir en 2007. Les prévisions tablent en effet sur une activité en hausse de 2,2% à 2,6% en 2007 contre 2,6 / 2,7% en 2006. Le ralentissement américain, les effets différés de la hausse des taux par la BCE ainsi que la poursuite de la consolidation budgétaire mise en œuvre dans plusieurs pays comme l'Italie ou l'Allemagne devraient constituer les principaux facteurs du léger repli de l'activité.</p>
	Conjoncture Nationale	<p>↔ L'activité française s'est redressée en 2006 (+2,2%) tout en restant cependant en retrait de ce qui a été observé à l'échelle de l'ensemble de la Zone euro.</p> <p>↔ La demande intérieure, tant en consommation des ménages (+2,3%) qu'en investissement (+4,6%), a de nouveau constitué le principal moteur de la croissance française en 2006.</p> <p>↔ En revanche, les échanges extérieurs ont continué de peser sur la croissance du PIB français mais de façon toutefois moins marquée que les années précédentes (-0,4 point de PIB en 2006 contre -0,9 point en 2005, -1,1 point en 2004).</p> <p>↔ En 2006, les créations d'emplois dans les secteurs marchands ont accéléré. Elles ont progressé de 1,0% (après +0,6% en 2005) pour un gain de 160 000 emplois (contre 88 000 en 2005). Dans le secteur non marchand, l'emploi salarié a progressé de 1,2% en glissement annuel à fin 2006 (après +0,8% en 2005); soit environ 80 000 postes supplémentaires (y compris emplois aidés).</p> <p>↔ Établi à 9,4% de la population active à la fin du 1^{er} trimestre 2006, le taux de chômage a poursuivi régulièrement sa baisse, amorcée depuis maintenant 3 ans, pour se fixer à 8,3% de la population active à fin mars 2007.</p>

Synthèse : Conjoncture Vendéenne

1. CHIFFRES D'AFFAIRES - Une croissance régulière

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes (25 878,3 millions d'euros au cours de l'année 2006) s'est accru de **+6,7%** en 2006, après +5,6% en 2005. La progression de l'activité a concerné les **4 grands secteurs de l'économie vendéenne**.

Au **1^{er} trimestre 2007**, les entreprises vendéennes ont déclaré un chiffre d'affaires record de 6 615 millions d'euros soit une hausse de +4,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2006.

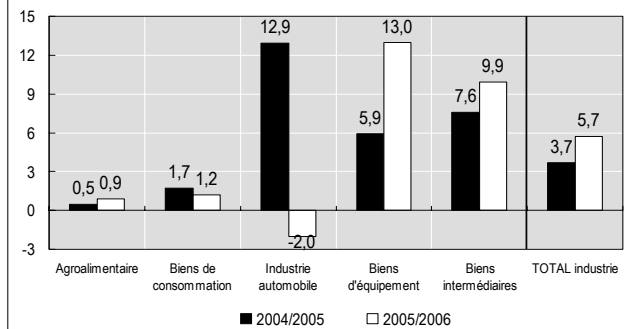
INDUSTRIE - Une croissance satisfaisante confirmée pour le début de l'année 2007

L'activité dans le secteur industriel s'inscrit en hausse de **+5,7%** en 2006, croissance légèrement supérieure au +3,7% observé en 2005.

Les secteurs de l'industrie vendéenne ayant enregistré les plus fortes croissances d'activité en 2006 sont :

- les biens d'équipements (+13,0%)
- les biens intermédiaires (+9,9%)

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans l'industrie (en %)



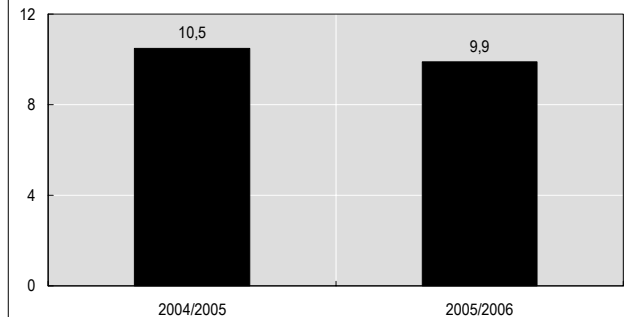
Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

CONSTRUCTION - Une activité toujours très dynamique

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 180 millions d'euros en 2006 contre 1 984,1 millions d'€ en 2005. L'activité s'est donc accru de **9,9%** entre 2005 et 2006, soit une croissance quasi équivalente à celle de l'année passée (+10,5% entre 2004 et 2005).

La tendance se prolonge au **1^{er} trimestre 2007**, puisque les entreprises vendéennes ont déclaré un **chiffre d'affaires de 561,2 millions d'euros ; soit un CA en hausse de +6,6%** comparé au 1^{er} trimestre 2006.

Chiffre d'affaires dans le secteur de la construction en Vendée (en %)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

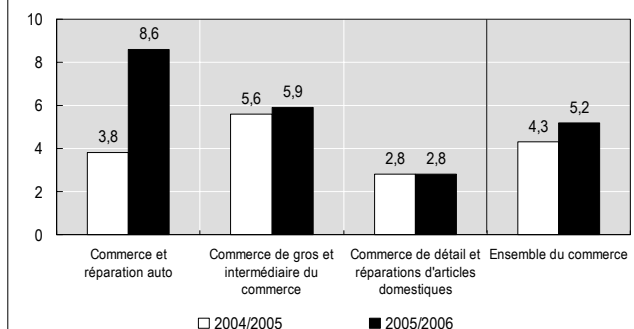
COMMERCE - Une hausse de l'activité qui se poursuit

Le chiffre d'affaires a augmenté de **5,2%** entre 2005 et 2006, croissance légèrement supérieure à celle de l'année précédente (+4,3%).

Les 3 composantes du secteur du commerce ont enregistré une augmentation de leur activité :

- commerce et réparation automobile : +8,6%
- commerce de gros : +5,9%
- commerce de détail : +2,8%

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans le commerce (en %)



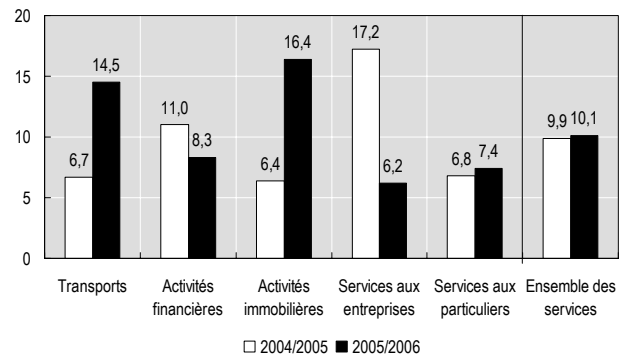
Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

SERVICES - Une dynamique de croissance de l'activité très soutenue

Le chiffre d'affaires des entreprises de service s'établit à **5 296,2 millions d'euros en 2006** contre 4 811,3 millions d'euros en 2005, soit une **progression de 10,1%**, progression équivalente à celle enregistrée l'année précédente (+9,9%).

Tous les secteurs des services affichent de bons résultats sur la période observée. Les plus dynamiques sont les **activités immobilières (+16,4%)** et les **transports (+14,5%)**.

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans les services (en %)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

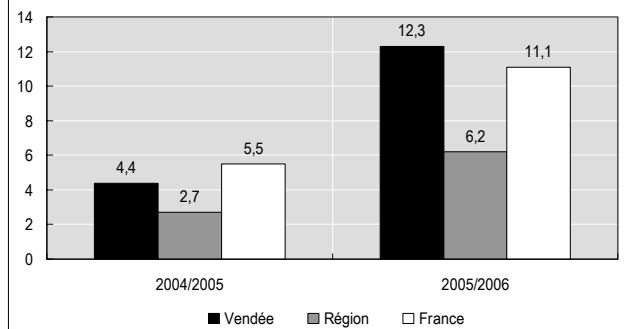
2. INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES - Croissance soutenue en 2006 mais ... ralentissement constaté début 2007

Le montant des investissements réalisés par les entreprises vendéennes s'élève à **1 425,8 millions d'euros en 2006** contre 1 269,7 millions d'euros en 2005, soit une **progression de +12,3%**.

Les 4 grands secteurs de l'économie vendéenne ont enregistré de fortes croissances des immobilisations entre 2005 et 2006 : +16,4% pour l'industrie, +21,4% pour la construction, +8,7% pour le commerce et +9,1% pour les services.

Au 1^{er} trimestre 2007, les investissements des entreprises vendéennes (369,5 millions d'€) s'affichent en revanche **en recul de 3,2%** comparé au 1^{er} trimestre 2006.

Vendée - Investissements des entreprises



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

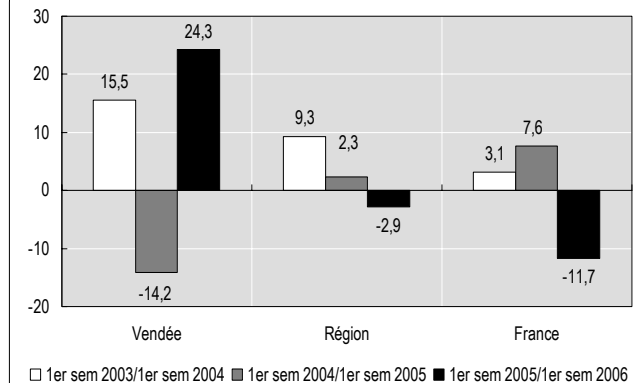
3. DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - Forte hausse au cours du 1^{er} semestre 2006

(Chiffre non mis à jour par l'Insee depuis octobre 2006)

Selon l'INSEE, les **défaillances d'entreprises ont augmenté de 24,3% au 1^{er} semestre 2006 comparé au 1^{er} semestre 2005**. Cette augmentation fait suite à la forte baisse des défaillances qu'avait connue la Vendée au 1^{er} semestre 2005 (-14,2% comparé au 1^{er} semestre 2004).

A l'inverse, les Pays de la Loire (-2,9%) et la France (-11,7%) connaissent un recul du nombre de défaillances d'entreprises au 1^{er} semestre 2006.

Évolution des défaillances d'entreprises (en %)



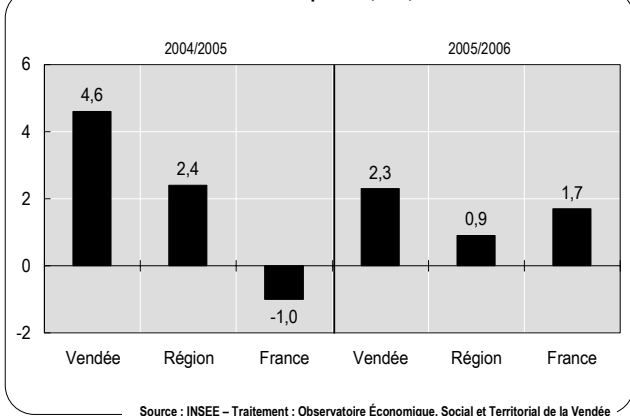
Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

4. CREATIONS D'ENTREPRISES - Léger ralentissement du rythme de croissance

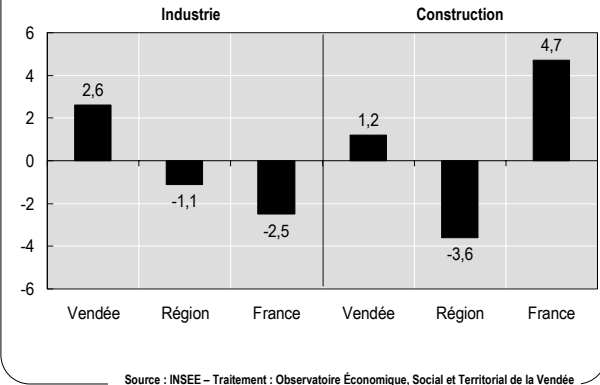
2 897 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées en 2006 contre 2 832 en 2005, soit une progression de 2,3%.

Les 4 grands secteurs de l'économie vendéenne enregistrent des augmentations de créations d'entreprises : +2,6% pour l'industrie, +1,2% pour la construction, +4,0% pour le commerce et +1,6% pour les services.

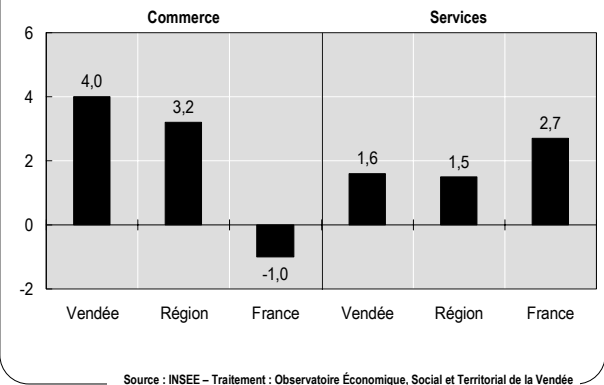
Évolution des créations d'entreprises (en %)



Création d'entreprises par secteurs - évolution 2005/2006 (en %)



Création d'entreprises par secteurs - évolution 2005/2006 (en %)

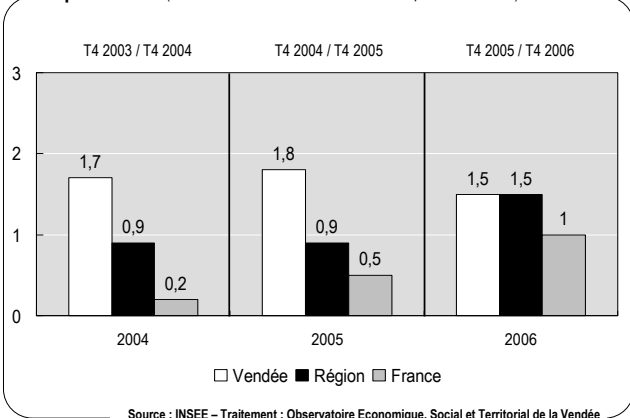


5. EMPLOIS - Poursuite de la croissance de l'emploi salarié en Vendée en 2006

Selon l'Insee, l'emploi salarié dans les activités marchandes hors agriculture, en données corrigées des variations saisonnières, a progressé de 1,5% entre fin décembre 2005 et fin décembre 2006, soit une évolution un peu en retrait comparé à celle de l'année précédente (+1,8%).

Les secteurs de la construction, du commerce et des services enregistrent de bons résultats en terme de créations d'emplois alors que les effectifs ont légèrement diminué dans l'industrie.

Emploi salarié (évolution sur 1 an à fin décembre de chaque année - en %)

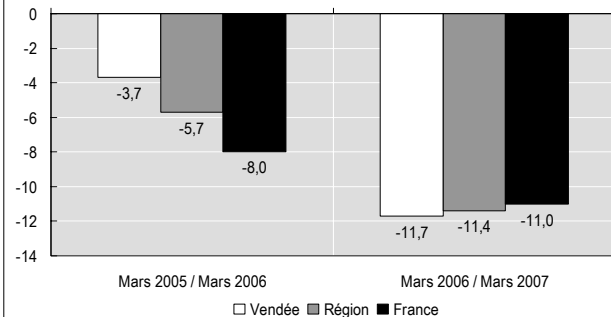


6. CHÔMAGE - Fort recul sur un an (mars 2007) du nombre de demandeurs d'emploi

La Vendée compte 14 183 demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2007, soit un recul de -11,7% sur un an (14 877 demandeurs d'emplois en moins). Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont concernées par la baisse du chômage entre mars 2006 et mars 2007.

Le taux de chômage en Vendée s'établit à 6,4% de la population active à la fin décembre 2006. Les premières estimations le fixe à 6,0% à la fin du 1^{er} trimestre 2007.

Chômage – Évolution du nombre de demandeurs d'emploi
Catégorie 1 – données corrigées des variations saisonnières



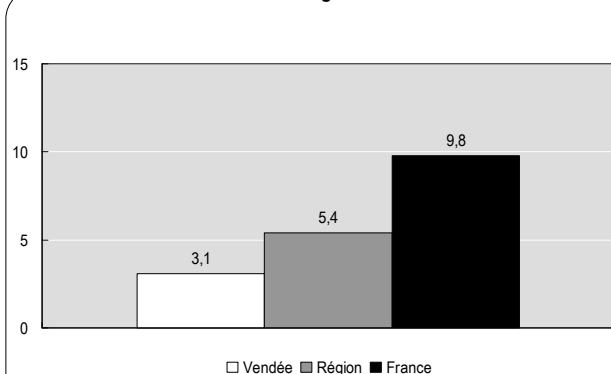
Source : DRTEFP – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

6. LOGEMENT : les autorisations de logements ont atteint des niveaux records en 2006 ... mais marquent un très net fléchissement sur le 1^{er} trimestre 2007

En 2006, le nombre de permis de construire autorisés en Vendée a atteint de nouveaux records en s'établissant à 9 829 unités ; soit une progression de 3,1% par rapport à 2005 (299 autorisations supplémentaires).

Les résultats du 1^{er} trimestre 2007 font apparaître un très net fléchissement des autorisations de logements en Vendée de -25,9% comparé au 1^{er} trimestre 2006 (2 197 autorisations contre 2 964). L'individuel recule de -23,8% et le collectif de -33,3%.

Évolution des autorisations de logements entre 2005 et 2006



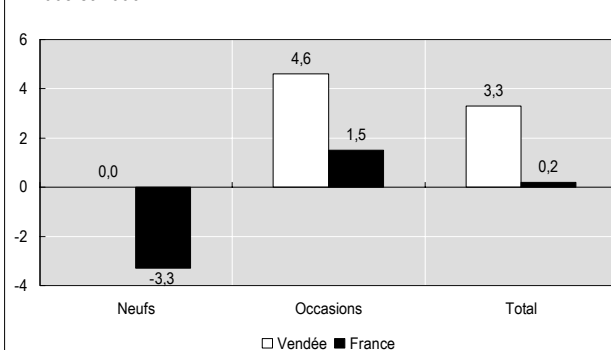
Source : DDE 85 – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

7. IMMATRICULATIONS : Progression des immatriculations de voitures particulières en Vendée en 2006 dans un marché national en stagnation

En 2006, 48 512 voitures particulières ont été immatriculées en Vendée. Ce résultat s'inscrit en hausse de 3,3% par rapport à 2006. L'analyse détaillée des résultats fait apparaître une stagnation des ventes de voitures neuves et une hausse sensible du marché de l'occasion.

Sur le 1^{er} trimestre 2007 (comparé au 1^{er} trimestre 2006), la situation reste similaire à celle observée en 2006. En Vendée, les immatriculations progressent globalement de 4,7% sous l'effet exclusivement de l'occasion (+6,5% contre +0,1% pour le marché du neuf).

Évolution des immatriculations de véhicules de tourisme entre 2005 et 2006



Sources : Préfecture 85 – Comité des Constructeurs Français d'automobile
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Conjoncture Internationale et Nationale

C chiffres clés

Sous l'impulsion des pays émergents notamment, l'économie mondiale a de nouveau très fortement progressé en 2006 à +5,4%. La croissance du PIB mondial est restée, comme les années précédentes, relativement insensible au prix du pétrole et des matières premières.

L'Euroland (PIB à +2,7%) a enregistré un rebond de sa croissance tirée par la bonne performance de l'Allemagne.

Dans ce contexte européen plus dynamique, l'économie française est restée un peu en retrait (PIB à +2,2%).

	2005	2006	2007(p)	2008(p)
PIB Monde	+4,9	+5,4	+4,9	+4,9
PIB zone Euro	+1,4	+2,7	+2,3	+2,3
PIB France	+1,7	+2,2	+2,0	+2,4
Cons. Ménages	+2,3	+2,3		
Investis. entrepr.	+2,7	+4,6		
Exportations	+3,2	+6,0		
Importations	+5,4	+7,0		
Tx chômage (déc.)	9,5%	8,6%		

1. 2006 : forte croissance mondiale dans la lignée des années précédentes

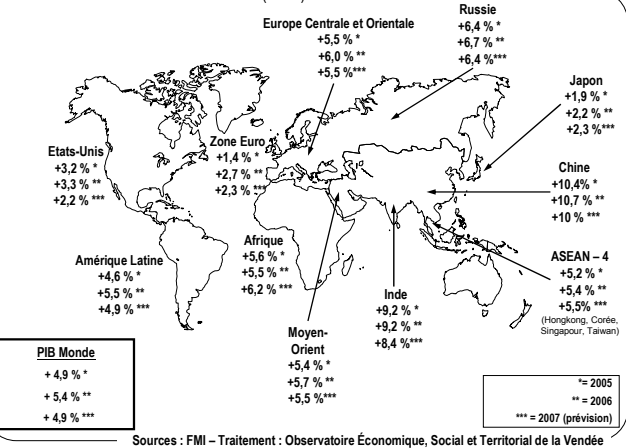
En 2006, la croissance de l'économie mondiale a continué de croître sur des bases toujours très élevées, notamment sous l'impulsion des pays émergents (Chine, Inde, Russie...). A côté de ces derniers, l'économie américaine a bien résistée (3,3%) malgré un tassement de l'activité au second semestre tandis que la Zone Euro a enregistré une nette amélioration de sa croissance (+2,7%) pour retrouver un rythme qui n'avait plus été observé depuis 2000.

A +5,4% en 2006, l'évolution du PIB mondial s'est ainsi établi près de 2 points au dessus de la moyenne de croissance constatée depuis les années 80.

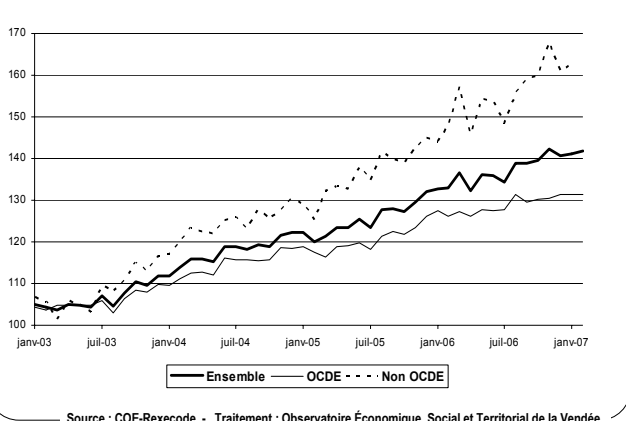
Alors qu'il y a une vingtaine d'années les pays émergents actuels contribuaient annuellement pour 10 à 15% de la croissance mondiale, ils y concourent désormais à hauteur de 60%. En 2006, la Chine a ainsi contribué pour environ 1/3 de la croissance du PIB mondial, l'Inde pour environ 10% tandis que les États-Unis y contribuaient pour environ 15% et l'Euroland pour moins de 10%.

Ce glissement du centre de gravité de l'économie mondiale s'accompagne par ailleurs d'une capacité pour les économies à créer de la richesse dans une situation de moindre dépendance au facteur pétrole. L'année 2006 illustre particulièrement ce constat. En effet, tandis que le baril atteignait des sommets l'année passée (jusqu'à 78\$ le baril), l'activité mondiale s'est maintenue, et même accrue, contrairement à ce qui avait toujours été observé lors des précédents chocs pétroliers (les chocs entraînaient une récession mondiale, une inflation des prix). Cette moindre dépendance au facteur pétrole s'explique notamment par la désindustrialisation progressive des économies occidentales (dans le secteur manufacturier particulièrement) au profit des pays à faible coût de main d'œuvre. En d'autres termes, les coûts de main d'œuvre des pays émergents contrecarrent aujourd'hui la hausse du prix des matières premières et, parallèlement, l'inflation reste globalement très mesurée.

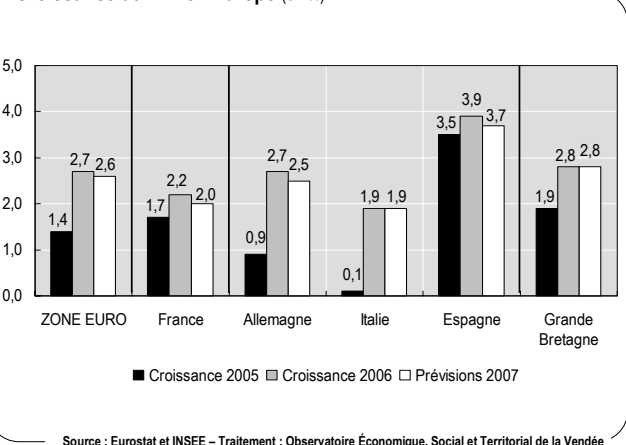
Croissance du PIB mondial (en %)



Demande mondiale d'importations - indice d'ensemble



Croissance du PIB en Europe (en %)



Prévisions 2007

La croissance devrait, selon les prévisions, s'infléchir dans l'ensemble des pays développés, et notamment au 1^{er} semestre 2007. Cependant, le dynamisme des pays émergents, la tendance des prix du pétrole et la stabilisation de ceux des matières premières devraient permettre de continuer à alimenter l'activité et ce, malgré les effets des resserrments monétaires survenus un peu partout dans le monde depuis plus d'un an. En 2007, les prévisions fixent ainsi la croissance mondiale autour de +4,5 / +4,9% (soit une croissance encore forte).

L'une des principales locomotives de l'économie mondiale, les États-Unis, devrait connaître un ralentissement de son activité en 2007. Les signes de ce dernier sont d'ailleurs apparents depuis mi-2006 (effets du resserrement monétaire massif engagé par la Fed depuis juin 2004, essoufflement puis choc du marché immobilier, diminution de l'emploi dans la construction...). Après une croissance établie à 3,3%, en 2006, la PIB outre-atlantique devrait ainsi se fixer dans une fourchette de +2,2% à +2,5% pour 2007. Il est cependant probable que, dès l'été 2007, la FED puisse commencer à baisser ses taux d'intérêt afin de relancer une dynamique de croissance (investissement, création d'emplois et consommation). Le principal aléa concerne toutefois la persistance du choc immobilier et la résistance des ménages américains à ce choc. Malgré une bonne tenue du pouvoir d'achat (+4% par an hors inflation) soutenant la consommation, le choc immobilier, s'il perdure, pourrait néanmoins avoir des effets plus brutaux sur le taux d'épargne des ménages (rappelons que le taux d'endettement des ménages américain qui s'élevait à 105%

du revenu disponible brut en 2000 s'établissait à 135% du RDB en 2005).

La Chine, autre moteur de la croissance mondiale, connaîtrait une légère décélération de son rythme de croissance en 2007 (+10% en prévision contre 10,7% en 2005). Rappelons cependant, que la Chine maintient ce rythme de croissance très soutenu (autour de 10%) depuis maintenant une 15^{aine} d'années. Si nombre d'économistes prévoient, à terme, une crise de croissance de l'empire du milieu, la faiblesse de la dette publique (18% du PIB), le niveau des réserves de change (1 200 milliards de \$), le niveau extraordinaire de l'investissement (45% du PIB en 2004 et 2005) ou encore, le positionnement de plus en plus affirmé sur les produits à moyen et fort contenu technologique (55% des exportations chinoises soit autant qu'en France) constituent cependant de sérieux garants pour l'économie du géant asiatique.

Dans la zone euro, l'activité ne devrait que très légèrement ralentir en 2007. Les prévisions tablent en effet sur une activité en hausse de 2,2% à 2,6% en 2007 contre 2,7% en 2006. Le ralentissement américain, les effets différés de la hausse des taux par la BCE ainsi que la poursuite de la consolidation budgétaire mise en œuvre dans plusieurs pays comme l'Italie (réduction du déficit public) ou l'Allemagne (hausse de la TVA de 3 points) devraient constituer les principaux facteurs de ralentissement de l'activité. Soulignons aussi que la faiblesse du dollar, qui s'accroît d'ailleurs début 2007 (en 2006, le taux de change moyen s'établit à 1,25\$ pour 1€ ; sur les 4 premiers mois de 2007, ce taux est de 1,32\$ pour 1€), pourrait peser davantage sur la compétitivité des exportations européennes.

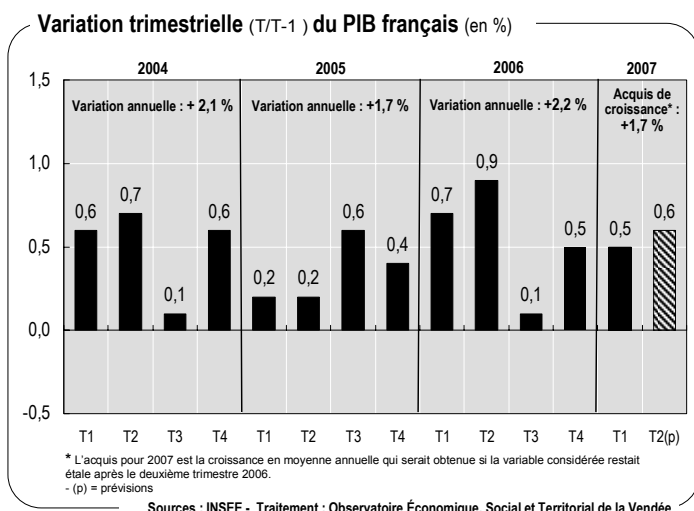
2.

2006 : croissance française en hausse mais qui reste en retrait de celle enregistrée dans la Zone Euro

Après la faible croissance enregistrée en 2005 (1,7%), l'activité française s'est redressée en 2006 (+2,2%) tout en restant cependant en retrait de ce qui a été observé à l'échelle de l'ensemble de la Zone euro. La France a en effet réalisé la 10^{ème} performance au sein de l'Euroland.

Après un 1^{er} semestre 2006 marqué par une croissance relativement soutenue, l'économie française a stagné au 3^{ème} trimestre avant de repartir en fin d'année.

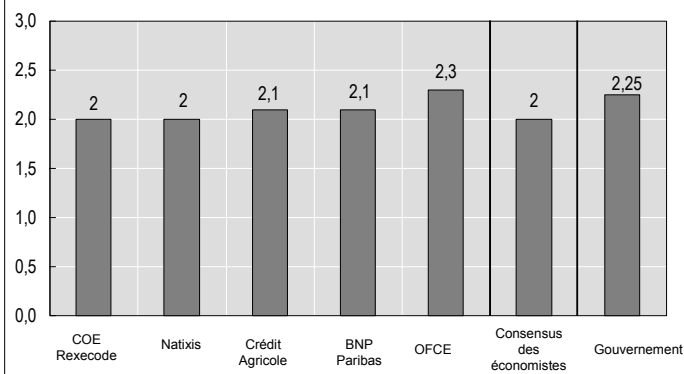
Au 1^{er} semestre 2007, l'économie devrait se maintenir sur la tendance annuelle dans laquelle elle s'est installée depuis un an et demi (soit une croissance en rythme annualisé de l'ordre de +2,0%). L'activité française devrait toujours être portée par une demande intérieure forte et à l'inverse, pourrait être un peu à la peine dans ses performances extérieures.



En 2007, la croissance du PIB devrait s'inscrire dans la tendance empruntée en 2006, voire au-delà. En effet, selon les dernières prévisions, prenant en compte un 1^{er} trimestre plus dynamique que prévu (pouvoir d'achat soutenu par l'amélioration du marché du travail, inflation très mesurée...), la croissance dépasserait les 2% (2,4% selon les prévisions de la Commission européenne de mai 2007).

Cependant, il convient de noter des facteurs d'interrogation pesant au 2^d semestre : difficultés à profiter pleinement de la croissance mondiale, évolution des investissements, taux de change euro/dollar, dynamique à venir de la zone euro...

Prévisions de croissance du PIB français en 2007 (en %)



Sources : Diverses - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

3. La consommation des ménages reste la principale locomotive de l'activité française en 2006

Sur l'ensemble de l'année 2006, comme pour les années précédentes, la croissance nationale a été alimentée essentiellement par la demande intérieure, et particulièrement par la consommation des ménages. Au total, la demande intérieure a contribué positivement à la croissance du PIB à hauteur de 2,5 points (1,4 point pour la consommation des ménages, 0,5 point pour l'investissement des entreprises privées, 0,4 point pour l'investissement des administrations publiques et 0,2 point pour l'investissement des ménages).

Les variations de stocks ont également contribué positivement (+0,1 point) à la croissance du PIB tandis que le commerce extérieur contribuait, pour sa part, négativement à l'activité française en 2006 (-0,4 point).

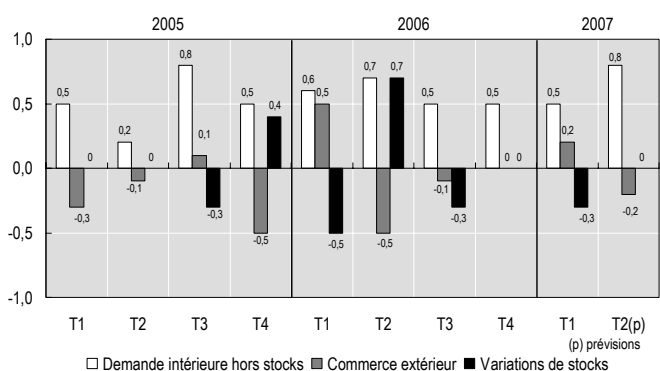
a / Une consommation des ménages dynamique sur l'ensemble de l'année 2006

La consommation des ménages a augmenté de 2,3% en 2006 comme en 2005. Elle a notamment bénéficié de l'amélioration de la situation sur le marché du travail et, plus généralement, de la croissance du pouvoir d'achat (+2,7% en 2006). A noter cependant, un ralentissement au 4^{ème} trimestre (+0,2%) compte tenu des températures particulièrement clémentes du début de l'hiver (baisse des dépenses de chauffage).

Globalement, la consommation des ménages français a, de nouveau, été nettement mieux orientée qu'en Allemagne (+0,9%), qu'en Italie (+1,5%) ou encore, que dans l'ensemble de la zone euro (moyenne à +1,8%) en 2006.

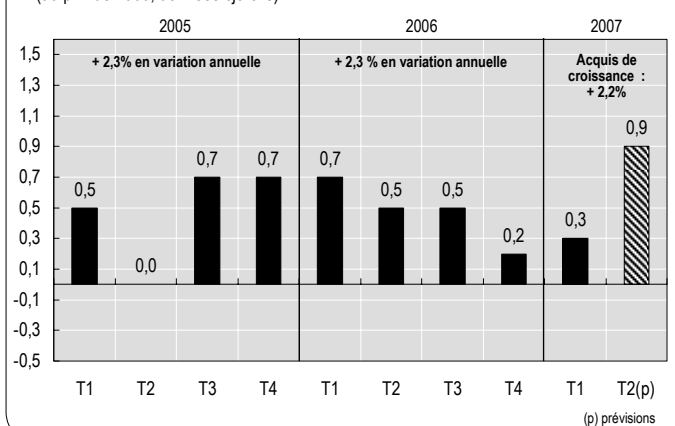
La bonne orientation du pouvoir d'achat sur les 2 premiers trimestres de 2007 devrait continuer de soutenir la consommation des ménages. Notons toutefois que les températures, de nouveau clémentes en début d'année 2007, ont contribué à limiter quelque peu les dépenses des ménages (+0,3% au 1^{er} trimestre selon les premiers résultats de l'Insee).

Contribution des principales composantes à la croissance du PIB français (en % - T/T-1)



Sources : INSEE (comptes nationaux) - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution de la consommation des ménages (en % - T/T-1) (au prix de 2000, données cjo-cvs)

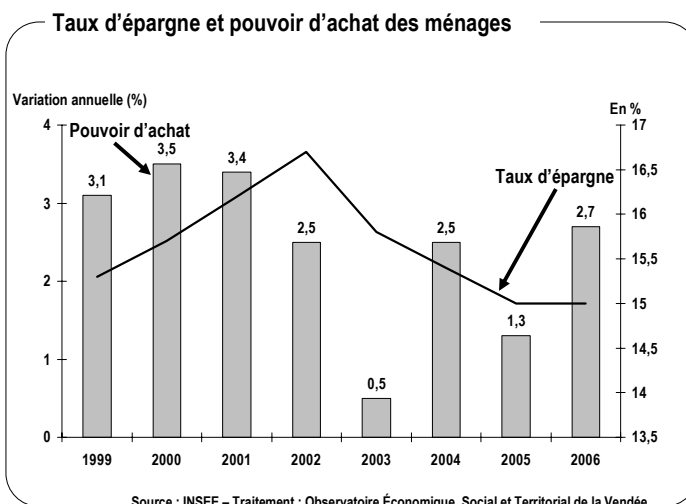


Sources : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

La combinaison de la croissance du revenu disponible brut des ménages (+3,9% après +3,0% en 2005) et du recul de l'inflation (+1,2% contre +1,8% en 2005) a permis au **pouvoir d'achat d'accélérer nettement sur l'année 2006 (+2,7% après +1,3% en 2005).**

Le taux d'épargne des ménages français est resté stable entre 2005 et 2006 à 15% (effet de la croissance du pouvoir d'achat).

L'investissement des ménages a, pour sa part, amorcé un ralentissement au 4^{ème} trimestre 2006 parallèlement au ralentissement de la demande en logements neufs.



Au 1^{er} semestre 2007, le taux d'épargne des ménages devrait se redresser concomitamment à la poursuite de la phase d'accélération du pouvoir d'achat du revenu tandis que l'investissement des ménages continuerait de ralentir (ralentissement de la construction alors que les conditions de financement continueraient de se durcir graduellement).

b / Hausse du rythme d'évolution de l'investissement des entreprises non financières entre 2005 et 2006

Après un 1^{er} trimestre 2006 en faible évolution, les dépenses d'investissement des entreprises ont été relativement soutenues sur le reste de l'année.

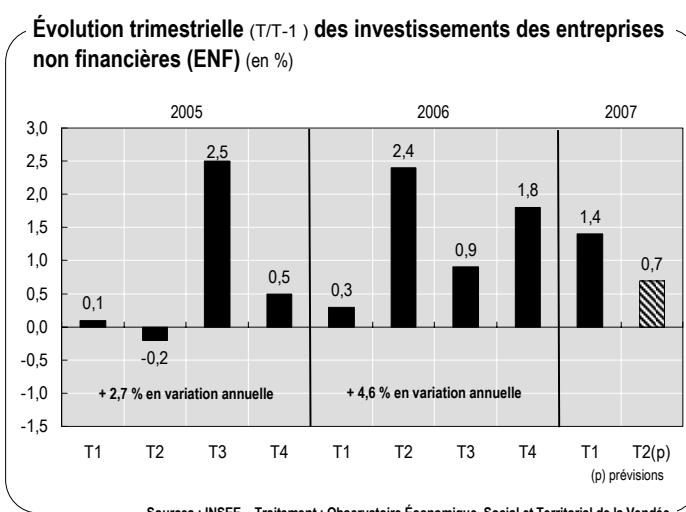
Ainsi en variation annuelle, l'investissement des entreprises s'est accru de +4,6% ; soit un niveau de croissance nettement supérieur à celui enregistré en 2005 (+2,7%).

Globalement, la hausse des investissements dans le bâtiment et les travaux publics

(+7,0% en 2006 contre +1,1% en 2005) **ainsi que dans les services** (+5,1% contre +3,5% en 2005) **a compensé un recul des immobilisations en biens manufacturés** (-0,2% contre +0,2% en 2005 ; recul de l'investissement à mettre en relation notamment avec les difficultés rencontrées par l'industrie automobile).

En terme de prévisions, l'investissement devrait se maintenir à de bons niveaux en début d'année 2007 stimulé notamment par la reprise des immobilisations en biens manufacturés (amélioration qui demeure néanmoins suspendue à l'évolution du marché de l'automobile) et au renforcement des investissements immatériels (« conseil et assistance » et « secteur informatique »). Dans la construction, l'investissement devrait continuer de croître modérément notamment grâce à l'évolution de la construction non résidentielle. En revanche, les prévisions d'investissement en logement devraient se dégrader ; les dépenses de travaux publics (voirie, réseaux) accompagnant cette décélération.

Il est enfin intéressant de souligner que les conditions de financement seront globalement un peu moins accommodantes que les années précédentes et qu'elles pourraient jouer quelque peu sur le niveau de l'investissement en 2007.



c / Énergie et importations de produits manufacturés continuent de creuser le déficit du solde commercial français en 2006 malgré des exportations en hausse.

En 2006, et pour la troisième année consécutive, les importations françaises de biens et de services ont nettement augmenté en valeur (+7,0% après +5,4% en 2005 et +6,0% en 2004). Par poste, les importations ont cru de 9,4% (après 7,3% en 2005) pour les produits manufacturés, de 4,6% (après +3,0% en 2005) pour les produits agro-alimentaires et de 4,6% (comme en 2005) pour les services. Elles ont à l'inverse augmenté plus modérément qu'en 2005 pour les produits énergétiques sous l'effet d'un hiver clément (+4% après +4,3% en 2005).

Pour le 1^{er} semestre 2007, les importations de produits manufacturés devraient continuer de progresser en raison notamment d'une consommation des ménages toujours dynamique (produits électroniques notamment). Les importations énergétiques devraient, pour leur part, reculer au 1^{er} trimestre (hiver doux) avant de retrouver une évolution plus conforme à la tendance récente (demeure cependant toujours l'incertitude de l'évolution des cours du pétrole ; en hausse de 9% au cours du mois d'avril...).

Les exportations françaises de biens et de services ont, pour leur part, nettement progressé en 2006 à +6,0% (après +3,2% en 2005 et +2,2% en 2004). Ces dernières ont été particulièrement dynamiques pour les produits manufacturés (+9,2% contre +2,7% en 2005) grâce notamment à une demande soutenue chez nos principaux partenaires commerciaux que sont l'Allemagne et l'Espagne. En revanche, la tendance des exportations de services s'est nettement orientée à la baisse (-5,0% en 2006 contre +3,6% en 2005) ; ce repli étant pour plus de moitié imputable au recul des exportations de services aux entreprises.

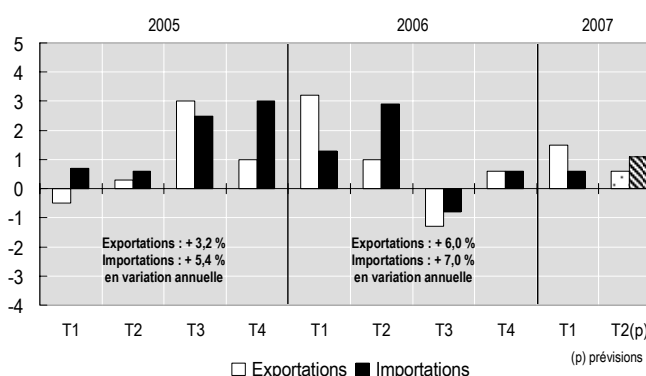
En terme de prévisions, les perspectives de demande devraient se maintenir en Zone euro au 1^{er} semestre 2007 (un peu moins fortement toutefois pour l'Allemagne) et pourraient profiter, par ailleurs, d'une demande mondiale toujours dynamique. Cependant, les effets de l'appréciation de l'euro (en 2006, le taux de change moyen s'établissait à 1,25\$ pour 1€ ; sur les 4 premiers mois de 2007, ce taux est de 1,32\$ pour 1€) ainsi que les difficultés persistantes de positionnement des exportateurs français sur les marchés les plus porteurs restent toutefois des facteurs d'infléchissement de la tendance des exportations.

Malgré la hausse sensible des exportations françaises en 2006, le déficit de la balance commerciale a continué de se creuser. Il est passé de 19,2 milliards d'euros en 2005 à 25,4 Mds d'€ en 2006.

Au total, sur 2006, les échanges extérieurs ont continué de peser négativement sur la croissance du PIB français mais de façon toutefois moins marquée que les années précédentes (-0,3 / 0,4 point en 2006 contre -0,6 point en 2005, -1,1 point en 2004). A titre de comparaison, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB s'est établie en 2006 à +1,2 point en Allemagne, à +0,3 point en Italie ; la moyenne de la zone euro s'établissant à +0,4 point.

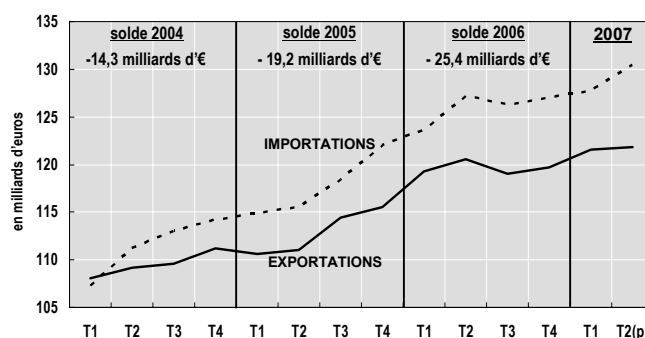
En 2007, l'impact du commerce extérieur sur la croissance du PIB français pourrait de nouveau être fortement négatif au regard des prix du pétrole et des incertitudes pesant sur la compétitivité-prix des produits français.

Évolution trimestrielle des exportations et des importations
(en % - variation T/T-1)



Sources : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution trimestrielle des exportations et des importations
(aux prix de 2000 - données CVS-CJO)



Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

4. Emploi : poursuite et accélération des créations en 2006

En 2006, 252 000 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie française (contre 160 000 en 2005). Cette hausse a été particulièrement soutenue par l'accélération des créations dans les secteurs marchands.

L'emploi salarié des secteurs marchands a en effet progressé de 1,0% sur 2006 (après +0,6% en 2005) pour un gain de 160 000 emplois (contre 88 000 en 2005).

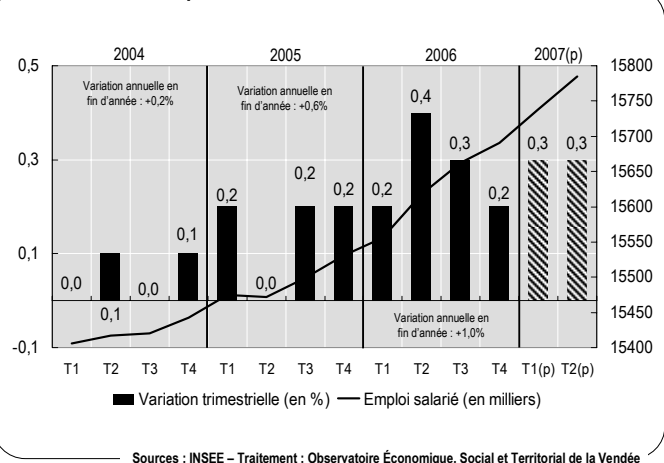
Ces créations s'expliquent par le dynamisme du secteur de la construction (55 000 postes créés en 2006 après 47 000 en 2005), par l'accélération de la progression de l'emploi dans le secteur tertiaire (+170 000 postes après +112 000 en 2005) et enfin, par la poursuite de l'infléchissement du recul de l'emploi industriel (-65 000 postes contre -87 000 en 2005 et -91 000 en 2004).

Début 2007, les tendances observées en 2006 devraient se prolonger avec la création d'environ 90 000 emplois au cours du 1^{er} semestre dans les secteurs marchands.

Dans le secteur non marchand (qui représente 6,947 millions d'emplois au 4^{ème} trimestre 2006, soit 27,6% de l'emploi salarié total), l'emploi salarié a progressé de 1,2% en glissement annuel à fin 2006 (après +0,8% en 2005); soit environ 90 000 postes supplémentaires (y compris emplois aidés : essentiellement contrat d'avenir et contrat d'accompagnement vers l'emploi).

Au 1^{er} semestre 2007, la hausse de l'emploi salarié dans les secteurs non marchands devrait se poursuivre et se traduire par la création d'environ 24 000 postes.

Évolution de l'emploi salarié (données cvs - secteurs principalement marchands)



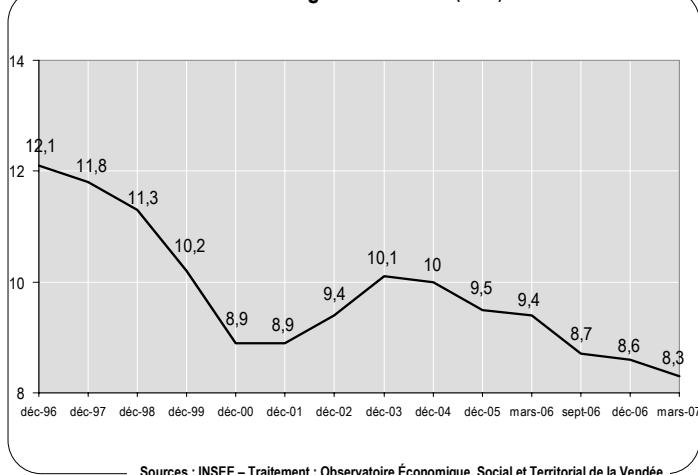
5. Chômage : la baisse se poursuit en 2006

Le nombre de demandeurs d'emploi au sens du BIT (données corrigées des variations saisonnières) s'établit à fin mars 2007 à 2 281 000 personnes (contre 2 574 000 un an auparavant), soit une variation sur un an de -11,4%.

Établi à 9,4% de la population active à la fin du 1^{er} trimestre 2006, le taux de chômage a poursuivi régulièrement sa baisse, amorcée depuis maintenant 3 ans, pour se fixer à 8,3% de la population active à fin mars 2007.

Comme il y a un an, le recul du chômage sur les 12 derniers mois a concerné toute les catégories d'âges et les deux sexes.

Évolution du taux de chômage au sens BIT (en %)



Si le chômage devrait continuer de baisser en 2007, il est cependant important de noter que la pyramide des âges de la population active y contribue et y contribuera encore pour une part non négligeable. En définitive, et malgré les chiffres encourageants des créations d'emplois, il est important de souligner que ces créations restent encore à des niveaux moyens. A titre de comparaison, entre décembre 1998 et décembre 2000, la baisse du taux de chômage (de 11,3 à 8,9% de la population active) avait été la conséquence de créations d'emplois nettement plus vigoureuses : 1 million d'emplois avaient en effet été créés en 2 ans dans les secteurs marchands (442 000 emplois en 1999 puis 567 000 en 2000 contre, pour rappel, 252 000 en 2006).

Conjoncture Vendéenne - Activité globale

Chiffres clés

La conjoncture économique en Vendée reste globalement satisfaisante pour l'année 2006 au regard d'une progression soutenue du chiffre d'affaires, d'une forte hausse des investissements et d'une dynamique de création d'entreprises et d'emplois toujours plus forte qu'en Région et qu'en France.

Au 1^{er} trimestre 2007, le chiffre d'affaires s'affiche toujours en augmentation pendant que les investissements enregistrent un ralentissement.

évolution en %	2005	2006
Chiffres d'affaires	+5,6%	+6,7%
Investissements	+4,4%	+12,3%
Création d'entreprises	+4,6%	+2,3%
Défaillances d'entrep. (1 ^{er} sem)	-14,2%	+24,3%
Création d'emplois (T405/T406)	+1,8%	+1,5%
Taux de chômage (décembre)	7,2%	6,4%

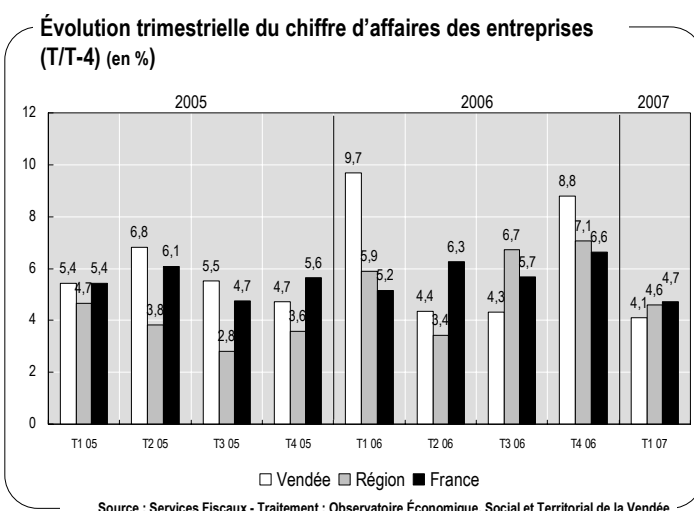
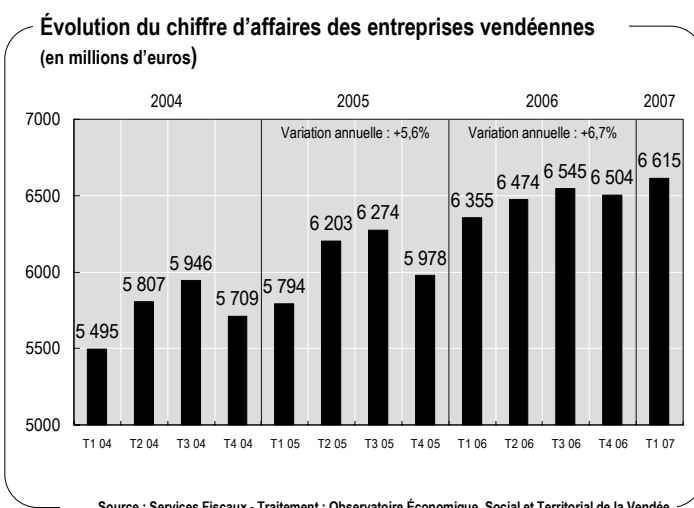
1. Une croissance régulière du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes : +6,7% en 2006

Les entreprises vendéennes soumises au régime réel normal ont déclaré un chiffre d'affaires de 25 878,3 millions d'euros en 2006 contre 24 249,3 millions d'euros en 2005, soit une progression de +6,7%. Cette évolution est légèrement supérieure à celle enregistrée entre 2004 et 2005 (+5,6%).

En terme de rythme de croissance, ce sont les 1^{er} et 4^{ème} trimestre 2006 qui affichent le plus fort dynamisme avec un CA total en hausse respectivement de +9,7% et +8,8% par rapport à la même période de 2005. Les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres enregistrent des évolutions moins soutenues comparé aux résultats de l'année précédente (respectivement +4,4% et +4,3%).

La progression de l'activité en Vendée en 2006 a concerné les 4 grands secteurs économiques : Industrie (+4,9%), Construction (+9,9%), Commerce (+5,2%) et Services (+10,1%).

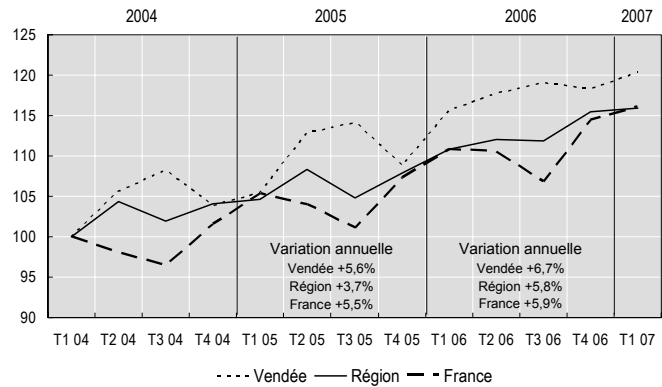
Au 1^{er} trimestre 2007, l'activité des entreprises vendéennes continue de croître. L'ensemble des entreprises ont déclaré un chiffre d'affaires de 6 615 millions d'euros, soit une hausse de +4,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Cette progression demeure légèrement inférieure aux croissances du CA enregistrées aux échelles régionale (+4,6% au 1^{er} trimestre 2007) et nationale (+4,7%).



Plus globalement enfin, la lecture de la courbe d'évolution du chiffre d'affaires en indice 100 au 1^{er} trimestre 2004 met en relief le dynamisme de l'économie de notre département.

Sur les deux dernières années particulièrement, la progression de l'activité des entreprises vendéennes apparaît en effet plus vigoureuse que celle observée aux échelles régionale et nationale.

Évolution du chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal (Indice 100 en T1 04)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

2.

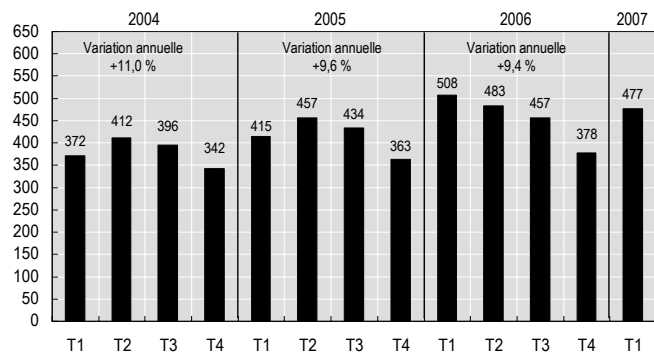
Le commerce extérieur contribue positivement, mais pour une part toujours mesurée, à la hausse de l'activité des entreprises vendéennes

Les critères de sélection retenus par les services fiscaux pour recueillir les données statistiques sur le chiffre d'affaires à l'exportation sont les suivants :

- Période de saisie : trimestre considéré
- Période d'affaire : tous les mois
- Régimes d'imposition : réel normal.
- secteurs d'activité : 19 secteurs.

Selon les données des services fiscaux, l'activité des entreprises vendéennes réalisée à l'exportation s'est établie à 1 826 millions d'euros en 2006, soit un résultat en progression de 9,4% par rapport à l'année précédente (1 669 M d'€). Cette hausse s'inscrit dans la tendance constatée en 2005 (+9,6%) et en 2004 (+11,0%).

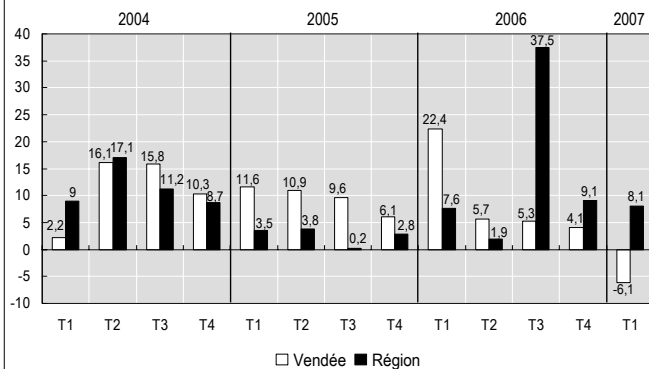
Chiffre d'affaire trimestriel des entreprises vendéennes à l'exportation (en millions d'euros)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

L'activité des entreprises réalisée à l'étranger contribue ainsi à hauteur de 9,6% dans la progression du chiffre d'affaire global enregistrée entre 2005 et 2006 (soit +157 M d'€ sur un CA total en hausse de 1 629 M d'€).

Évolution (T/T-4) du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes à l'exportation (en %)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Au 1^{er} trimestre 2007, les ventes à l'étranger marquent cependant un repli sensible : 477 M d'€ contre 508 M d'€ au 1^{er} trimestre 2006. Ce recul de 6,1% est essentiellement à mettre à l'actif des exportations réalisés hors Communauté européenne. Le montant de ces dernières est

en effet passé de 210 M d'€ au 1^{er} trimestre 2006 à 125 M d'€ au 1^{er} trimestre 2007, tandis que les flux à destination de l'Union européenne restaient stables autour de 290 / 300 M d'€. Plus précisément, se sont essentiellement les exportations extracommunautaires de biens d'équipement qui ont nettement fléchi entre le 1^{er} trimestre 2006 et la même période de 2007 (chute de 135 à 75 M d'€).

Les ventes à l'étranger réalisées par les entreprises vendéennes représentent, en moyenne sur 2006, 7,1% de leur chiffre d'affaires global.

Cette part augmente modérément mais régulièrement comparé à 2005 (6,9%) ou 2004 (6,6%). Elle demeure cependant inférieure en moyenne à celle constatée sur les 3 dernières années en Région.

Selon la Direction des Douanes, les montants exportés par les entreprises vendéennes ont augmenté de 4,1% en 2006

Les critères de la Direction Générale des Douanes retenus sont :

- les données régionales et départementales n'intègrent pas les échanges de matériel militaire ;
- la valeur est prise en compte au passage de la frontière nationale (CAF à l'import, FAB à l'export) ;
- le département est, sauf exception, celui de départ ou de destination de la marchandise.
- seules les échanges de marchandises sont considérés (pas ceux de services)

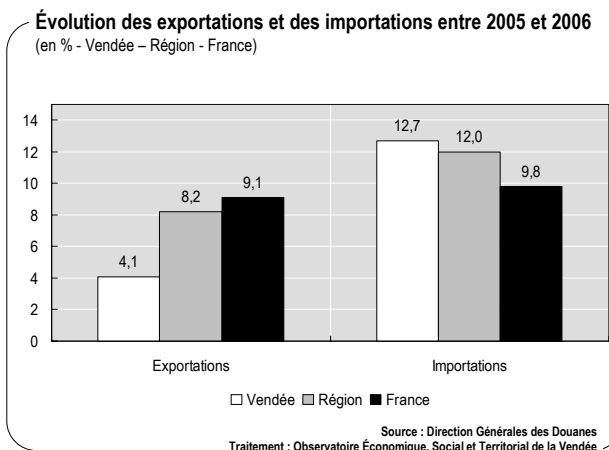
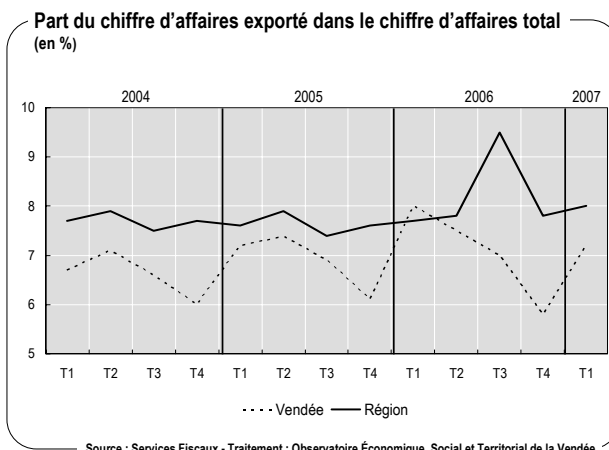
Selon les statistiques de la Direction Générale des Douanes, **les montants exportés par les entreprises vendéennes (1 704 millions d'€) ont augmenté de 4,1% entre 2005 et 2006.** Cette évolution demeure inférieure à celle enregistrée en Région (+8,2%) et en France (+9,1). **La construction navale, les viandes et produits à base de viande ainsi que l'habillement constituent les trois principaux postes d'exportation vendéens.**

Soulignons enfin qu'**au 1^{er} trimestre 2007** les exportations vendéennes s'affichent en hausse de 12,3% comparé à la même période de 2006.

Les montants importés (1 231 millions d'€) ont, pour leur part, nettement augmenté (+12,7%), soit autant qu'en Région et plus vivement qu'à l'échelle de l'Hexagone (+9,8%). **A l'importation, les principaux postes pour la Vendée sont en 2006 :** les cuirs, article de voyage, chaussure (pour 8% du total), les produits métalliques (6,5%), les articles d'habillement (6,5%), les meubles (5,4%), les produits sidérurgiques (4,9%).

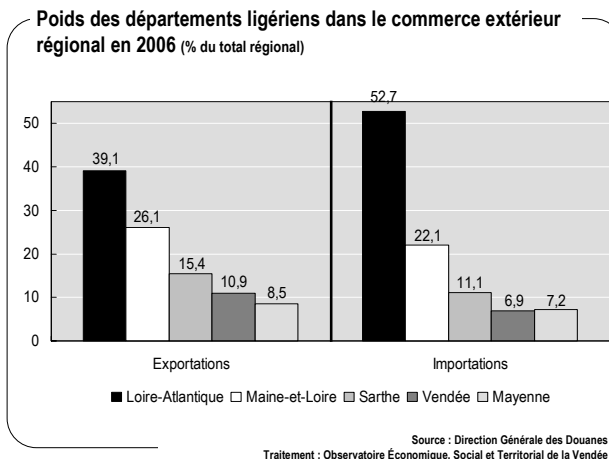
Sur le **1^{er} trimestre 2007**, les importations vendéennes continuent de croître très nettement : +18,3% comparé au 1^{er} trimestre 2006.

L'observation de la **structure du commerce extérieur de la région des Pays de la Loire** (4,0% des montants échangés en France à l'export et 4,3% à l'import en 2006) nous rappelle enfin que **le poids de la Vendée y demeure toujours relativement faible.** En effet, notre département ne représente que 10,9% des exportations régionales et 6,9% des importations.



Évolution des montants des exportations vendéennes pour les principaux produits entre 2005 et 2006

Produits de la construction navale (28,1% du montant total des exportations en 2006)	-1,0%
Viandes, peaux et produits à base de viande (13,0%)	-11,9%
Articles d'habillement et de fourrures (9,3%)	+2,8%
Produits des industries alimentaires diverses (4,1%)	+37,3%
Produits en caoutchouc (4,0%)	-8,7%
Machine à usage général (3,8%)	+58,1%
Produits de la culture et de l'élevage (3,4%)	-6,9%
Produits de la construction automobile (3,4%)	+3,4%
Autres machines à usage spécifique (3,0%)	+14,2%
Cuir, articles de voyage, chaussures (2,7%)	+18,8%
Appareil domestiques (2,3%)	+24,3%



Orientation géographique du commerce extérieur vendéen

Les exportations vendéennes sont essentiellement dirigées vers l'Europe : **83% des montants exportés en 2006** (82% en 2005) dont **68% pour la Zone euro**. L'Europe constitue également la première destination des exportations régionales (76%) et nationales (76%), avec néanmoins une spécialisation géographique moins marquée que celle observée en Vendée.

Les exportations vendéennes à destination de l'Europe ont progressé de 3,7% en valeur entre 2005 et 2006. Les 4 principaux partenaires de la Vendée à l'export demeurent : l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Pour les autres zones géographiques (hors Europe), les exportations vendéennes restent globalement assez stables entre 2005 et 2006.

Coté importations, l'Europe est également le principal partenaire de la Vendée : 75% des montants importés en 2006 (71% pour la France et 61% en Région). Les montants importés depuis cette zone ont cru de 13,6% en Vendée entre 2005 et 2006.

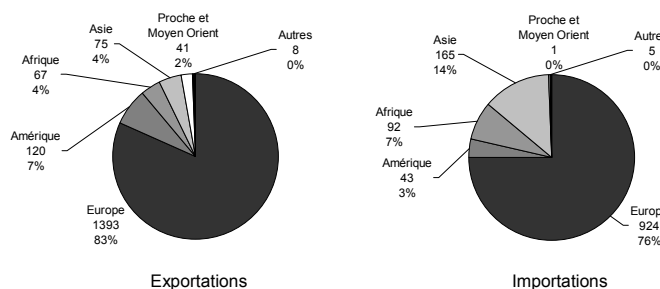
Pour les autres zones et pays, on notera particulièrement la **très forte hausse des importations en provenance de Chine sur les dernières années** (+18,9% entre 2005 et 2006). Ces importations depuis la Chine ont plus que doublé en 3 ans (de 40 à 96 M d'€) et représentent désormais 7,8% de l'ensemble des flux entrants (contre 4,4% en 2003).

Vendée : un solde commercial excédentaire mais en recul comparé à 2005

En fin d'année 2006, la Vendée affiche un **solde commercial excédentaire établi à +471 millions d'€**. Cet excédent est cependant en net recul (-12,6%) par rapport à celui enregistré en 2005 (539 Md'€). Pour rappel, le solde commercial vendéen s'établissait à +544 Md'€ en 2004 et à +596 Md'€ en 2003.

La dégradation du solde commercial s'explique essentiellement par un creusement régulier du déficit commercial avec l'Asie et par une réduction sensible de l'excédent des échanges avec les pays du continent européen.

Destination / provenance géographique du commerce extérieur vendéen en 2006 (en millions d'€ et en % du total)



Source : Direction Générale des Douanes
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Destinations géographiques des exportations vendéennes vers les principaux pays

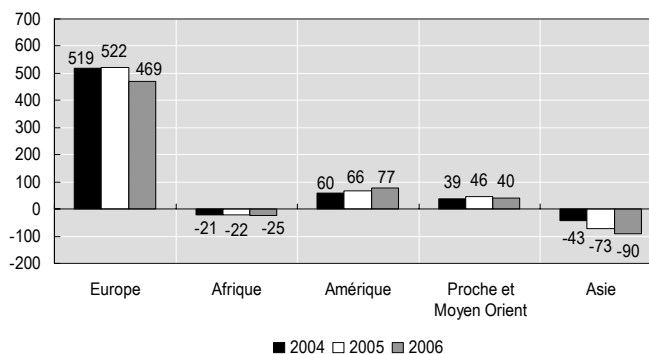
Pays	Montants exportés en 2006 (en millions d'euros)	Évolution 2005/2006
Espagne (15,8% du total des exportations en 2006)	270	+11,0%
Italie (12,3%)	209	+3,2%
Allemagne (11,3%)	193	-0,6%
Royaume-Uni (11,2%)	191	-0,5%
États-Unis (5,3%)	90	+7,7%
Belgique (4,4%)	75	+4,4%
Grèce (3,6%)	61	+3,2%
Pays-Bas (3,3%)	57	-8,2%

Provenances géographiques des importations vendéennes vers les principaux pays

Pays	Montants importés en 2006 (en millions d'euros)	Évolution 2005/2006
Italie (15,7% du total des importations en 2006)	194	+14,2%
Allemagne (12,2%)	151	+9,4%
Belgique (8,6%)	106	+21,8%
Chine (7,8%)	96	+18,9%
Espagne (7,2%)	89	-3,1%
Suède (4,1%)	50	+0,8%
Pays-Bas (4,0%)	49	+14,0%
Tunisie (3,4%)	42	-6,3%

Source : Direction Générale des Douanes
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Solde commercial de la Vendée par zone géographique (en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

3. Croissance soutenue des investissements en Vendée en 2006 ... mais ralentissement constaté sur le 1^{er} trimestre 2007

Le montant des investissements réalisés par les entreprises vendéennes s'élève à 1 425,8 millions d'euros en 2006 contre 1 269,7 millions d'euros en 2005, soit une progression de +12,3%.

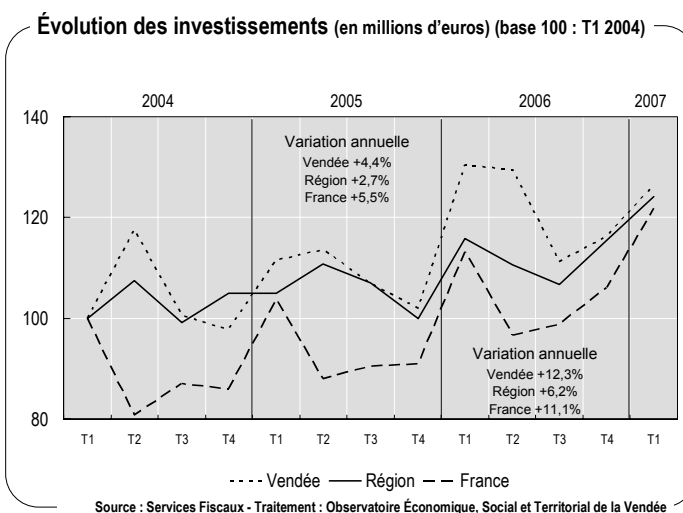
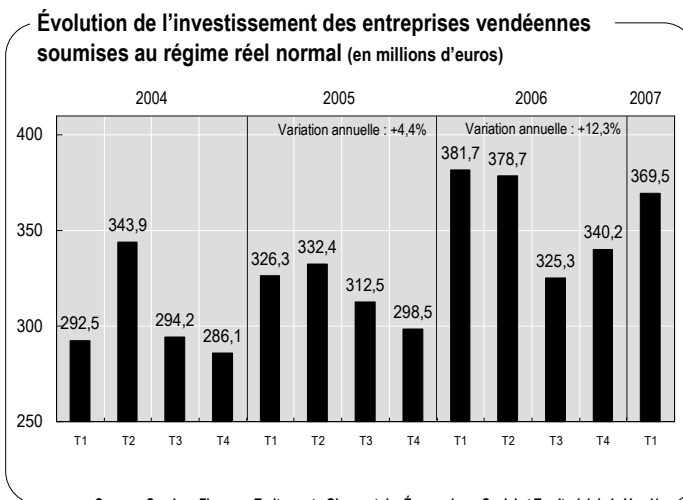
La progression des montants investis a été particulièrement soutenue au 1^{er} trimestre 2006 (+17,0% par rapport à la même période de 2005) et au 2^{ème} trimestre (+13,9%) puis plus mesurée au 3^{ème} trimestre (+4,1%) avant de se relancer au 4^{ème} trimestre (+14,0%).

Tous les secteurs d'activité affichent une forte croissance des immobilisations entre 2005 et 2006 :

- +21,4% pour la construction
- +16,4% pour l'industrie
- +9,1% pour les services
- +8,7% pour le commerce

Toutefois cette dynamique ne s'est pas poursuivie au 1^{er} trimestre 2007 puisque les montants investis par les entreprises vendéennes (369,5 millions d'euros) s'affichent en recul de -3,2% comparé au 1^{er} trimestre 2006.

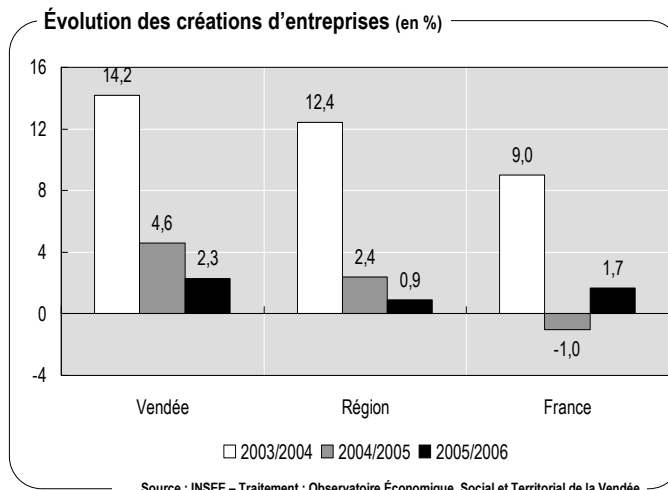
A l'inverse, les entreprises ligériennes et françaises enregistrent une forte croissance de leurs investissements au 1^{er} trimestre 2007 comparé à la même période de 2006 avec respectivement +7,2% et +7,5%.



4. Des créations d'entreprises toujours en hausse mais sur un rythme de moins en moins soutenu

Selon l'Insee, la création d'entreprises en Vendée s'inscrit en hausse en 2006 : 2 897 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées contre 2 832 en 2005, soit une progression de 2,3%. Le rythme des créations d'entreprises enregistre cependant un certain fléchissement depuis deux ans : +14,2% en 2004 et +4,6% en 2005.

Malgré ce ralentissement du rythme des créations, notons toutefois qu'il demeure en 2006 (comme pour les années précédentes) plus soutenu en Vendée que celui observé aux échelles nationale (+1,7%) et régionale (+0,9%).



Parmi les 2 897 entreprises créées, reprises ou réactivées en Vendée pour l'année 2006, 1 773 sont entièrement nouvelles. Ce résultat s'inscrit en hausse de 6,4% par rapport à 2005 ; soit une progression supérieure à celle observée en Région (+2,7%) et en France (+3,7%).

Remarque : Depuis le 01/01/07, la notion de création d'entreprises de l'Insee a été modifiée. Elle s'appuie dorénavant sur les concepts européens et concerne désormais l'ensemble des activités marchandes hors agriculture. C'est pourquoi il nous est impossible de comparer les résultats du 1^{er} trimestre 2007 avec ceux de 2006.

		Créations d'entreprises	
		Créations totales	Créations pures
Vendée	2003	2 371	1 200
	2004	2 707	1 475
	2005	2 832	1 666
	2006	2 897	1 773
Région	2003	12 261	7 613
	2004	13 782	8 744
	2005	14 115	9 120
	2006	14 243	9 366
France	2003	293 711	199 349
	2004	320 016	223 944
	2005	316 865	224 841
	2006	322 286	233 049

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

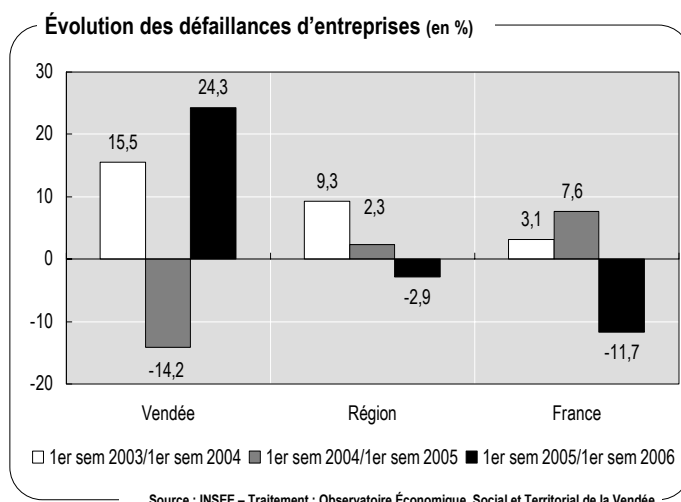
5. Une forte hausse des défaillances d'entreprises au 1^{er} semestre 2006 en Vendée

(Chiffre non mis à jour par l'Insee depuis octobre 2006)

Selon l'INSEE, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 24,3% au 1^{er} semestre 2006 par rapport au 1^{er} semestre 2005 en Vendée. Cette augmentation fait suite à la forte baisse qu'avait connue la Vendée au 1^{er} semestre 2005 (-14,2% comparé au 1^{er} semestre 2004).

Au cours des 6 premiers mois de 2006, la Vendée a ainsi enregistré 143 défaillances.

A l'inverse, en Pays de la Loire (-2,9%) et en France (-11,7%), on observe un recul du nombre de défaillances d'entreprises sur la période considérée.

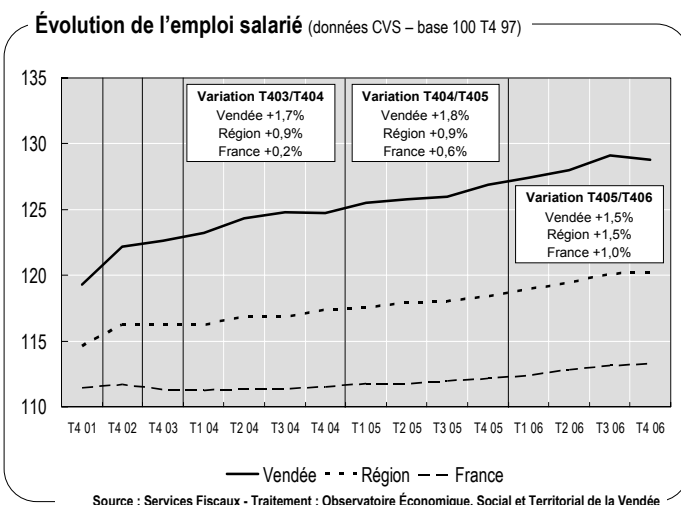


6. Un rythme de création d'emplois toujours fort en 2006

Selon l'Insee, l'emploi salarié dans les activités marchandes hors agriculture, en données corrigées des variations saisonnières, a progressé de 1,5% entre fin décembre 2005 et fin décembre 2006, soit une évolution un peu en retrait comparé à celle de l'année précédente (+1,8%).

Parmi les départements ligériens, la Vendée occupe le 2^{ème} rang en matière d'évolution de l'emploi en 2006 derrière la Loire-Atlantique (+2%).

Avec 160 504 salariés recensés fin 2006 (estimations données brutes), la Vendée aurait ainsi gagné, en un an, 2 167 emplois (les estimations pour les années précédentes étaient de +2 918 emplois en 2005 et +2 333 emplois en 2004).



Notons enfin globalement, qu'en Région le rythme de création d'emplois pour 2006 a rejoint celui observé en Vendée tandis qu'à l'échelle du pays, il demeure en retrait (+1,0%) malgré une nette amélioration sur les 2 dernières années.

6.

Fort recul du chômage en Vendée : 1 877 demandeurs d'emplois en moins entre mars 2006 et mars 2007

La Vendée compte 14 183 demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2007, soit un recul de -11,7% sur un an (1 877 demandeurs d'emplois en moins). Cette tendance à la baisse s'observe également en Région (-11,4% entre mars 2006 et mars 2007) et en France (-11,0%).

A fin décembre 2006, le taux de chômage en Vendée s'établit à 6,4% de la population active

(l'Insee ayant révisé ses taux de chômage -intégration de nouvelles estimations d'emplois et des nouveaux coefficients de désaisonnalisation - en avril 2006, il est délicat de comparer ce résultat avec celui de décembre 2005 (7,2%).

Le taux de chômage vendéen demeure toujours nettement inférieur à celui observé en Région (7,3% fin décembre 2006) et en France (8,6%).

Notons enfin que la baisse du chômage se poursuit sur 2007 : les premières estimations établissent en effet le taux de chômage en Vendée à 6,0% au 31 mars 2007.

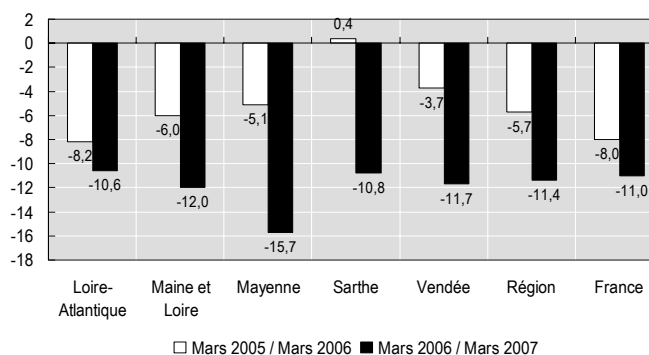
Il convient cependant de relativiser dans une certaine mesure cette forte baisse du chômage. Il est en effet important de souligner que cette dernière n'est pas uniquement liée au dynamisme de la création d'emplois mais qu'elle s'explique aussi, pour une part non négligeable, par des évolutions extra-économiques, et particulièrement par les départs en retraite massifs des baby-boomers à partir de 2006.

Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont concernées par la baisse du chômage entre mars 2006 et mars 2007

En Vendée, sur la période considérée, ce sont les demandeurs d'emploi de longue durée qui enregistrent la baisse la plus significative de leur nombre à -24,8%, soit 1 048 chômeurs en moins. La part des demandeurs d'emplois longue durée dans notre département (22,6% du total des demandeurs à fin mars 2007) reste par ailleurs bien inférieure à celle comptabilisée en Région (26,0%) ou en France (28,2%).

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans affiche également un net recul en Vendée à -13,0% (-393 demandeurs) entre mars 2006 et mars 2007. Cependant, au sein de cette catégorie, les demandeurs d'emplois féminins enregistrent une baisse légèrement moins forte (-9,8%). Globalement, il est enfin à noter que la part des chômeurs de -25 ans en Vendée (18,8% à fin mars 2007) est équivalente à celle observée en Région (18,9%) mais supérieure à celle constatée à l'échelle de l'Hexagone (16,6%).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (données cvs - cat. 1) (en %)



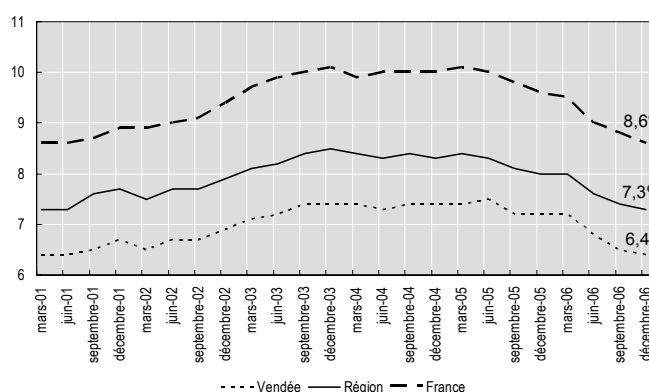
Source : DRTEFP - Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi

	Mars 2005	Mars 2006	Mars 2007	Evol. 2005/2006	Evol. 2006/2007
Loire-Atlantique	46 557	42 742	38 199	-3 815	-4 543
Maine et Loire	25 950	24 403	21 471	-1 547	-2 932
Mayenne	7 283	6 912	5 828	-371	-1 084
Sarthe	18 006	18 085	16 131	+79	-1 954
Vendée	16 684	16 060	14 183	-624	-1 877
Région	114 687	108 175	95 849	-6 512	-12 326
France	2 487 800	2 288 300	2 036 600	-199 500	-251 700

Source : DRTEFP - Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution trimestrielle des taux de chômage (en %)



Source : DRTEFP - Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

Les catégories 25 à 49 ans et 50 ans et plus enregistrent également un net recul du nombre des demandeurs d'emplois autour de la moyenne vendéenne : respectivement -11,1% (-1 153 demandeurs) et -11,4% (-280) entre mars 2006 et mars 2007. On notera enfin que la baisse la moins significative concerne les demandeurs d'emplois féminins de 50 ans et plus : -8,3%.

Plus globalement enfin, il est intéressant de souligner que, sur la période considérée, les demandeurs d'emplois féminins ont enregistré une baisse de leur nombre légèrement plus conséquente (-11,6%) que celle des demandeurs d'emplois masculins (-11,3%). Néanmoins, la part des femmes au chômage demeure toujours plus importante (57,3% du total des chômeurs à fin mars 2007) en Vendée qu'en Région (52,3%) ou en France (48,2%).

Par canton

Indicateur de chômage = demandeurs d'emploi au 30 déc. 2006 (données observées DDTEFP) / population active (recensement 1999)

L'indicateur de chômage s'élève en moyenne à 6,5% au 31 décembre 2006 en Vendée. Il varie de 3,23% dans le canton de Saint-Fulgent à 10,58% dans le canton de Saint-Jean-de-Monts.

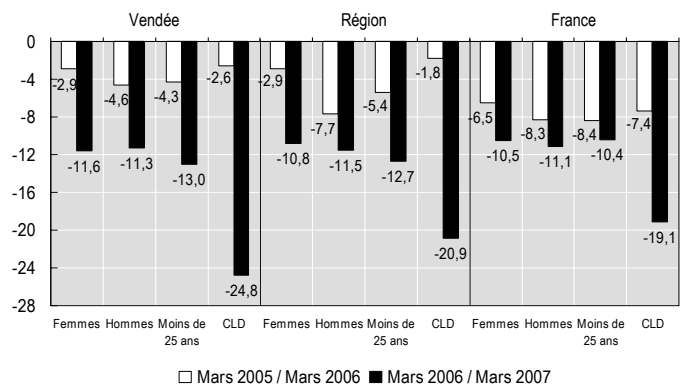
Les indicateurs les plus faibles s'observent toujours dans le Haut-bocage vendéen. Les indicateurs les plus élevés concernent essentiellement les cantons littoraux et rétro-littoraux.

Entre décembre 2005 et décembre 2006, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi sont variables d'un canton à l'autre.

Sur la période considérée, la plupart des cantons enregistrent de fortes baisses du nombre des demandeurs d'emploi. Près de la moitié des cantons vendéens (14 sur 30) affichent même des reculs supérieurs à 10,0%. Parmi ceux-ci, citons les cantons de Mareuil-sur-Lay-Dissais (-24,11% soit 54 demandeurs d'emplois en moins), Montaigu (-21,43% soit -147) et le Poiré-sur-Vie (-17,36% soit -104). Les plus fortes pertes en nombre sont à l'actif des cantons de la Roche-sur-Yon (241 chômeurs de moins) et des Sables d'Olonne (-221).

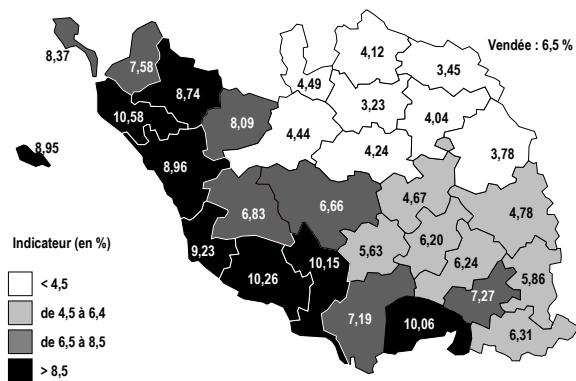
A l'inverse, seuls deux cantons enregistrent une augmentation du nombre de chômeurs : Challans (+57 demandeurs d'emplois) et Chaillé-les-Marais (+15).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (par sexe, moins de 25 ans et CLD – Chômeurs longue durée) (Cat. 1 - en %)



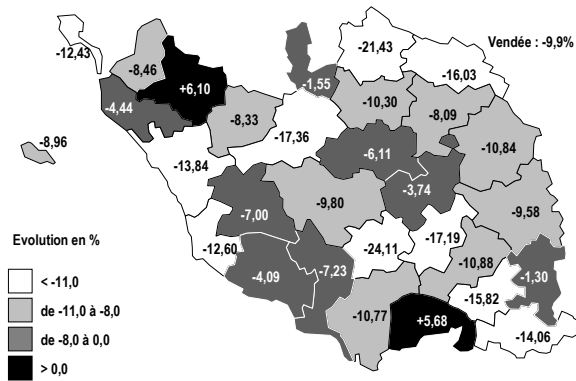
Source : DRTEFP – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Indicateurs de chômage au 31 décembre 2006 (cat. 1) (en %)



Sources : DDTEFP (données brutes) -Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de décembre 2005 à décembre 2006 (en %)



Sources : DDTEFP (données brutes) -Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Conjoncture Vendéenne - Industrie

Chiffres clés

Le bilan de l'année 2006 est globalement favorable : l'activité des entreprises industrielles s'est sensiblement accrue et les investissements ont enregistré une forte hausse dans la lignée de l'année précédente.

Dans un contexte national et régional plutôt morose, la Vendée affiche en outre une nouvelle augmentation de ses créations d'entreprises et une très faible perte de ses emplois.

	2005	2006
Chiffres d'affaires	+3,7%	+5,7%
Investissements	+17,7%	+16,4%
Création d'entreprises	+5,6%	+2,6%
Création d'emplois (T405 / T406)	+0,5%	-0,9%

1. Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles a progressé de 5,7% en 2006 - Cette tendance se confirme en début d'année 2007

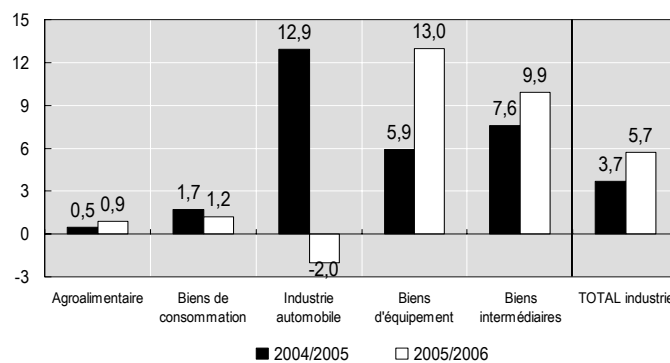
Le chiffre d'affaires des industries vendéennes s'établit à 9 328 millions d'€ en 2006 contre 8 822 en 2005, soit une **progression de 5,7%** ; croissance supérieure à celle enregistrée l'année précédente (+3,7%).

Les bons résultats enregistrés par l'industrie vendéenne s'expliquent par la **bonne tenue de l'activité dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires** (respectivement +13,0% et +9,9% entre 2005 et 2006).

A l'inverse, le secteur de **l'industrie automobile**, après avoir connu une progression sensible de son chiffre d'affaires en 2005 (+12,9%), **est le seul secteur industriel à afficher un recul de son activité pour 2006** (-2,0%).

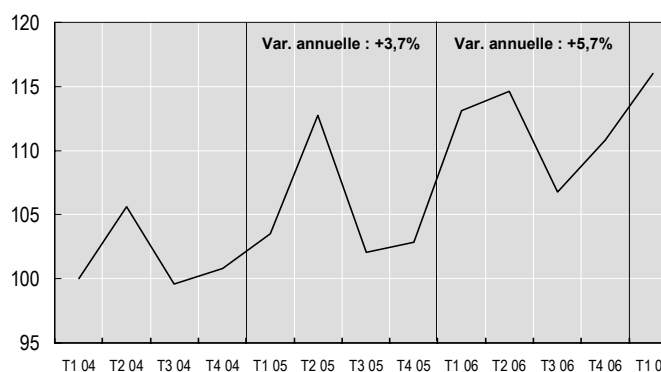
Enfin, **l'agroalimentaire et les biens de consommation poursuivent, pour la seconde année consécutive, sur un rythme de croissance mesuré** (respectivement +0,9% et +1,2% en 2006).

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans l'industrie (en %)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution du chiffre d'affaires dans l'industrie en Vendée (T1 04 : indice 100)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Au 1^{er} trimestre 2007, les entreprises industrielles vendéennes ont déclaré un **chiffre d'affaires de 2 430 millions d'€** contre 2 370 millions pour le 1^{er} trimestre 2006, soit une **progression de 2,5%**.

En glissement annuel au 1^{er} trimestre 2007, la croissance de l'activité des entreprises industrielles s'établit à **+4,0%**.

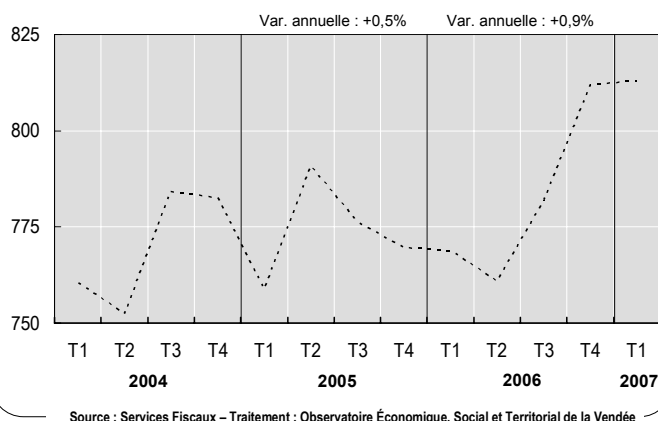
Agroalimentaire (33,5% du chiffre d'affaires total de l'industrie vendéenne) : le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires s'établit à 3 124 millions d'€ en 2006 contre 3 095 millions d'€ en 2005, soit une légère augmentation de 0,9%.

Malgré cette faible croissance, nous soulignerons néanmoins le très bon 4^{ème} trimestre 2006 avec une croissance de +5,5% comparé au 4^{ème} trimestre 2005.

La bonne tendance empruntée en fin d'année 2006 se confirme d'ailleurs au 1^{er} trimestre 2007 avec un chiffre d'affaires de 813 millions d'euros contre 769 millions d'€ au 1^{er} trimestre 2006, soit une progression de 5,7%.

Selon la Banque de France, les carnets sont satisfaisants et les prévisions sont positives avec quelques créations d'emplois.

Évolution du chiffre d'affaires pour l'agroalimentaire - Vendée - (en millions d'Euros)



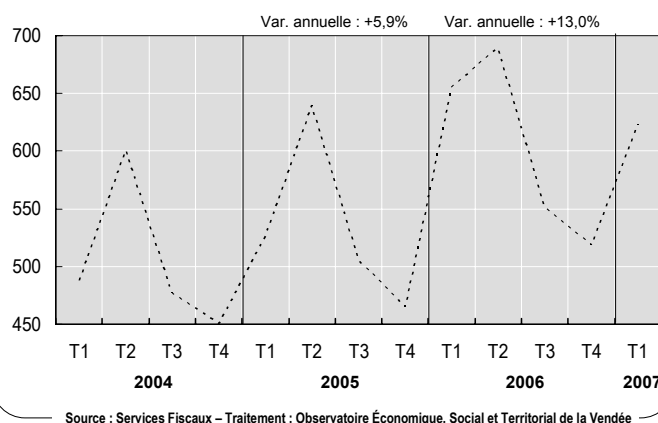
Biens d'équipement (25,9% du chiffre d'affaires de l'industrie vendéenne en 2006) : le chiffre d'affaires dans l'industrie des biens d'équipement s'établit à 2 413 millions d'€ en 2006 contre 2 136 millions d'€ en 2005, soit une progression de 13,0%.

Le secteur a connu une forte activité lors du 1^{er} semestre 2006 suivi d'un recul, que l'on pourrait qualifier de cyclique, pendant le 2^{ème} semestre.

Au cours du 1^{er} trimestre 2007, les entreprises des biens d'équipement ont déclaré un chiffre d'affaires en recul de 4,8% (623,4 millions d'€ contre 655,1 millions d'€ au 1^{er} trimestre 2006).

Selon la Banque de France, les prévisions resteraient cependant biens orientées malgré un tassement des stocks.

Évolution du chiffre d'affaires pour les biens d'équipements - Vendée - (en millions d'Euros)

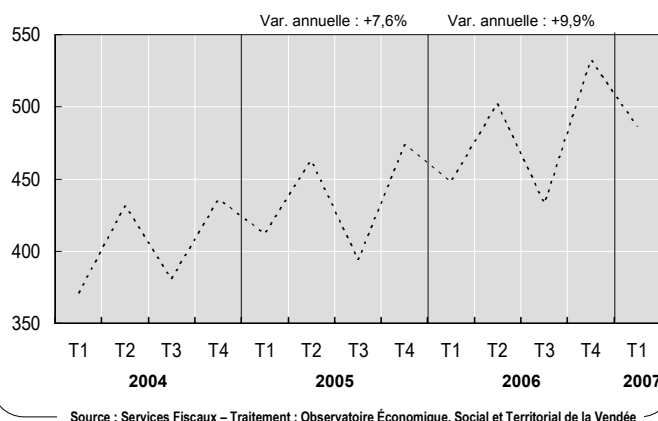


Biens intermédiaires (20,5% du chiffre d'affaires de l'industrie vendéenne en 2006) : les entreprises vendéennes de l'industrie des biens intermédiaires ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 915 millions d'€ en 2006 contre 1 742 millions d'€ en 2005, soit une progression de 9,9%.

Au cours du 1^{er} trimestre 2007, le chiffre d'affaires s'établit de nouveau à la hausse à +8,6% (486,2 millions d'€ contre 447,7 millions d'€ au 1^{er} trimestre 2006).

Selon la Banque de France, les marges se sont légèrement redressées. Les carnets consistants augurent des prévisions favorables à court terme.

Évolution du chiffre d'affaires pour les biens intermédiaires - Vendée - (en millions d'Euros)

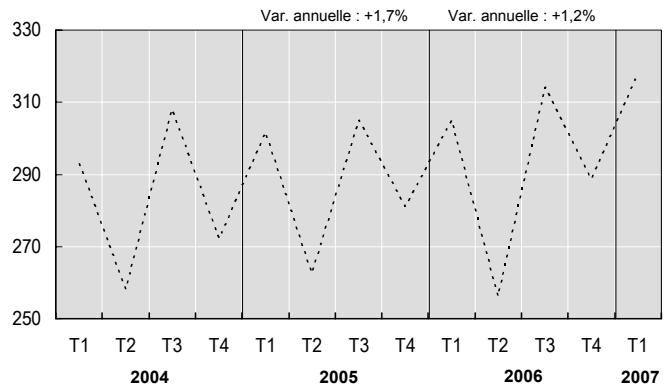


Biens de consommation (12,5% du chiffre d'affaires de l'industrie vendéenne en 2006) : le chiffre d'affaires s'établit à 1 164 millions d'€ en 2006 contre 1 150 millions d'€ en 2005, soit une progression de +1,2%.

Au cours du 1^{er} trimestre 2007, les entreprises ont déclaré un chiffre d'affaires de 317,9 millions d'€ en augmentation de 4,2% par rapport à la même période de 2006.

Selon la Banque de France, la demande s'est éteinte avec un dynamisme plus marqué sur le marché national. Les prévisions tablent sur le maintien de la situation.

Évolution du chiffre d'affaires pour les biens de consommation - Vendée - (en millions d'Euros)



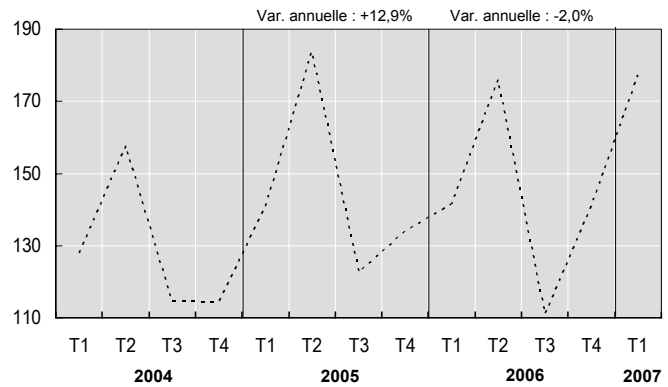
Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Industrie automobile (6,1% du chiffre d'affaires de l'industrie vendéenne en 2006) : les entreprises vendéennes ont déclaré un chiffre d'affaires de 569,6 millions d'€ en 2006 contre 581 millions d'€ en 2005, soit un recul de -2,0%.

Au 1^{er} trimestre 2007, le chiffre d'affaires s'établit à 177,3 millions d'euros contre 141,5 millions d'€ au 1^{er} trimestre 2006, soit un très fort rebond de +25,3%.

Selon la Banque de France, la hausse de la production et des livraisons s'est confirmée. La demande est plus soutenue et les stocks sont parfois insuffisants. Cette évolution devrait perdurer.

Évolution du chiffre d'affaires pour l'industrie automobile - Vendée - (en millions d'Euros)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

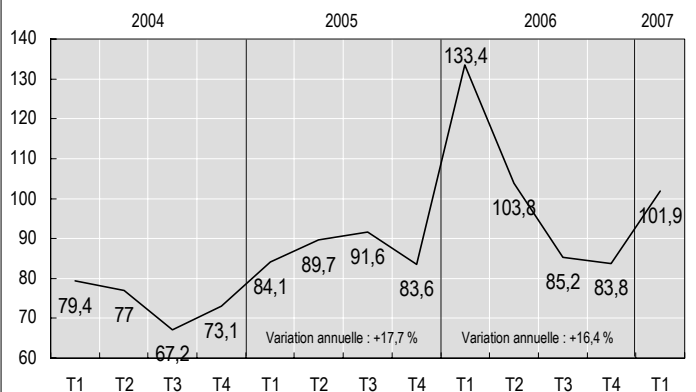
2. Vive croissance des investissements dans l'industrie en 2006

Les montants investis par les entreprises industrielles vendéennes s'élèvent à 406,2 millions d'€ en 2006 contre 349 millions d'€ en 2005, soit une augmentation de 16,4%.

Cette croissance est principalement due aux efforts d'investissement massifs consentis au 1^{er} trimestre et, secondairement, au 2^{ème} trimestre 2006 avec respectivement des hausses de +58,6% et +15,7% comparé aux mêmes périodes de 2005.

Au 1^{er} trimestre 2007, les immobilisations, établies à 101,9 millions d'€, demeurent par contre nettement en retrait de celles réalisées lors du 1^{er} trimestre 2006 (-23,6%).

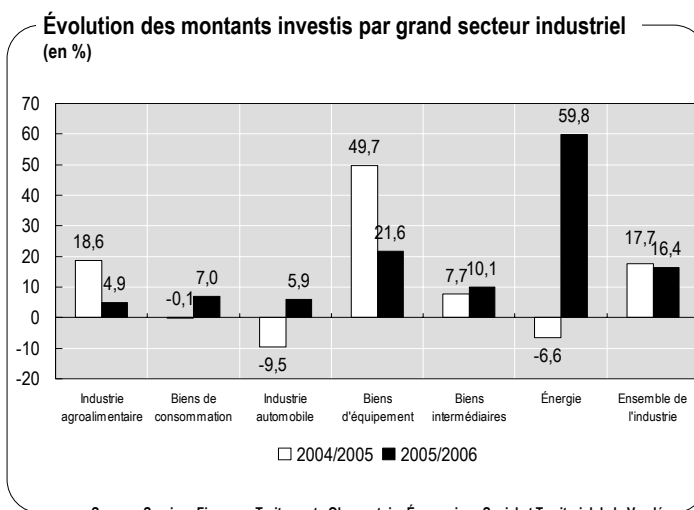
Évolution de l'investissement industriel des entreprises vendéennes soumises au régime réel normal (en millions d'euros)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

Tous les secteurs industriels affichent une évolution positive des immobilisations entre 2005 et 2006 notamment dans l'énergie et l'industrie des biens d'équipement qui proposent des croissances supérieures à la moyenne d'ensemble de l'industrie (+16,4% entre 2005 et 2006) :

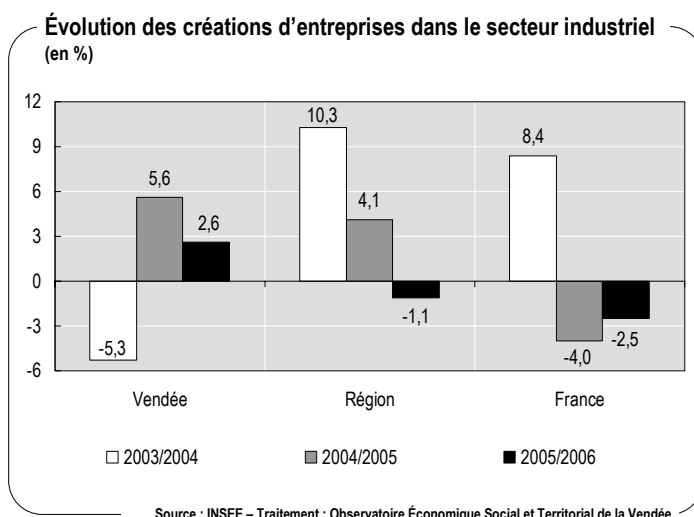
- +59,8% pour l'énergie
- +21,6% pour les biens d'équipement
- +10,1% pour les biens intermédiaires
- +7,0% pour les biens de consommation
- +5,9% pour l'industrie automobile
- +4,9% pour l'industrie agroalimentaire



3.

Vendée : croissance des créations d'entreprises industrielles dans un contexte national et régional en recul

Dans un contexte national et régional marqué par une baisse des créations d'entreprises (-2,5% pour la France et -1,1% pour les Pays de la Loire), la Vendée affiche, quand à elle, une augmentation des créations d'entreprises : +2,6% entre 2005 et 2006. Cette croissance demeure cependant inférieure aux +5,6% enregistrés entre 2004 et 2005.



L'augmentation des créations d'entreprises concerne aussi bien les industries agroalimentaires que les industries hors agroalimentaires (respectivement +4 et +2 créations d'entreprises par rapport à 2005).

A l'inverse, aux échelles régionale et nationale, le recul des créations d'entreprises est enregistré aussi bien dans les industries agroalimentaires que dans les autres industries.

Créations d'entreprises dans le secteur industriel

	Année	Créations d'entreprises	
		Industries hors agroalimentaire	Industries agroalimentaires
Vendée	2002	120	80
	2003	147	81
	2004	134	82
	2005	142	86
	2006	144	90
Région	2002	569	383
	2003	582	367
	2004	670	377
	2005	682	408
	2006	674	404
France	2002	13 424	6 221
	2003	13 996	6 232
	2004	14 790	7 130
	2005	13 831	7 204
	2006	13 498	7 014

Source : INSEE – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

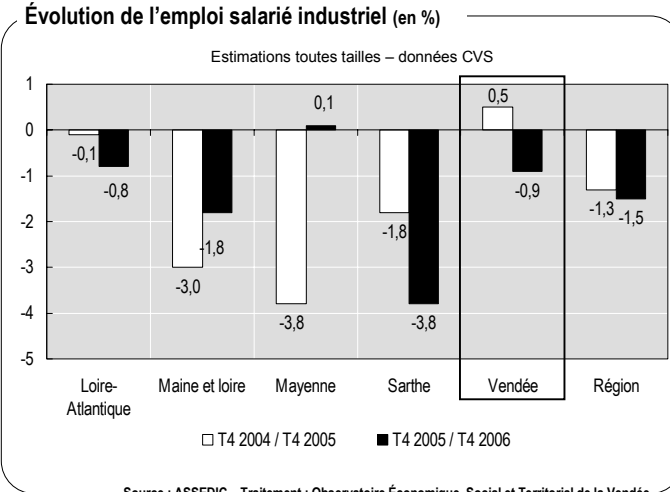
4.

Légère érosion des effectifs industriels à fin 2006

Selon l'ASSEDIC (données pour les entreprises de toutes tailles), les effectifs industriels vendéens s'inscrivent en baisse sur un an de -0,9% à fin décembre 2006 ; soit une perte de 515 emplois. A fin décembre 2006, l'emploi salarié dans l'industrie en Vendée s'élève ainsi à 56 704 postes.

Cette diminution s'inscrit dans un contexte régional marqué par des pertes d'emplois plus nettes dans le secteur industriel (-1,5% à fin décembre 2006 pour les Pays de la Loire) et dans lequel, seul le département de la Mayenne arrive à maintenir ses effectifs.

Évolution de l'emploi salarié industriel (en %)

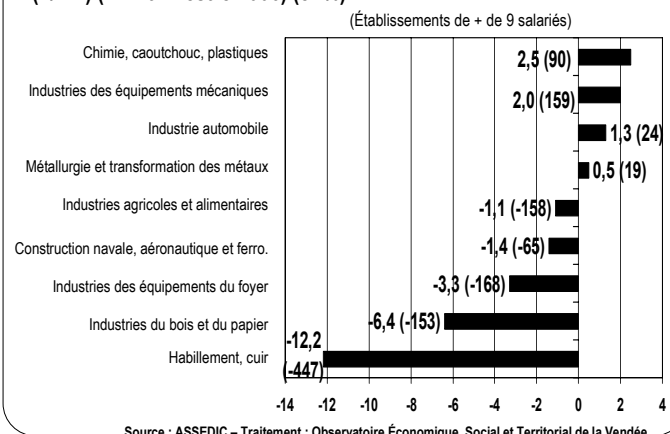


Analyse par secteurs

(données pour les entreprises de + de 9 salariés)

Le solde net, entre fin 2005 et fin 2006, des créations/destructions d'emplois reste positif dans les secteurs de la chimie-caoutchouc-plastiques (+2,5% soit un gain de +90 emplois), des industries des équipements mécaniques (+2,0% soit +159 emplois), de l'industrie automobile (+1,3% soit +24 emplois) et de la métallurgie et transformation des métaux (+0,5% soit +19 emplois).

Évolution des effectifs salariés dans l'industrie en Vendée (T/T-4) (4^{ème} trimestre 2006) (en%)



A l'inverse, les industries agroalimentaires (-1,1% soit -158 emplois), la construction navale (-1,4% soit -65 emplois) ou encore, les industries des équipements du foyer (-3,3% soit -168 emplois) enregistrent des pertes d'effectifs ; les baisses relatives les plus importantes concernant, une nouvelle fois, les industries du bois et du papier (-6,4% soit -153 salariés) et surtout, l'habillement-cuir (-12,2% soit -447 emplois). Ces deux derniers secteurs sont en effet ceux qui avaient connu les plus fortes baisses l'année précédente : -7,4% pour l'industrie du papier et du bois et -4,3% pour l'habillement-cuir entre fin 2004 et fin 2005.

Conjoncture Vendéenne - Construction

Chiffres clés

Le bilan de l'année 2006 est très favorable, dans le prolongement des années précédentes. Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes s'est une nouvelle fois accru sensiblement. Les investissements ont enregistré une forte croissance supérieure à celle de l'année précédente. Les créations d'entreprises repartent légèrement à la hausse après la stagnation d'il y a un an. Enfin, les créations d'emplois s'affichent également en nette augmentation.

	2005	2006
Chiffres d'affaires	+10,5%	+9,9%
Investissements	+14,7%	+21,4%
Création d'entreprises	-0,5%	+1,2%
Création d'emplois (T4 05 / T4 06)	+2,6%	+5,5%

1.

Une croissance soutenue et régulière de l'activité dans le secteur de la construction

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 180 millions d'€ en 2006 contre 1 984,1 millions d'€ en 2005. L'activité s'est donc accru de 9,9% entre 2005 et 2006, soit une croissance proche de celle observée entre 2004 et 2005 (+10,5%).

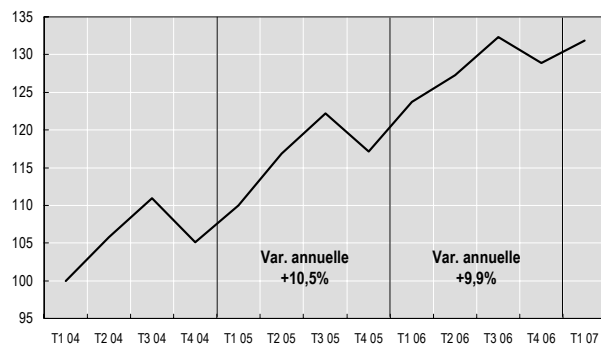
La croissance se poursuit au 1^{er} trimestre 2007, puisque les entreprises vendéennes ont déclaré un chiffre d'affaires de 561,2 millions d'euros en hausse de 6,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2006.

La bonne santé de l'activité des entreprises de construction en Vendée est liée notamment à la dynamique du logement dans notre département.

En 2006, le nombre des permis de construire autorisés a atteint de nouveaux records en se fixant à 9 829 unités. Les carnets de commande restent ainsi aujourd'hui remplis à l'horizon d'environ 8 mois. On soulignera cependant que les **résultats du 1^{er} trimestre 2007 font apparaître un très net fléchissement des autorisations de logements en Vendée (-25%)**.

Selon la Banque de France, la demande est restée dynamique dans tous les compartiments, avec des décalages dans les plannings préjudiciables au second œuvre. Les perspectives restent bien orientées.

Évolution du chiffre d'affaires dans le secteur de la construction en Vendée (T1 04 : indice 100)



Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

2.

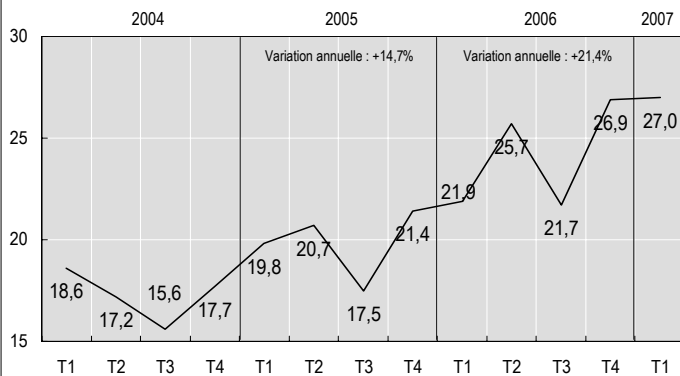
Très fort rebond de l'investissement dans la construction en 2006

Les montants investis par les entreprises vendéennes appartenant au secteur de la construction se sont élevés à 96,3 millions d'€ en 2006 contre 79,3 millions d'€ en 2005, soit une forte croissance de 21,4%.

La hausse des investissements a été soutenue et régulière pour chaque trimestre de l'année 2006 comparé à 2005 : +10,6% au 1^{er} trimestre 2006, +24,6% au 2^{ème}, +24,2% au 3^{ème} et enfin +26,1% au 4^{ème}.

Les immobilisations continuent de croître au 1^{er} trimestre 2007 (+23,3% par rapport au 1^{er} trimestre 2006) sur un rythme équivalent à celui enregistré au cours de l'année 2006.

Évolution de l'investissement dans la Construction (en millions d'euros)

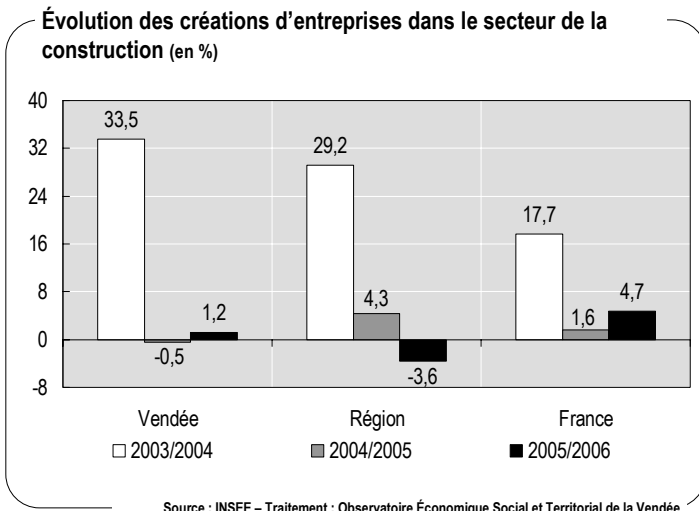


Source : Services Fiscaux - Traitement : Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

3. Une stagnation des créations d'entreprises dans le secteur de la construction depuis deux ans

Avec 441 entreprises créées, reprises ou réactivées en 2006 (contre 436, il y a un an), la création d'entreprises dans le secteur de la construction s'inscrit en légère hausse de +1,2%. Cette faible augmentation fait suite au léger recul de 2005 (-0,5%) et à une très forte croissance de 2004 (+33,5%).

A l'échelle de l'Hexagone, les créations d'entreprises dans le secteur de la construction en 2006 affichent une hausse plus prononcée : +4,7%. En revanche, la Région des Pays de Loire observe un recul des créations (-3,6% en 2006).



Créations d'entreprises dans le secteur de la construction

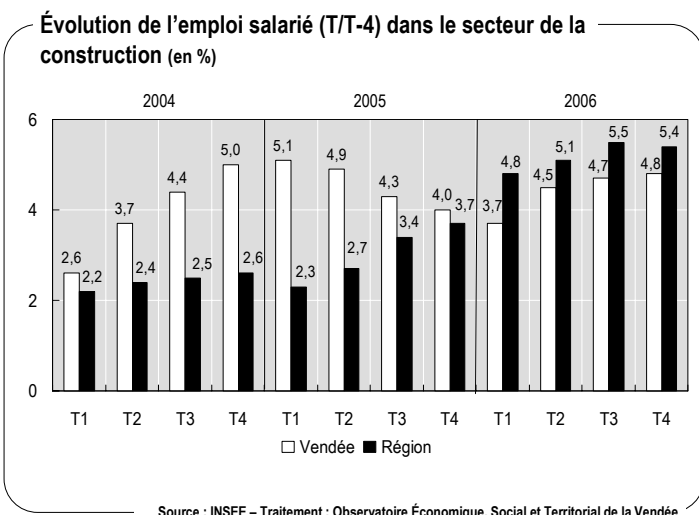
Vendée	2003	328
	2004	438
	2005	436
	2006	441
Région	2003	1 632
	2004	2 108
	2005	2 198
	2006	2 119
France	2003	42 401
	2004	49 894
	2005	50 666
	2006	53 024

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

4. Un rythme de création d'emplois toujours soutenu mais inférieur à celui de la Région

Selon l'INSEE, les effectifs salariés ont augmentés de 4,8% entre décembre 2005 et décembre 2006 ; progression supérieure à celle observée l'année précédente (+4,0%).

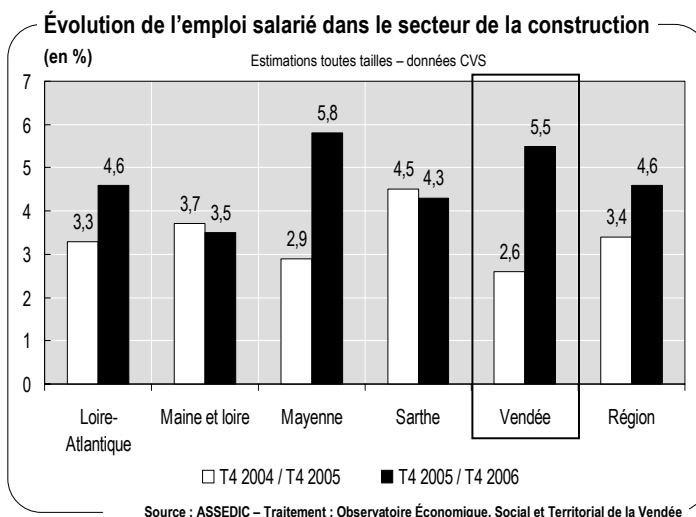
Ce rythme de croissance soutenu (supérieur à +4,0% excepté au 1^{er} trimestre 2006 : +3,7%) demeure cependant légèrement inférieur à la hausse des emplois salariés enregistrée en Région (au-delà des +5,0% sur l'année 2006).



Selon les estimations de l'ASSEDIC (en fin d'année 2006), la croissance des effectifs dans le secteur de la construction a été plus forte en 2006 (+5,5%) qu'en 2005 (+2,6%).

Notons que la Vendée est repassée au dessus de la moyenne des Pays de la Loire (+4,6%) en fin d'année 2006 alors qu'à la fin 2005, la Vendée affichait la progression la plus faible des départements ligériens.

L'emploi salarié dans le secteur de la construction concerne, en Vendée, 18 917 emplois à décembre 2006 (données Assedic).



Conjoncture Vendéenne - Commerce

Chiffres clés

Le bilan de l'année 2006 est favorable pour le secteur du commerce en Vendée : l'activité s'inscrit en hausse (+5,2%), les investissements enregistrent une forte croissance (+8,7%) après le net recul de l'année précédente (-14,9%), les créations d'entreprises affichent une augmentation (+4,0%) toutefois moins importante que l'année passée (+12,5%) et enfin, les créations d'emplois conservent une bonne dynamique (+1,7%).

	2005	2006
Chiffres d'affaires	+4,3%	+5,2%
Investissements	-14,9%	+8,7%
Création d'entreprises	+12,5%	+4,0%
Création d'emplois (T4 05 / T4 06)	+1,9%	+1,7%

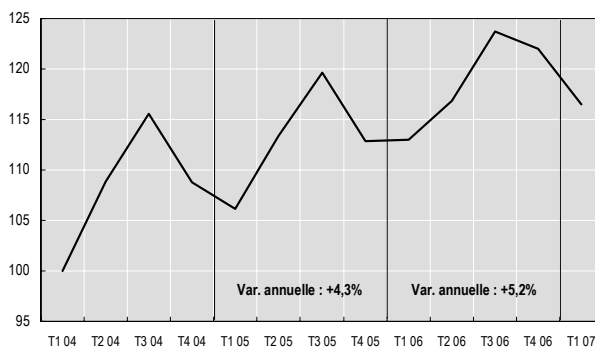
1. Le chiffre d'affaires des entreprises commerciales en hausse de 5,2% en 2006 - Poursuite de cette croissance au 1^{er} trimestre 2007

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes soumises au régime réel normal appartenant au secteur du commerce s'élève à 8 429,3 millions d'€ en 2006 contre 8 011,3 millions d'€ en 2005, soit une progression de +5,2%.

L'activité des entreprises commerciales atteint son pic traditionnel au cours du 3^{ème} trimestre, c'est-à-dire au cours de la période estivale (2 192,7 millions d'euros au 3^{ème} trimestre 2006).

Au 1^{er} trimestre 2007, les entreprises vendéennes commerciales ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 064,7 millions d'€ en hausse de +3,1% comparé au 1^{er} trimestre 2006.

Évolution du chiffre d'affaires dans le secteur du commerce en Vendée (T1 04 : indice 100)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

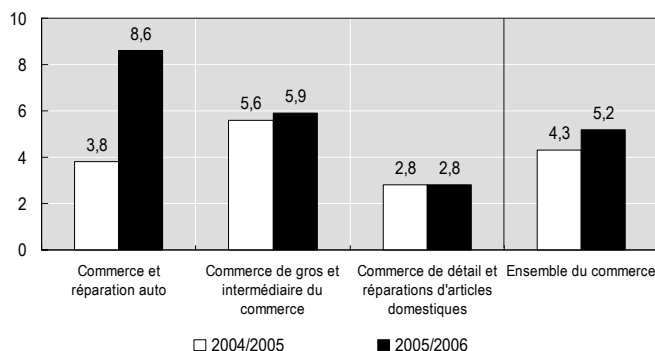
Plus précisément, on note que :

- Tous les secteurs du commerce affichent une progression de leur chiffre d'affaires entre 2005 et 2006.

- La hausse de l'activité des entreprises appartenant au secteur du commerce en 2006 trouve son origine dans la bonne orientation du **commerce et réparation automobile (+8,6%)**, du **commerce de gros (5,9%)** et, dans une moindre mesure, du **commerce de détail (+2,8%)**.

- Dans ces trois secteurs du commerce, l'activité continue de croître **au 1^{er} trimestre 2007** : respectivement +2,0%, +3,5% et +2,9% comparé au 1^{er} trimestre 2006.

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans le commerce (en %)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

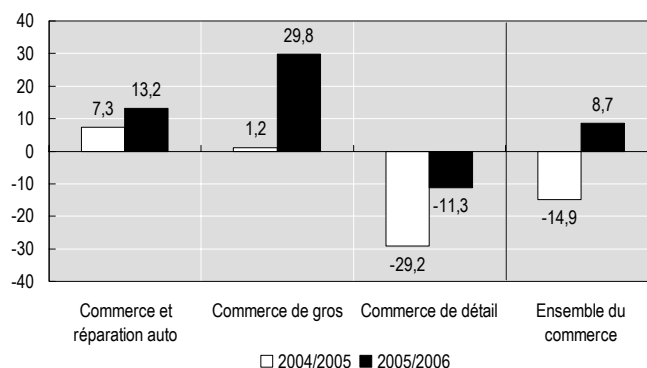
2. Une reprise des investissements en 2006 après un net recul en 2005

Après un net recul des montants investis par les entreprises commerciales en 2005 (-14,9%), les immobilisations ont enregistré une hausse de +8,7% en 2006 à 184,6 millions d'€ (contre 169,8 millions d'€ en 2005).

Cette progression s'explique par les fortes **croissances enregistrées** pour les entreprises appartenant au secteur du **commerce de gros** (+29,8% entre 2005 et 2006) et du **commerce et réparation automobile** (+13,2%).

A l'inverse, et pour la seconde année consécutive, les entreprises appartenant au **commerce de détail connaissent un net recul** des investissements (-11,3% en 2006 et -29,2% en 2005).

Évolution de l'investissement des entreprises vendéennes dans le secteur du commerce (en %)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

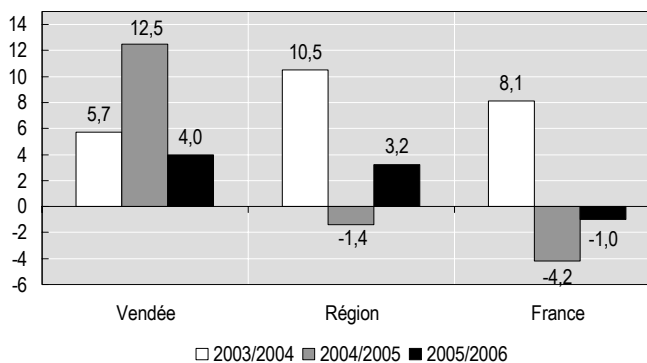
Au 1^{er} trimestre 2007, les montants investis par les entreprises commerciales vendéennes s'élèvent à 44,3 millions d'euros en hausse de 12,3% comparé au 1^{er} trimestre 2006. Cette croissance est exclusivement à mettre à l'actif des entreprises appartenant au secteur du commerce de détail dont les investissements s'affichent en hausse +62,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2006.

3. Léger ralentissement du rythme des créations d'entreprises en 2006

En Vendée, 798 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées dans le secteur du commerce en 2006 contre 767 en 2005, soit une progression de +4,0%. Cette croissance demeure moins importante que celle enregistrée il y a un an (+12,5%).

Après les baisses observées dans la création d'entreprises commerciales en Région et en France en 2005, les Pays de la Loire affichent une augmentation en 2006 (+3,2%) alors que la France connaît de nouveau un recul (-1,0% en 2006).

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur du commerce (en %)



Source : INSEE – Traitement : Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

Créations d'entreprises dans le secteur du commerce

Vendée	2003	645
	2004	682
	2005	767
	2006	798
Région	2003	3 302
	2004	3 649
	2005	3 598
	2006	3 712
France	2003	79 629
	2004	86 111
	2005	82 513
	2006	81 720

Source : INSEE – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

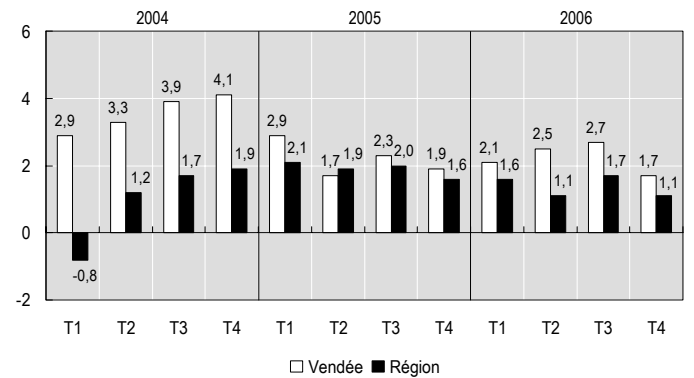
4. Maintien du rythme de progression des effectifs salariés sur l'année 2006

Selon l'INSEE, l'emploi salarié dans le secteur du commerce s'est accru de 1,7% au 4^{ème} trimestre 2006 par rapport à la même période de 2005, progression quasi équivalente à celle enregistrée il y a un an (+1,9%).

Le rythme d'évolution des effectifs salariés est relativement stable (autour des 2% de croissance) pour l'année 2006 et demeure supérieur au rythme de croissance de la Région.

L'emploi salarié dans le secteur du commerce concerne, en Vendée, **28 453 emplois à fin décembre 2006** (estimation brute Insee).

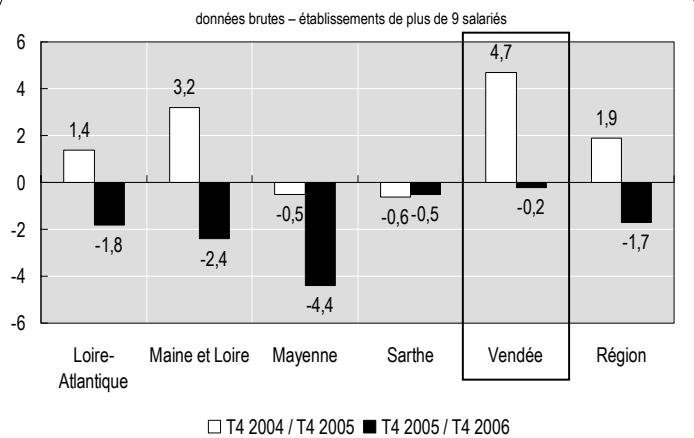
Variation (T/T-4) de l'emploi salarié dans le secteur du commerce (en %)



Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Selon les estimations de l'ASSEDIC (concernant les établissements de plus de 9 salariés), les effectifs salariés ont stagné (-0,2%) entre décembre 2005 et décembre 2006. Cette stagnation place tout de même la Vendée en première position dans la Région (-1,7% fin 2006) puisque l'ensemble des départements ligériens affichent un recul des effectifs salariés dans le commerce.

Évolution de l'emploi salarié dans le commerce (T/T-4) (en %)



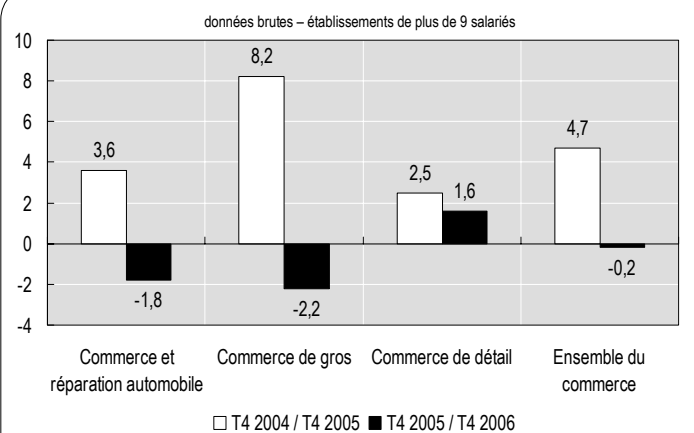
Source : ASSEDIC - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Analyse par secteurs

Seul le secteur de commerce de détail affiche une nette croissance de ses effectifs salariés : +1,6% entre fin 2005 et fin 2006.

Les deux autres secteurs composant l'ensemble commerce affichent tous deux une baisse des effectifs sur un an à fin 2006 : -1,8% pour le commerce et réparation automobile et -2,2% pour le commerce de gros.

Évolution de l'emploi salarié dans le commerce (T/T-4) (en %)



Source : ASSEDIC - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Conjoncture Vendéenne - Services

Chiffres clés

Le bilan de l'année 2006 est très satisfaisant pour le secteur des services au regard des fortes croissances enregistrées pour le chiffre d'affaires (+10,1%) et les investissements (+9,1%), du maintien du rythme des créations d'entreprises (+1,6%) et des créations d'emplois (+1,7%).

	2005	2006
Chiffres d'affaires	+9,9%	+10,1%
Investissements	+3,6%	+9,1%
Création d'entreprises	+2,2%	+1,6%
Création d'emplois (T4 05 / T4 06)	+2,7%	+1,7%

1. Une croissance de l'activité toujours vive dans les entreprises de services en 2006

Le chiffre d'affaires des entreprises de service s'établit à 5 296,2 millions d'€ en 2006 contre 4 811,3 millions d'€ en 2005, soit une progression de 10,1% proche de celle enregistrée l'année précédente (+9,9%).

Au 1^{er} trimestre 2007, le chiffre d'affaire s'élève à 1 388 millions d'euros en hausse de +6,9% par rapport au 1^{er} trimestre 2006.

Tous les principaux secteurs composant les services ont enregistré des fortes croissances entre 2006 et 2005 : +16,4% pour les activités immobilières, +14,5% pour les transports, +8,3% pour les activités financières, +7,4% pour les services aux particuliers et enfin +6,2% pour les services aux entreprises.

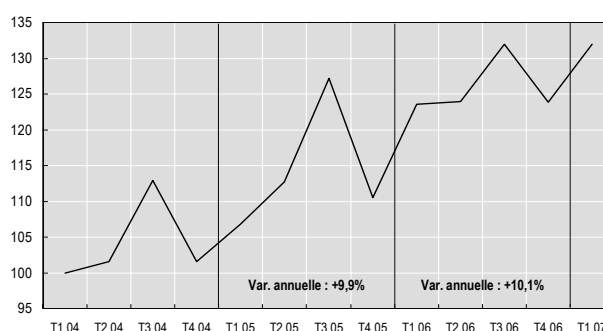
Seul le secteur de l'administration affiche un léger recul de son chiffre d'affaires sur l'année 2006 (-0,6%) ; il ne représente toutefois que 1,9% de l'activité de l'ensemble des services en 2006.

Zoom sur les Transports (29,0% du chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal dans le secteur des services en 2006) : Le chiffre d'affaires s'élève à 1 533,4 millions d'€ en 2006 contre 1 339,1 millions d'€ en 2005, soit une progression soutenue de +14,5%.

Au 1^{er} trimestre 2007, le chiffre d'affaires s'établit à 382,4 millions d'euros en hausse de +5,0% par rapport au 1^{er} trimestre 2006.

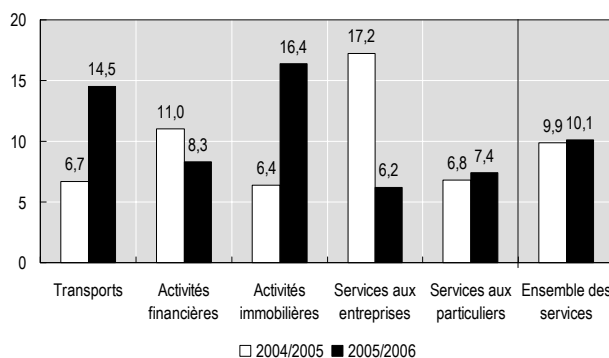
Selon la Banque de France, les prévisions sont optimistes avec une demande renforcée en provenance de tous les secteurs et quelques embauches attendues.

Évolution du chiffre d'affaires dans le secteur des services en Vendée (T1 04 : indice 100)



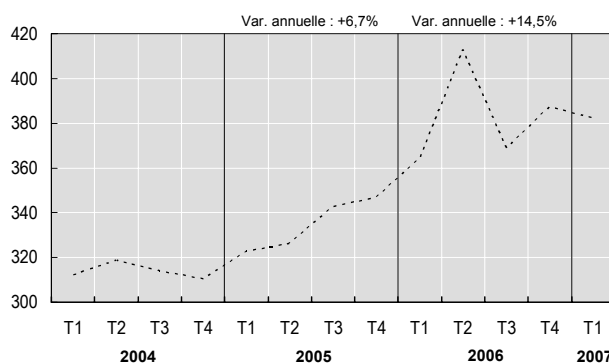
Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution du chiffre d'affaires par grand secteur dans les services (en %)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution du chiffre d'affaires pour les transports - Vendée - (en millions d'Euros)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

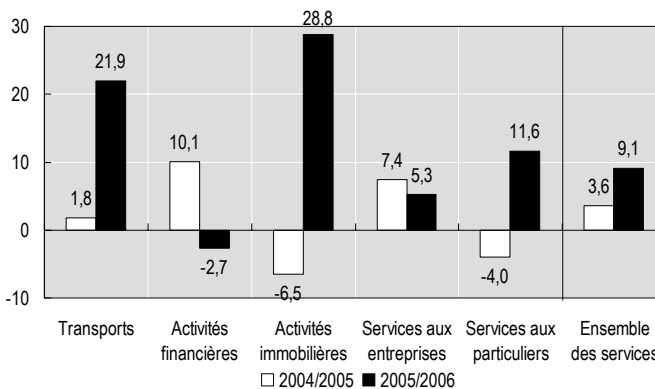
2. Forte hausse des investissements en 2006

Les entreprises du secteur des services ont investi 690,7 millions d'€ en 2006 contre 633,1 millions d'€ en 2005, soit une progression de +9,1%.

La croissance des investissements dans les services est principalement à mettre au crédit des **activités immobilières** (+28,8%), des **transports** (+21,9%) et des **services aux particuliers** (+11,6%).

A l'inverse, le niveau des immobilisations a diminué dans les **activités financières** (-2,7%). A noter que ce secteur représente tout de même 40% des investissements dans l'ensemble des services en 2006.

Évolution de l'investissement des entreprises vendéennes dans le secteur des services (en %)



Source : Services Fiscaux – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

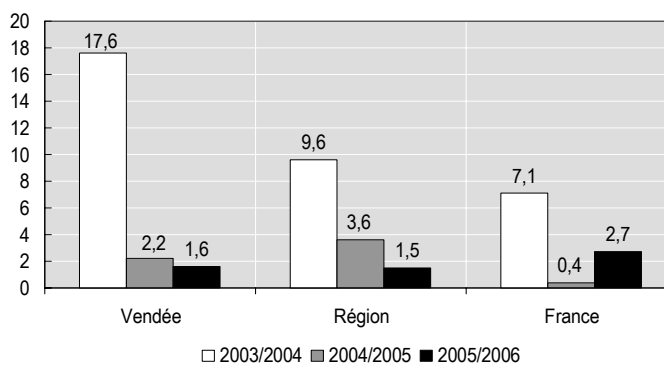
Au 1^{er} trimestre 2007, les montants investis s'élèvent à 183,6 millions d'€ en hausse de +4,7% comparé au 1^{er} trimestre 2006 sous l'impulsion particulièrement des immobilisations dans les **activités immobilières** (+42%) et les **services aux entreprises** (+27,6%).

3. Un rythme de croissance des créations d'entreprises moins soutenu depuis deux ans

En Vendée, 1 424 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées dans le secteur des services en 2006 contre 1 401 en 2005, soit une progression de +1,6%. Cette évolution demeure peu éloignée de celle enregistrée en 2005 (+2,2%) mais est nettement inférieure à celle affichée en 2004 (+17,6%).

En Région, la création d'entreprises dans le secteur des services enregistre une croissance équivalente à celle de la Vendée (+1,5% entre 2005 et 2006) alors qu'à l'échelle de la France la progression est légèrement supérieure (+2,7%).

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur des services (en %)



Source : INSEE – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Créations d'entreprises dans le secteur des services

Vendée	2003	1 166
	2004	1 371
	2005	1 401
	2006	1 424
Région	2003	6 365
	2004	6 978
	2005	7 229
	2006	7 334
France	2003	151 314
	2004	162 091
	2005	162 651
	2006	167 030

Source : INSEE – Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

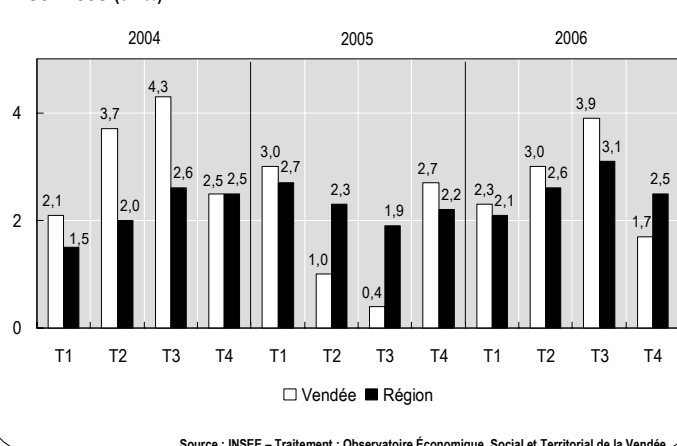
4. Léger fléchissement du rythme des créations d'emplois dans les services sur un an à fin 2006

Selon l'INSEE, la progression des effectifs salariés dans les services sur 1 an à décembre 2006 s'est établie à 1,7%, soit 1 point de moins que la croissance observée l'année précédente (+2,7%).

Cette croissance demeure également inférieure à celle enregistrée par la Région (+2,5%).

L'emploi salarié dans le secteur des services concerne, en Vendée, **59 167 emplois à fin décembre 2006** (estimation brute Insee).

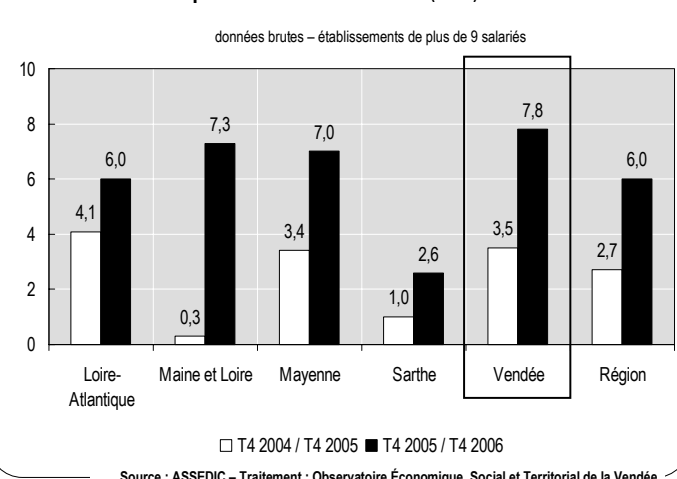
Variation (T/T-4) des effectifs salariés dans le secteur des services (en %)



Selon les estimations de l'ASSEDIC (établissements de plus de 9 salariés), les effectifs salariés dans les services ont augmenté de 7,8% en Vendée entre fin 2005 et fin 2006 ; croissance plus soutenue que celle enregistrée l'année précédente (+3,5%).

Avec cette forte progression, la Vendée se positionne à la première place des départements ligériens (+6,0% pour la Région).

Évolution de l'emploi salarié des services (en %)

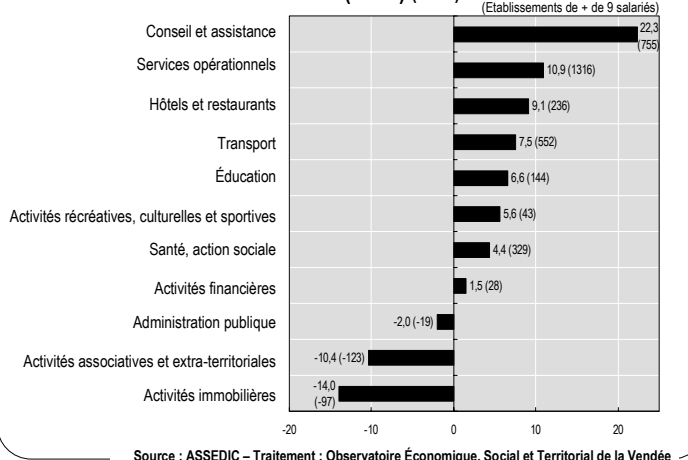


Analyse par secteurs

La croissance de l'emploi a été particulièrement soutenue dans le Conseil et assistance (+22,3% entre décembre 2005 et décembre 2006, soit un gain de 755 emplois), les services opérationnels (+10,9% soit 1 316 emplois supplémentaires), les hôtels et restaurants (+9,1% soit +236 emplois) et le transport (+7,5% soit +552 emplois).

En revanche, les principales pertes d'effectifs salariés dans le secteur des services concernent les activités associatives et extra-territoriales (-10,4% entre fin 2005 et fin 2006, soit une perte de 123 emplois) et les activités immobilières (-14,0% soit une perte de 97 emplois). Notons qu'en 2005, les activités immobilières affichaient la meilleure progression en terme d'emploi (+24,2%).

Évolution des effectifs salariés dans le secteur des services en Vendée - 4^{ème} trimestre 2006 (T/T-4) (en %)



Conjoncture Vendéenne - Logement

C chiffres clés

Avec 9 829 logements autorisés en 2006 (+3,1% comparé à 2005), la construction neuve en Vendée confirme sa dynamique engagée depuis la fin des années 90. Les mises en chantier ont profité de cette tendance favorable en 2006.

La SHON autorisée pour les bâtiments non résidentiels progresse également sensiblement en 2006 (+4,2%). Cette progression est essentiellement imputable aux locaux agricoles tandis que les surfaces en locaux industriels autorisés reculent.

Évolution 2005 / 2006

	Vendée	Région
Logements autorisés	+3,1%	+5,4%
Logements mis en chantier	+6,5%	-0,2%
Bâtiments autorisés	+4,2%	+5,1%
Bâtiments mis en chantier	-11,8%	0,0%

1. Près de 10 000 logements neufs autorisés en Vendée en 2006

En 2006, le nombre de permis de construire autorisés en Vendée a atteint de nouveaux records en s'établissant à 9 829 unités ; soit une progression de 3,1% par rapport à 2005 (299 autorisations supplémentaires).

Contrairement aux années précédentes, la hausse des autorisations de logements repose exclusivement sur la poursuite de la très vive progression dans l'habitat collectif en réponse aux besoins exprimés en Vendée, comme ailleurs, dans ce secteur. Le collectif a ainsi progressé de 20% en 2006, soit 2 355 logements autorisés contre 1 963 en 2005.

Les logements individuels (représentant 76% de l'ensemble des autorisations) s'établissent toujours à un niveau très élevé (7 474 unités) mais connaissent toutefois, pour la première fois depuis 2001, un léger recul (-1,2% comparé à 2005).

Soulignons enfin que les permis autorisés pour des résidences secondaires (1 272 unités soit 13% de l'ensemble des autorisations dans le département) sont en recul de 11% comparé à 2005. Ils représentent néanmoins 81% des résidences secondaires autorisées en Région en 2006.

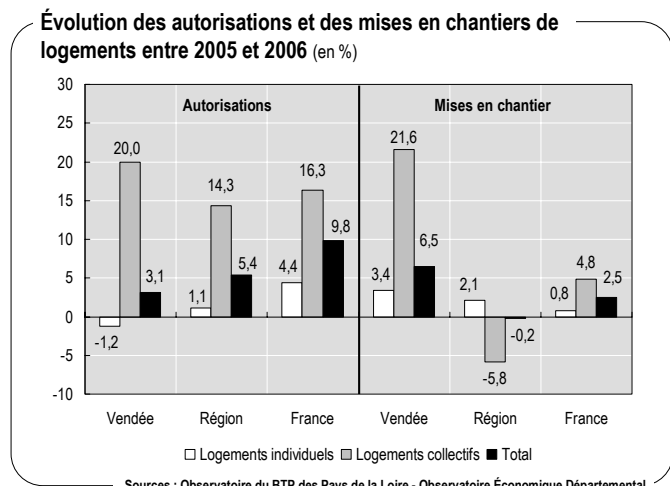
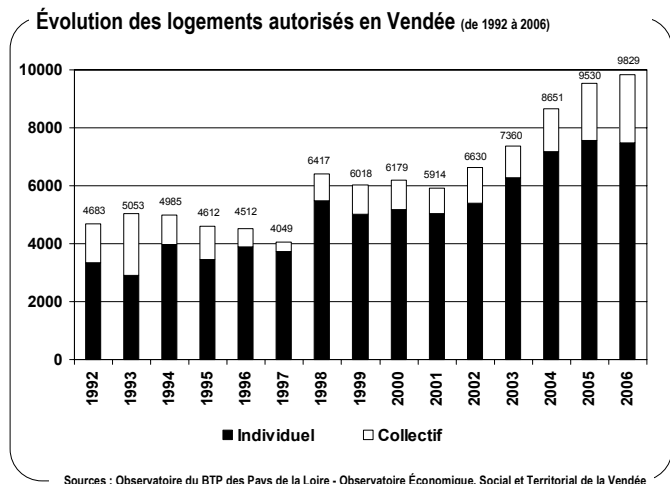
En France et en Région, les permis de construire autorisés s'orientent également à la hausse en 2006 :

respectivement +9,8% pour 538 000 permis (+4,4% dans l'individuel et +16,2% dans le collectif) et +5,4% pour 38 300 permis délivrés (+1% individuel et +14% collectif).

Les résultats du 1^{er} trimestre 2007 font apparaître un très net fléchissement des autorisations de logements en Vendée à -25,9% comparé au 1^{er} trimestre 2006 (2 197 autorisations contre 2 964). L'individuel recule de -23,8% et le collectif de -33,3%. Les mises en chantier s'inscrivent également en forte baisse à -24% (1 748 contre 2 301).

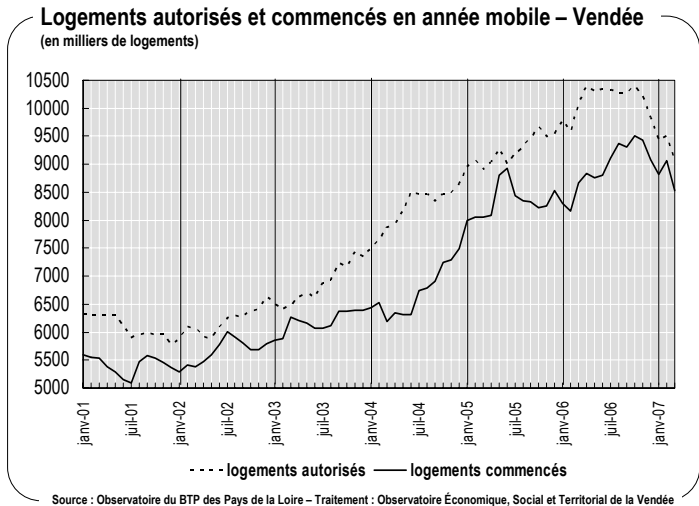
En Région, on observe la même tendance : les autorisations sont en baisse de -12,7% (-17,3% pour l'individuel et -2,2% pour le collectif) et les mises en chantier régressent également (-9,8%).

A l'échelle française enfin, les autorisations de logements se maintiennent sur le 1^{er} trimestre 2007 à +1,7% (-1,2% dans l'individuel et +5,0% dans le collectif) tandis que les mises en chantiers se replient (-7,6%).



L'écart entre logements autorisés et logements mis en chantier en Vendée, en année mobile, après s'être amplifié entre juillet 2005 et l'automne 2006 s'est nettement réduit en début d'année 2007 sous l'effet d'une demande en logement en net repli.

Si l'année 2007 devrait enregistrer un fléchissement sensible des autorisations de logements neufs, elle s'annonce cependant une nouvelle fois globalement favorable pour le secteur vendéen de la construction. Les carnets de commande sont remplis à 8 mois et le niveau de l'activité demeura encore soutenu comparé à celui du début des années 2000.

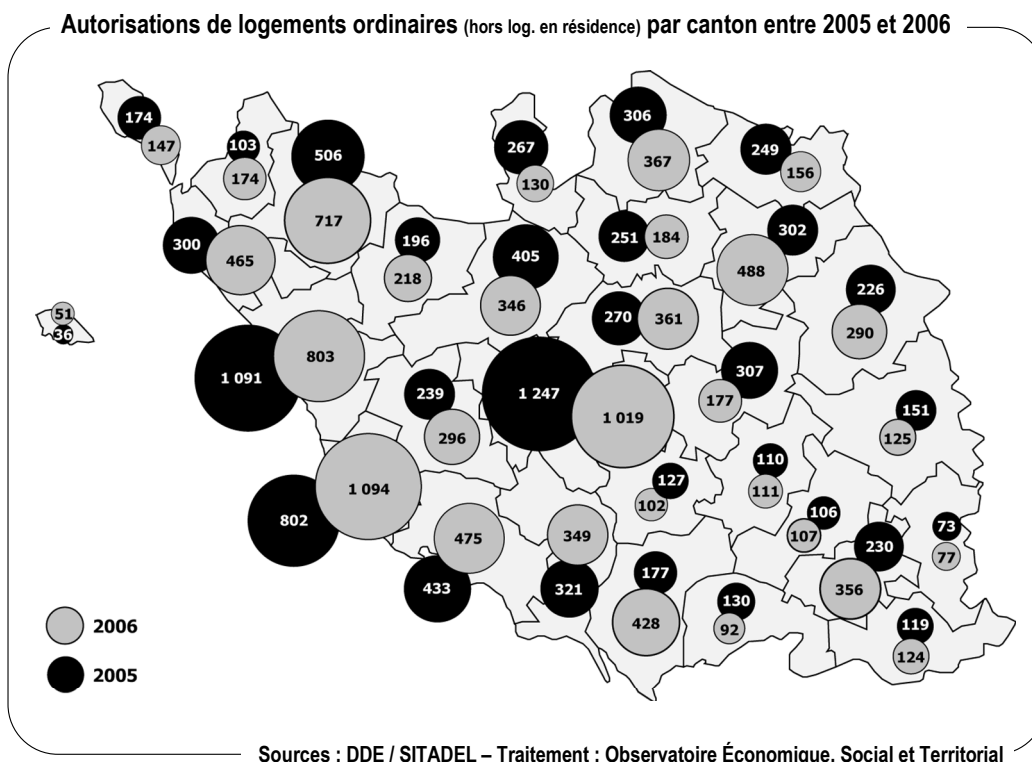


Autorisations de logement en 2005 et 2006 : répartition géographique

Entre 2005 et 2006, **14 cantons** enregistrent une progression du nombre de leurs autorisations de permis de construire. Citons, parmi les plus importantes progressions, les cantons des Sables-d'Olonne (+292 logements autorisés), de Challans (+221), des Herbiers (+186), de St Jean-de-Monts (+165) ou encore de Fontenay-le-Comte (+126).

A l'inverse, 12 cantons observent une baisse des logements autorisés entre 2005 et 2006. Les baisses les plus significatives sont enregistrées dans les cantons de St Gilles-Croix-de-Vie (-288 logements), la Roche-sur-Yon (-228), Rocheservière (-137), Chantonay (-130) ou encore Mortagne-sur-Sèvre (-93).

Au-delà de ces évolutions, les cantons de La Roche-sur-Yon, de St Gilles-Croix-de-Vie et des Sables-d'Olonne demeurent ceux pour lesquels les autorisations de logements neufs sont les plus nombreuses. A eux trois, ils rassemblent près du tiers des permis de construire délivrés en 2006 dans le département.



2. Hausse des autorisations pour les bâtiments agricoles et recul dans l'industrie et le stockage

Les surfaces (SHON) autorisées pour les bâtiments non résidentiels se sont élevées à 1 045 000 m² en 2006, soit en augmentation de 4,2% comparé à 2005. Cette hausse prolonge la croissance constatée depuis 2004.

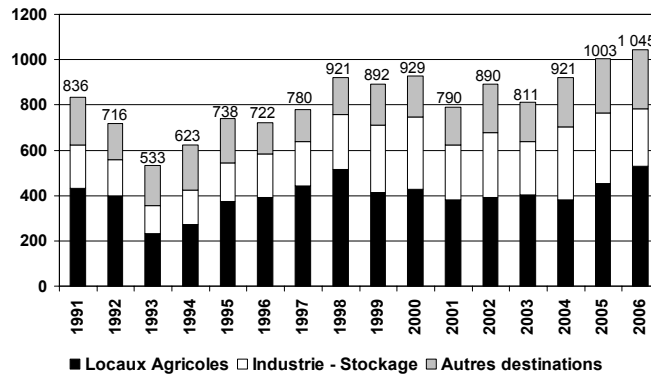
En 2006, comme en 2005, l'augmentation des autorisations de locaux non résidentiels en Vendée a reposé particulièrement sur les autorisations de bâtiments agricoles. Ces dernières ont progressé de 17,1% par rapport à 2005 et représentent, pour 2006, 530 300m² soit 51% de l'ensemble des surfaces autorisées.

Après avoir augmenté de 45% en 2005, les mises en chantier pour ces mêmes locaux agricoles restent stables en 2006.

Les surfaces autorisées pour les locaux de l'industrie et du stockage (254 100m² soit 24% du total) reculent sensiblement (-19%) après une très légère baisse en 2005 (-3,4%). Au titre des autorisations de bâtiments de l'industrie-stockage en 2006, on citera parmi les plus importantes : Ouest Alu aux Herbiers(27 920m²), Caillaud à Challans (11 535m²), Boutet Immobilier à La Chapelle-Achard (10 475m²), O'Hara à Givrand (6 443m²), Providence à Aizenay (5 900m²) ou encore, Arrivé aux Essarts (5 572m²).

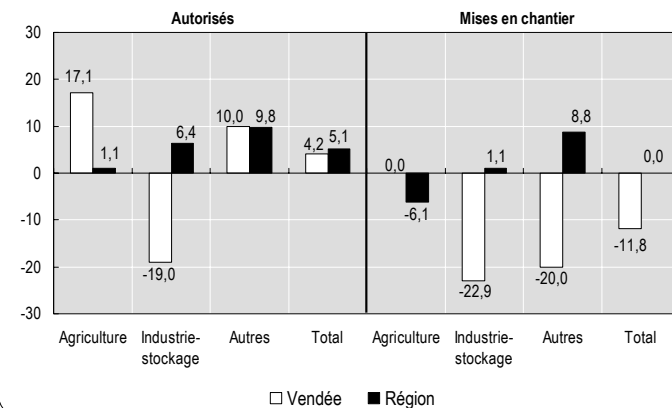
En 2006, les mises en chantier de bâtiments de l'industrie-stockage ont reculé de près de 23% (après -21% en 2005).

Évolution de la SHON autorisée pour les bâtiments non résidentiels (en milliers de m²)



Sources : Observatoire du BTP des Pays de la Loire – Traitement : OESTV

Évolution des autorisations et des mises en chantier de bâtiments non résidentiels entre 2005 et 2006 (en %)



Source : Observatoire du BTP des Pays de la Loire – Traitement : OESTV

Pour les « autres destinations », les autorisations de permis de construire ont progressé de 10% en 2006. Elles représentent environ 1/4 de l'ensemble des surfaces autorisées (soit 260 200 m²) et se répartissent de la façon suivante :

- commerce 95 400m² (en progression de +2% après +45% en 2005)
- bureaux 51 200m² (soit +20% après -4% en 2005)
- culture et loisir 46 600m² (soit +13% après -12% en 2005)
- santé-hygiène 30 200m² (soit +4% après -14% en 2005)
- enseignement 24 700m² (soit +71% après -37% en 2005).

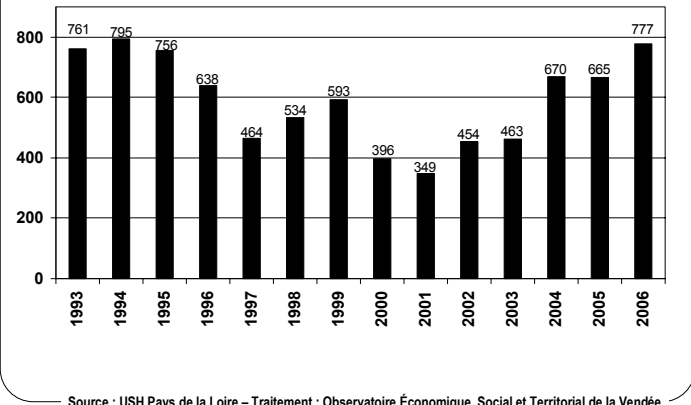
Concernant, enfin, les mises en chantier pour les surfaces de ces « autres destinations », on notera un recul sensible en 2006 (-20% après toutefois une hausse de +50% en 2005). Ce recul traduit exclusivement celui des mises en chantiers de bâtiments de commerce (-42%) et de santé-hygiène (-32%) qui avaient enregistré des progressions remarquables l'année précédente (respectivement +92% et +113%).

3.

Logement social : forte hausse du nombre de logements sociaux financés en Vendée en 2006

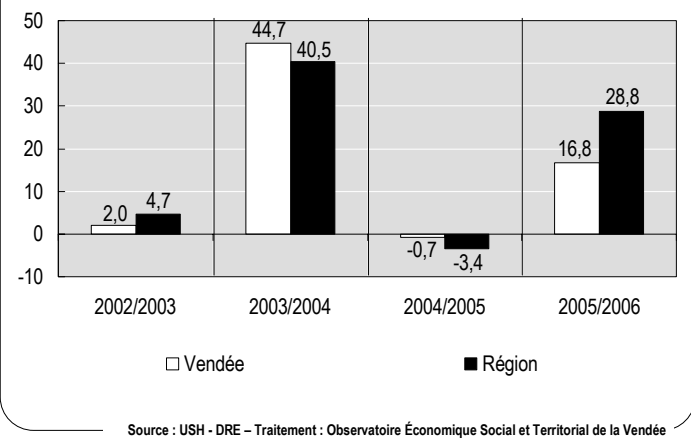
En 2006, le nombre de logements sociaux financés en Vendée dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale a de nouveau nettement augmenté après la pose marquée en 2005. L'augmentation des logements sociaux financés s'établit ainsi à +16,8% en 2006 (soit plus 112 logements) et confirme ainsi la tendance de relance du logement social observée depuis 2004 en Vendée.

Évolution du nombre de logements sociaux financés de 1993 à 2006 en Vendée



Cette progression du logement social financé se retrouve également dans les Pays de la Loire (et ce, après une pose marquée en 2005). En Région, le logement social est en augmentation de près de 30% en 2006 (4 848 logements financés contre 3 765 en 2005).

Évolution des logements sociaux financés en Vendée et en Région (en %)



Dans un contexte de pénurie permanente de logements sociaux, cette tendance générale illustre une réponse favorable des principaux bailleurs sociaux face au plan de relance de ce secteur du logement initié en 2004.

Conjoncture Vendéenne - Immatriculations

Voitures particulières et véhicules utilitaires > 3,5 t.

C chiffres clés

En 2006, les immatriculations de véhicules de tourisme ont progressé de +3,3% en Vendée. A coté d'une hausse du marché de l'occasion (+4,6%), les ventes de véhicules neufs ont stagné dans un marché national en recul.

Les immatriculations vendéennes de véhicules utilitaires >3,5t. neufs s'affichent également en stagnation après toutefois une forte croissance enregistrée en 2005 à +24,8%.

	2005 / 2006	Vendée	France
Voitures particulières (total)		+3,3%	+0,2%
dont neufs		+0,0%	-3,3%
dont occasions		+4,6%	+1,5%
	2005 / 2006	Vendée	France
Véhicules utilitaires > 3,5t. neufs		-0,1%	-4,2%

Progression des immatriculations de voitures particulières en Vendée en 2006 dans un marché national en stagnation

En 2006, 48 512 voitures particulières ont été immatriculées en Vendée. Ce résultat s'inscrit en hausse de 3,3% par rapport à 2005. A l'échelle française, les immatriculations s'affichent en stagnation.

En Vendée, l'analyse détaillée des résultats, entre 2005 et 2006, fait apparaître une stagnation des ventes de voitures neuves. Cette dernière confirme cependant un certain dynamisme du marché vendéen au regard du recul prononcé du marché du neuf à l'échelle nationale (-3,3%). Par ailleurs, les ventes de voitures d'occasion ont, pour leur part, enregistré une hausse sensible dans notre département (+4,5%) tandis qu'elle restait modeste à l'échelle de l'Hexagone (+1,5%).

Sur le 1^{er} trimestre 2007 (comparé au 1^{er} trimestre 2006), la situation reste similaire à celle observée en 2006. En Vendée, les immatriculations progressent globalement de 4,7% sous l'effet exclusivement de l'occasion (+6,5% et +0,1% pour le marché du neuf). A l'échelle française, le marché continue de stagner : recul des immatriculations de véhicules neufs (-1,4%) et faible hausse de l'occasion (+0,6%).

Des immatriculations de véhicules utilitaires neufs de plus de 3,5 tonnes en stagnation en 2006 après de fortes hausses en 2004 et 2005

En 2006, 1 282 véhicules utilitaires de plus de 3,5 tonnes ont été immatriculés en Vendée, soit une hausse de 7,7% comparé à 2005. Cette évolution d'ensemble relève cependant exclusivement de la progression du marché de l'occasion (+32,7%) ; les achats de véhicules neufs se maintenant au niveau de 2005 (après avoir nettement progressé entre 2004 et 2005).

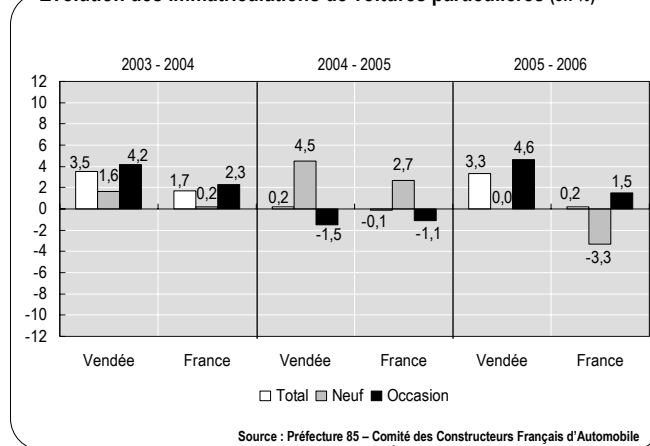
Sur le 1^{er} trimestre de 2007, le marché des utilitaires de plus de 3,5 tonnes en Vendée s'inscrit en très net recul à -38,6% par rapport à la même période de 2006 (neuf et occasion sont en retrait respectivement de -42% et de -30%).

Immatriculations de voitures particulières

	2003	2004	2005	2006
Vendée				
Total	45 327	46 896	46 984	48 512
Neuf	13 121	13 326	13 919	13 923
Occasion	32 206	33 570	33 065	34 589
France				
Total	7 330 884	7 457 785	7 451 150	7 466 152
Neuf	2 009 246	2 013 709	2 067 789	2 000 549
Occasion	5 321 638	5 444 076	5 383 361	5 465 603

Source : Préfecture - Comité des Constructeurs Français d'Automobile - Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution des immatriculations de voitures particulières (en %)



Source : Préfecture 85 - Comité des Constructeurs Français d'Automobile
Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

Immatriculations de véhicules utilitaires >3,5 tonnes

	2003	2004	2005	2006
Vendée				
Total	985	1 065	1 190	1 282
Neuf	677	726	906	905
Occasion	308	339	284	377

Source : Préfecture 85

Conjoncture vendéenne - Pêche

Poursuite de l'érosion des débarquements en tonnage mais stabilisation des valeurs débarquées en 2006

En 2006, les tonnages débarqués dans les quatre criées vendéennes se sont élevés à **13 443 tonnes**. Ce chiffre s'inscrit en baisse de 7,5% (soit un recul de 1 090 tonnes) par rapport à 2005 et prolonge, de façon toutefois moins forte, la tendance constatée depuis 2000 (effets de la Politique Commune de la Pêche, quotas, diminution de certaines ressources). En valeur, les débarquements s'établissent à **60,6 millions d'euros en 2006**, soit une progression de 1,4% (+0,84 million d'€). Le **prix moyen au kg** enregistre enfin, pour sa part, un nouveau rebond à +9,7% (après +9,2% en 2004 et +11,4% en 2005) et se fixe à 4,51€/kg contre 4,11€/kg en 2005. Ce rebond s'explique par la baisse régulière des débarquements de poissons bleus notamment mais aussi par la pression du prix du gazole sur les coûts d'exploitation des armements.

Analyse par port

L'érosion en tonnage de l'activité pêche observée sur 2006 concerne essentiellement le port des **Sables d'Olonne**. Ce dernier recule en effet de 19,6% en tonnage et de 7,4% en valeur (plan de sortie de flotte et recul des débarquements de thon rouge notamment).

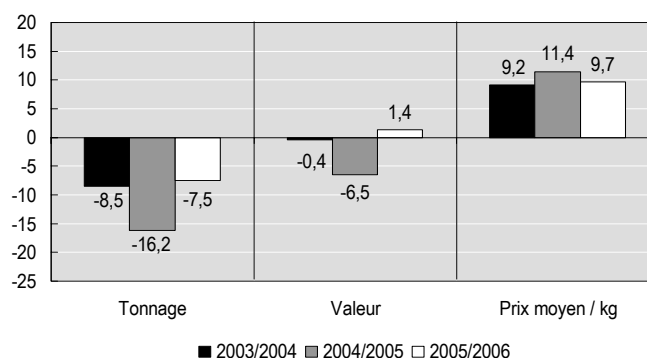
A l'île d'Yeu, l'activité ne baisse que légèrement en tonnage (-2,5%) et progresse en valeurs débarquées (+6,3%).

A St Gilles-Croix-de-Vie, les tonnages se stabilisent (+0,3%) tandis que les valeurs augmentent sensiblement (+8,8%). Enfin, **le port de l'Herbaudière** enregistre une progression aussi bien en tonnages qu'en valeurs débarqués (respectivement +5,4% et +11,6%).

Total des 4 criées			
	2004	2005	2006
Poids (kg)	17 350 897	14 533 121	13 442 859
Valeur (euros)	63 940 631	59 764 828	60 605 328
Prix moyen	3,69	4,11	4,51

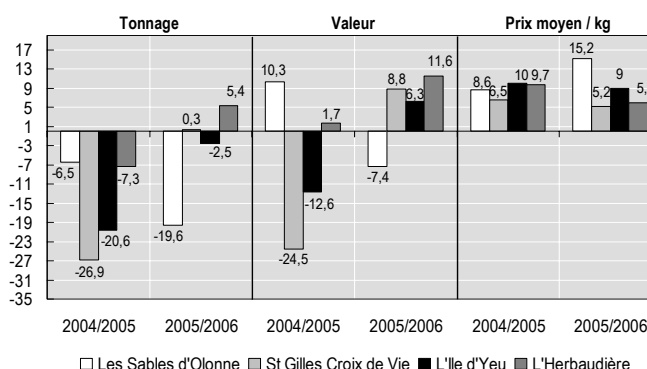
Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution du tonnage, de la valeur débarquée et du prix moyen au kg pour l'ensemble des 4 criées vendéennes (en %)



Sources : CCI de la Vendée - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Évolution des débarquements en tonnage et en valeur par criée (en %)



Source : CCI de la Vendée
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Sur le 1^{er} trimestre 2007, l'activité des 4 ports de pêche vendéens enregistre une érosion très brutale des tonnages débarqués (-20% comparé au 1^{er} trimestre 2006). Seuls le port des Sables-d'Olonne augmente ses tonnages (+5,6%) tandis que les 3 autres criées observent des baisses très nettes (St Gilles -41,6%, Yeu -17,4% et l'Herbaudière -22,4%).

		2004	2005	2006	2004/2005 en VA	2004/2005 en VA
Les Sables d'Olonne	Poids (tonnes)	6 415,9	6 000,5	4 827,3	- 415,4	- 1 173,2
	Valeur (€)	23 361 228	25 769 677	23 858 688	+2 408 449	- 1 910 989
	Prix moyen (€/kg)	3,95	4,29	4,94	+0,34	+ 0,65
Saint Gilles Croix de Vie	Poids (tonnes)	6 937,5	5 072,7	5 085,8	-1 864,8	+ 13,1
	Valeur (€)	16 106 605	12 516 768	13 220 968	- 3 589 837	+ 704 200
	Prix moyen (€/kg)	2,32	2,47	2,60	+0,15	+ 0,13
L'île d'Yeu	Poids (tonnes)	1 851,8	1 470,9	1 434,1	- 380,9	- 36,9
	Valeur (€)	9 628 890	8 415 480	8 942 706	- 1 213 410	+ 527 226
	Prix moyen (€/kg)	5,20	5,72	6,24	+0,52	+ 0,52
L'Herbaudière	Poids (tonnes)	2 145,6	1 989	2 095,7	- 156,6	+ 106,7
	Valeur (€)	12 843 909	13 062 904	14 582 966	- 218 995	+ 1 520 062
	Prix moyen (€/kg)	5,99	6,57	6,96	+ 0,58	+ 0,39

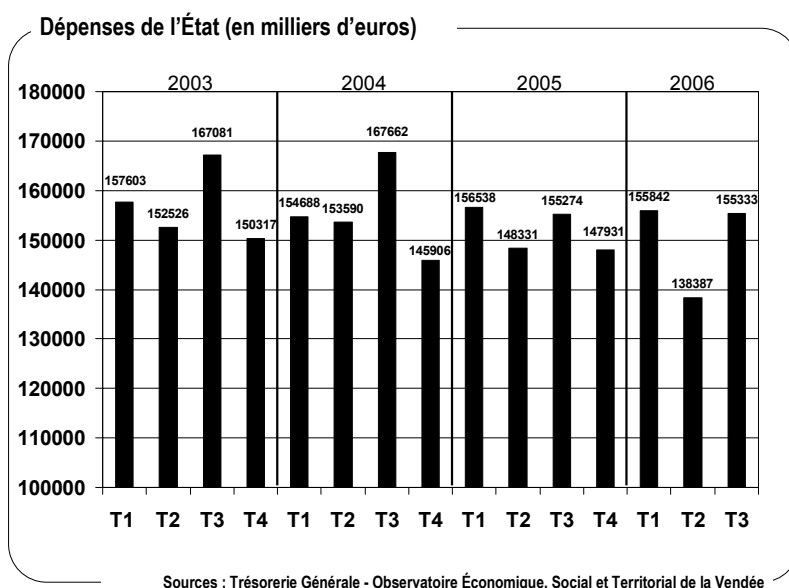
Les finances publiques locales

Les données chiffrées et les principaux commentaires de la partie « finances publiques locales » sont issus de la publication trimestrielle *Vendée conjoncture* réalisée par la Trésorerie Générale. Celle-ci est disponible sur le site Internet www.pref.gouv.fr.

1 - Actions des collectivités publiques

Les dépenses restent stables en euros courants par rapport à l'année précédente au 3^{ème} trimestre 2006 (+0,04%).

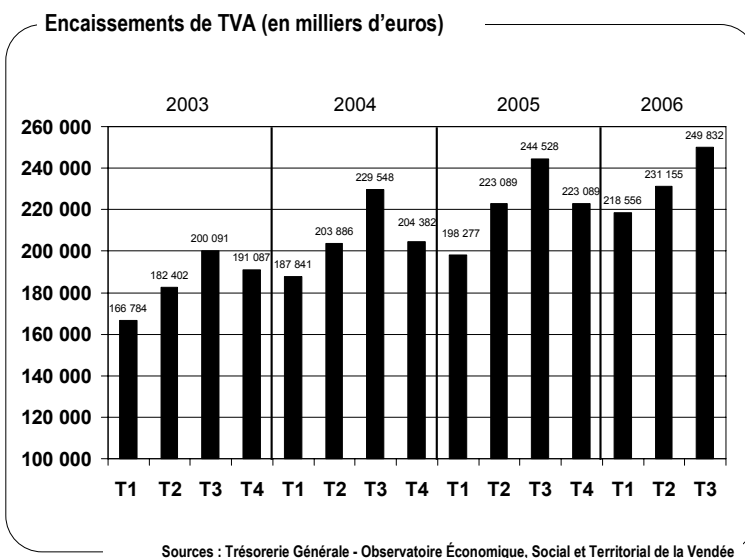
Plus globalement, les dépenses de l'État ont diminué de -2,3% au cours des 9 premiers mois de 2006 comparative- ment à la même période de 2005 ; elles se sont établies à 449,6 millions d'euros.



2 - Recettes des collectivités publiques

Les encaissements de TVA ont augmenté de 5,1% au cours des 9 premiers mois de 2006 par rapport à la même période de 2005. Les encaissements de TVA ont progressé de 2,2% au 3^{ème} trimestre 2006 comparé au 3^{ème} trimestre 2005.

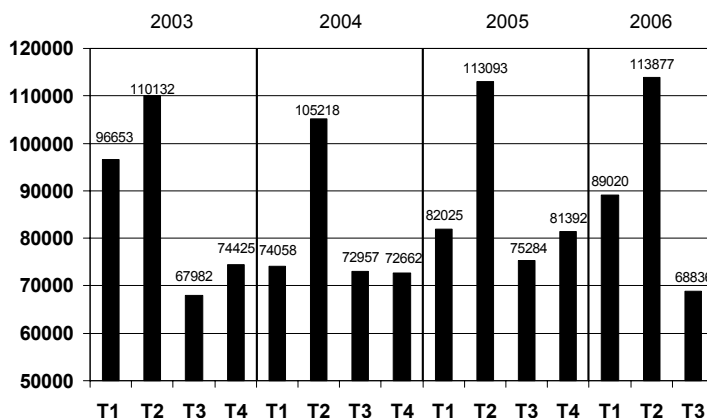
Selon la Trésorerie Générale, la **bonne santé de l'économie vendéenne est mise en exergue** même si l'évolution de cet indicateur ralentit en comparaison des deux premiers trimestres de l'année (+10,2% au 1^{er} trimestre 2006 et +3,6% au 2^{ème} par rapport aux mêmes périodes de 2005). Le rythme des investissements en est probablement une des causes.



Les impôts sur les sociétés ont très légèrement augmenté de 0,5% au cours des 9 premiers mois de 2006 par rapport à la même période de 2005 ; croissance essentiellement réalisée lors du 1^{er} trimestre 2006 (+8,5% comparé au 1^{er} trimestre 2005).

Les impôts sur les sociétés ont reculé de -8,6% au 3^{ème} trimestre 2006 comparativement à la même période de 2005.

Impôts sur les sociétés (en milliers d'euros)

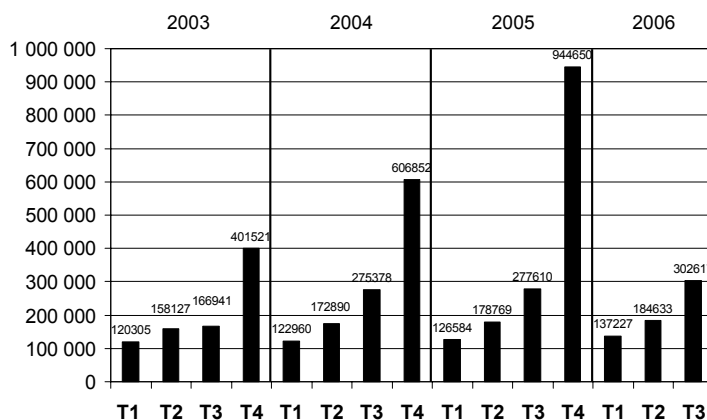


Sources : Trésorerie Générale - Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Les impôts sur le revenu et impôts directs locaux ont progressé de 7,1% au cours des 9 premiers mois de 2006 par rapport à la même période de 2005. Au 3^{ème} trimestre 2006, la croissance est encore plus importante avec +9,0% par rapport au 3^{ème} trimestre 2005.

Selon la Trésorerie Générale, l'accroissement significatif encaissés par le Trésor Public s'explique à la fois par **la progression du nombre de foyers fiscaux imposables à l'impôt sur le revenu et par celle des bases et des taux des impôts locaux.**

Impôts sur le revenu et impôts directs locaux (en milliers d'euros)



Sources : Trésorerie Générale - Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Annexes

- ⇒ I.N.S.E.E.
- ⇒ Banque de France
- ⇒ Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée
- ⇒ Chambre de Métiers de la Vendée
- ⇒ C.G.A.V.
- ⇒ Chambre d'Agriculture de la Vendée
- ⇒ Centre d'Économie Rurale - Vendée

Une économie toujours dynamique

L'année 2006 a été très satisfaisante en Vendée. La situation s'est encore améliorée sur le marché du travail : l'emploi a progressé et le chômage a reculé. Par ailleurs, les créations d'entreprises sont restées plus dynamiques en Vendée que dans l'ensemble de la région.

Christelle Rieg
Insee Pays de la Loire

*Sources : Insee - Recensements ; État-civil ; REE (Sirene) ; URSSAF (Epure) ;
Direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ; Direction régionale de l'Équipement*

Au 1^{er} janvier 2005, la Vendée compte 587 000 habitants. Entre 1999 et 2005, la population a ainsi augmenté de 1,4 % en moyenne annuelle, soit la plus forte augmentation enregistrée dans les départements des Pays de la Loire. Ce dynamisme repose davantage sur les migrations que sur le solde naturel.

En 2006, la population vendéenne a encore augmenté, le solde naturel étant passé de 1 900 individus en 2005 à 1 940 en 2006. Les naissances ont encore augmenté dans le département à un rythme plus élevé qu'au niveau régional (3,9 % contre 3,1 %). Toutefois les décès ont augmenté de près de 5 % alors qu'ils se sont inscrits en recul dans la plupart des départements ligériens.

Comme les années précédentes, le rythme de progression des créations d'entreprises (reprises, réactivations et créations pures) est resté supérieur en Vendée à celui enregistré dans la région (+ 2,3 % contre + 0,9 %). Il en est de même pour les créations pures. Toutefois, comme dans la région, la hausse a été de moindre ampleur que celle de 2005. Tous les secteurs ont enregistré une hausse des créations d'entreprises, la progression ayant été particulièrement importante dans les industries agroalimentaires et le commerce.

Progression de l'emploi dans la moyenne régionale

L'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles a progressé en Vendée de 1,3 %, soit un rythme proche de celui observé au niveau régional (+ 1,4 %). La Vendée n'est ainsi plus le département de la région le plus dynamique en termes d'emploi. Dans l'industrie, comme en 2005, les effectifs se sont stabilisés alors qu'ils ont poursuivi leur recul au niveau régional (-1,0 %). L'emploi s'est particulièrement bien comporté dans les industries des biens d'équipement, des biens intermédiaires et automobile. Dans ces secteurs, le nombre de salariés a progressé en Vendée, contrairement à la région. En revanche, les industries agroalimentaires ainsi que des biens de consommation se sont comportées comme au niveau régional, affichant un recul de leurs effectifs.

Alors qu'au niveau régional, le nombre de logements commencés s'est stabilisé, il a poursuivi sa hausse en Vendée et à un rythme plutôt soutenu. De ce fait, les effectifs du secteur de la construction ont poursuivi leur hausse à un rythme légèrement plus marqué qu'en 2005 (+ 4,7 % après + 4,2 %). Dans le secteur des services, la Vendée a été moins dynamique que la région. Le nombre de salariés a certes progressé mais à un rythme inférieur à celui enregistré dans la région (+ 1,6 % contre + 2,4 %). Ce sont en particulier les services aux entreprises qui ont été moins porteurs dans le département, les effectifs de ce secteur n'ayant progressé que de 0,8 % contre 4,0 % dans les Pays de la Loire.

Un taux de chômage faible

Fin 2006, le taux de chômage vendéen s'établit à 6,4 % de la population active et affiche ainsi un recul de 0,8 point par rapport à fin 2005. Dans toutes les zones d'emploi vendéennes, le chômage a reculé mais la situation reste très inégale par zone. Ainsi, en Vendée est, le taux de chômage est le plus faible du département mais également de la région avec 4,3 % de la population active. À l'inverse, en Vendée ouest, il atteint 8,5 %, soit l'un des plus élevés de la région. Dans l'ensemble du département, le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 9,9 %, soit davantage qu'au niveau régional (- 8,2 %). Seule la Mayenne enregistre une plus forte baisse dans la région (- 10,5 %). Ce sont les chômeurs de longue durée et les jeunes de moins de 25 ans qui ont le plus profité du recul du chômage, en Vendée comme au niveau régional.

Principaux indicateurs économiques en Vendée (évolution du 31/12/2005 au 31/12/2006 en %)

	Vendée	Pays de la Loire
Évolution démographique		
Solde naturel 2005	+ 1 904	+ 15 858
Solde naturel 2006(provisoire)	+ 1 942	+ 17 604
Emploi salarié (résultats provisoires)		
secteur marchand non agricole	+ 1,3	+ 1,4
Chômage		
Taux de chômage au 31/12/2006 (en % des actifs) ¹	6,4	7,3
Demandeurs d'emplois de catégorie 1		
Ensemble	- 9,9	- 8,2
<i>dont femmes</i>	- 7,4	- 7,1
<i>dont moins de 25 ans</i>	- 13,5	- 9,2
<i>dont chômeurs de longue durée</i>	- 15,2	- 10,6
Logements ordinaires		
Commencés	+ 5,1	- 0,6
Autorisés	+ 2,2	+ 4,8
Immatriculations de voitures neuves		
voitures particulières	- 0,1	- 1,7
Créations d'entreprises		
Totales	+ 2,3	+ 0,9
<i>dont pures</i>	+ 6,4	+ 2,7
Tourisme		
Nuitées en hôtels	- 2,6	+ 1,6
Nuitées en campings (saison)	+ 6,9	+ 5,2

(1) pourra être revu en fonction des résultats de l'enquête Emploi 2006

Sources : Insee ; Direction régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; Direction régionale de l'Équipement

VUE D'ENSEMBLE DANS L'INDUSTRIE DANS LE DEPARTEMENT DE LA VENDEE

En avril 2007

En avril, l'industrie vendéenne a, pour la première fois en 2007, été légèrement freinée dans son développement. Globalement son niveau d'activité demeure néanmoins soutenu et sensiblement supérieur à celui d'avril 2006.

Le fléchissement mensuel est principalement justifié par un repli saisonnier des secteurs des biens de consommation et des biens d'équipement. Le secteur des industries agroalimentaires bénéficie de la situation de leader des firmes locales et d'un positionnement très favorable en terme de marque. Le secteur des biens intermédiaires reste caractérisé par l'insuffisance des capacités de production et un recours toujours très important à la sous-traitance.

La fermeture de quelques sites au moment des fêtes de Pâques et la prise de journées de RTT ont contribué à la moindre sollicitation des capacités techniques qui restent toutefois très chargées dans la quasi-totalité des compartiments, voire saturées dans celui des biens intermédiaires. Dans ces conditions les stocks n'ont pas pu être reconstitués en dépit de l'urgence et des nécessités du mois de mai et les délais de livraisons se sont encore allongés.

Les prises d'ordres se sont stabilisées, en France et à l'export, à leur niveau tout à fait satisfaisant de mars. Elles sont particulièrement bien orientées pour les secteurs des biens intermédiaires et d'équipement. Elles sont favorables aux industries agroalimentaires qui ont une position de leader et développent leurs propres marques mais plus hésitantes pour les compartiments qui travaillent davantage avec les marques de distributeur. Enfin, elles restent fragiles pour les industries des biens de consommation, largement exposées à la concurrence internationale.

Il est à noter également que la demande départementale est toujours très soutenue notamment dans le secteur du bâtiment, des travaux publics et de la construction. En revanche, quelques industriels évoquent un recul de la demande hexagonale sur le marché du logement neuf et un attentisme en matière d'investissement.

En matière d'effectifs, l'inadéquation persistante entre l'offre et la demande de main d'œuvre et la situation de quasi plein emploi de quelques bassins obligent les industriels à recourir aux heures supplémentaires dans des proportions désormais importantes. La situation de l'emploi contribue également à accroître la pression sur les négociations salariales en cours, actuellement, sur des sites importants du département.

La consistance de la demande, la nécessité de reconstituer les stocks avant l'été et de compenser les fermetures à l'occasion des ponts devraient justifier un nouveau renchérissement du niveau d'activité au cours des prochaines semaines. Il est toutefois peu vraisemblable que cet objectif puisse être atteint compte tenu du niveau actuel d'utilisation des capacités techniques de certains compartiments.

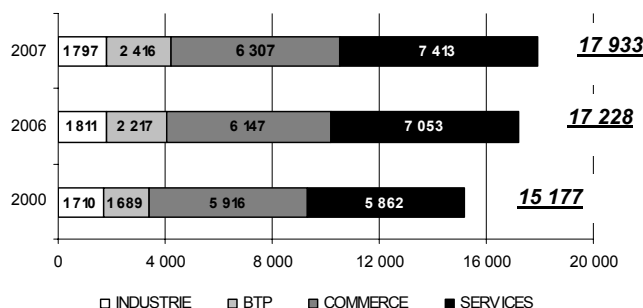
Les établissements industriels, du BTP, du commerce et des services en Vendée

(Source : CCI de la Vendée - fichier consulaire)

TISSU ECONOMIQUE

- 17 933 établissements (hors agriculture) en Vendée au 1^{er} janvier 2007.
- Variation sur 1 an : + 705 établissements (+ 4,1 %).
- Variation sur 7 ans : + 2 756 établissements (+ 18,2 %).

Nombre d'établissements (hors agriculture) en Vendée
au 1^{er} janvier



	2006	2007	Evolution
INDUSTRIE	1 811	1 797	- 14
Mécanique- Métallurgie	514	519	+ 5
Bois Ameublement	255	255	0
Agroalimentaire	220	219	- 1
Mode et chaussures	136	124	- 12
Electrique et électronique	102	105	+ 3
Construction nautique	69	70	+ 1
Caoutchouc plastiques	66	68	+ 2
Extraction	25	28	+ 3
Autres industries	424	409	- 15
BTP	2 217	2 416	+ 199

	2006	2007	Evolution
COMMERCE	6 147	6 307	+ 160
Commerce de détail non alimentaire	3 580	3 682	+ 102
Commerce de détail alimentaire	1 478	1 500	+ 22
Commerce de gros	1 089	1 125	+ 36
SERVICES	7 053	7 413	+ 360
Moyens d'hébergement, restauration, cafés	2 193	2 247	+ 54
Services aux entreprises	1 471	1 555	+ 84
Activités immobilières	919	1 044	+ 125
Services aux particuliers	881	938	+ 57
Transports	595	595	0
Admin., éducation, autres services	581	611	+ 30
Activités financières et assurances	302	308	+ 6
Réparations	111	115	+ 4

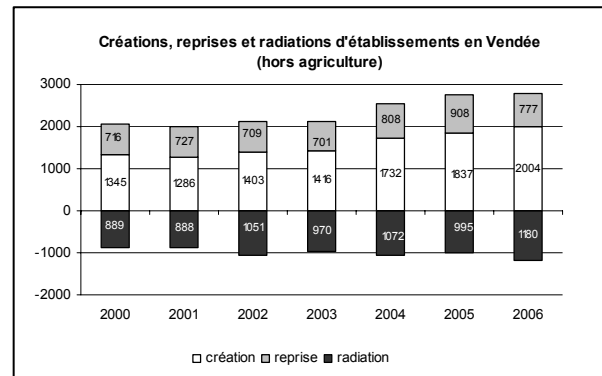
ZOOM SUR LE COMMERCE DE DETAIL ET LES SERVICES A CARACTERE COMMERCIAL

	2006	2007	Evolution
COMMERCE DE DETAIL ALIMENTAIRE	1 478	1 500	+ 22
Alimentaire	1 322	1 333	+ 11
Non sédentaire Alimentaire	156	167	+ 11
COMMERCE DE DETAIL NON ALIMENTAIRE	3 580	3 682	+ 102
Automobile	821	806	- 15
Equipement de la personne	666	686	+ 20
Equipement de la maison	547	566	+ 19
Hygiène, Culture, Loisirs et Sport	1 218	1 252	+ 34
Non alimentaire non spécialisé	73	98	+ 25
Non sédentaire non alimentaire	255	274	+ 19
SERVICES A CARACTERE COMMERCIAL	4 571	4 790	+ 219
Cafés, Hôtels, Restaurants	1 695	1 729	+ 34
Réparations	111	115	+ 4
Services aux particuliers	881	938	+ 57
Services purs	1 884	2 008	+ 124

Mouvements d'établissements

En 2006 :

- La hausse du nombre de créations d'établissements se poursuit : + 9,1 % comparé à 2005.
- Le solde créations / radiations reste positif : 824 en 2006 contre 842 en 2005.
- A noter une diminution du nombre de reprises : - 14,4 % par rapport à 2005

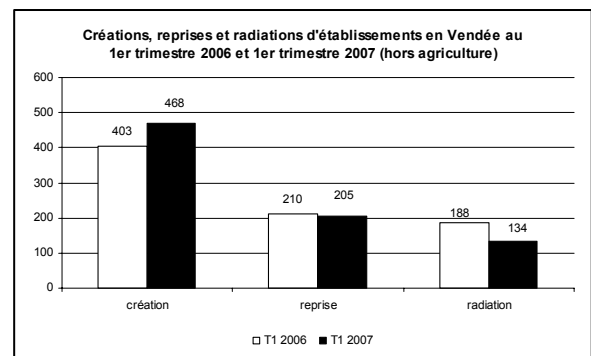


Entre le 1er trimestre 2006 et le 1er trimestre 2007 :

- le nombre de créations a augmenté de 16,1 %.
- le nombre de reprises a légèrement diminué : - 2,4 %.
- le nombre de radiations s'inscrit également en baisse : - 28,7 %.

Au 1er trimestre 2007, les principaux secteurs créateurs sont les suivants :

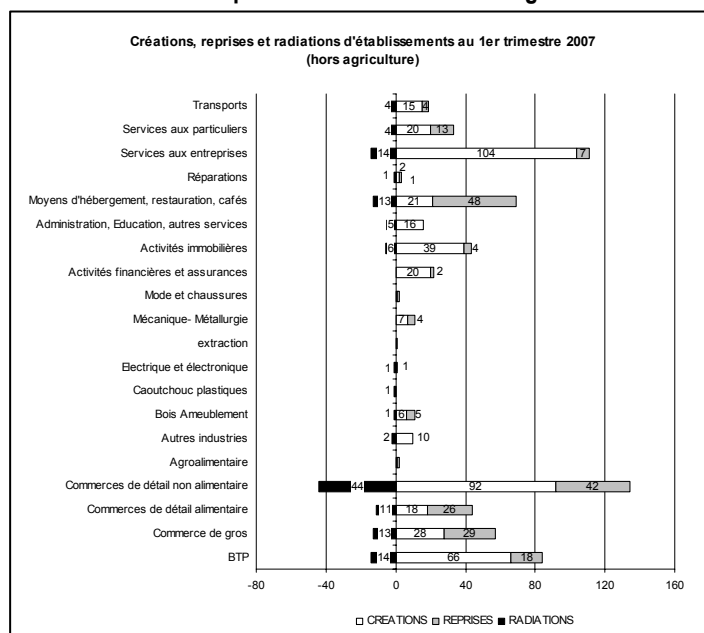
- **Services aux entreprises** : 104 créations, soit 22 % de l'ensemble des créations.
- **Commerce de détail non alimentaire** : 92 créations, soit 20 % de l'ensemble des créations.
- **BTP** : 66 créations, soit 14 % de l'ensemble des créations.
- **Activités immobilières** : 39 créations, soit 8 % de l'ensemble des créations.
- **Le commerce de gros** : 28 créations, soit 6 % de l'ensemble des créations.



Les reprises ont été nombreuses dans les secteurs suivants :

- **Moyens d'hébergement, restauration et cafés** : 48 reprises, soit 23 % de l'ensemble des reprises
- **Commerce de détail non alimentaire** : 42 reprises, soit 20 % de l'ensemble des reprises
- **Commerce de gros** : 29 reprises, soit 14 % de l'ensemble des reprises
- **Commerce de détail alimentaire** : 26 reprises, soit 13 % de l'ensemble des reprises.

Le solde créations / radiations est positif dans l'ensemble des grands secteurs.



SERVICES Créations : 237
Reprises : 79
Radiations : 47

COMMERCE Créations : 138
Reprises : 97
Radiations : 68

BTP Créations : 66
Reprises : 18
Radiations : 14

INDUSTRIE Créations : 27
Reprises : 11
Radiations : 5

Les commerces de 300 m² et plus

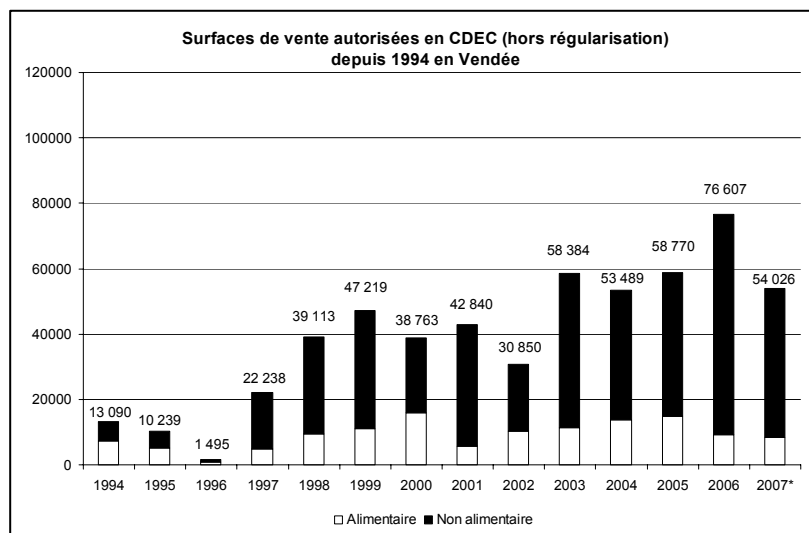
Évolution des commerces de 300 m² et plus en nombre et surface

	Nombre		Surface de vente en m ²	
	Mai 2007	Evol depuis 01-01-2006	Mai 2007	Evol depuis 01-01-2006
Grande surface alimentaire	133	+ 4	231 791	+ 6 320
Équipement de la maison	130	+ 1	117 191	+ 4 152
Équipement de la personne	79	+ 7	50 973	+ 4 830
Hygiène, culture, loisirs et sport	61	+ 6	49 958	+ 5 743
Bricolage	73	+ 3	131 866	+ 15 666
Jardinerie	36	+ 2	94 172	+ 12 968
Multiactivités (solderies,...)	26	+ 1	35 176	+ 2 649
Non alimentaire non spécialisé	1	0	4 394	0
Divers	2	0	1 060	0
TOTAL	541	24	716 581	+ 52 328

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le nombre de commerces de 300 m² et plus a progressé de 24 unités et les surfaces de vente de plus de 52 000 m².

Les secteurs du bricolage et de la jardinerie connaissent les évolutions les plus significatives en surface de vente.

Source : CCI de la Vendée



En 2006, les surfaces de vente autorisées en CDEC (hors régularisation) ont dépassé 75 000 m² (76 607 m² contre 58 770 m² en 2005).

Compte tenu des projets en cours, les surfaces de ventes autorisées en 2007 pourraient être supérieures à celles de 2006.

* 2007 : en date de la dernière CDEC du 19 avril 2007

Document réalisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vendée

Site Internet : www.vendee.cci.fr

Retrouvez sur le site Internet de la CCI de la Vendée **Les chiffres clés de l'économie vendéenne** dans les rubriques « Information économique » - « L'économie vendéenne »

Vos contacts : Yohann VERDON - Stéphanie EGRON Tel : 02 51 45 32 24 Courriel : strategie.dev@vendee.cci.fr

C.C.I. de la Vendée
16 rue Olivier de Clisson
BP 49
85002 La Roche-sur-Yon Cedex
☎02.51.45.32.32 Fax : 02.51.62.72.17

Antenne de Challans
18 rue de Nantes
85300 Challans
☎02.51.93.41.48
Fax : 02.51.93.41.49

Antenne de Fontenay-le-Comte
19 rue G. Clémenceau
BP 98
85202 Fontenay-le-Comte Cedex
☎02.51.50.11.95 – Fax 02.51.69.38.39

Antenne des Herbiers
Le Centre du Lavoir
Rue des Bains Douches
85500 Les Herbiers
☎02.51.67.97.63 – Fax 02.51.67.97.65

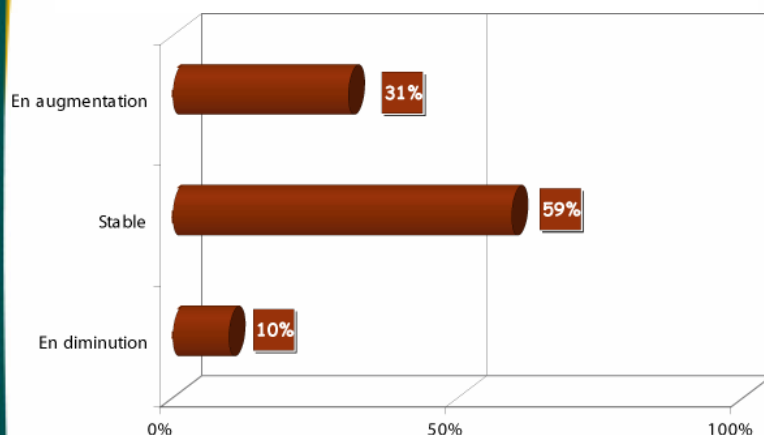
Note de conjoncture de l'Artisanat Vendéen



2^{ème} semestre 2006

L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES ARTISANALES

Votre volume d'activité lors du 2^{ème} semestre 2006 a été :



Au 2^{ème} semestre 2006, le volume d'activité de l'ensemble des entreprises artisanales vendéennes s'est maintenu ou a augmenté pour 90 % des entreprises.

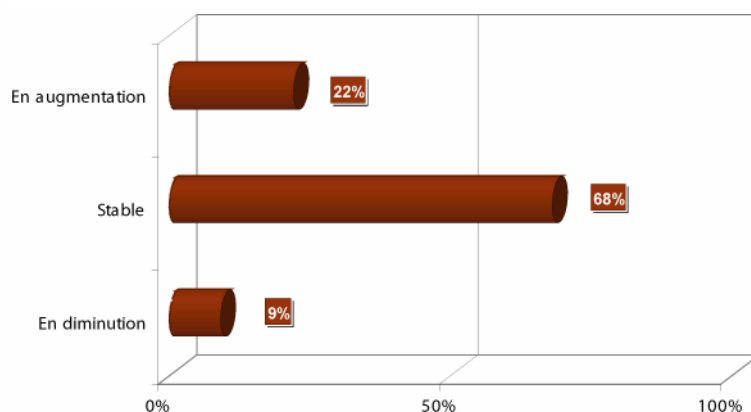
Notons une plus forte proportion d'entreprises déclarant un volume d'activité en augmentation dans les secteurs des transports, réparations et services.

	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
En augmentation	36%	24%	26%	42%	40%
Stable	51%	55%	68%	44%	50%
En diminution	3%	21%	6%	14%	10%

Les prévisions pour le 1^{er} semestre 2007 reflètent le dynamisme des entreprises artisanales ; seules 9 % des entreprises prévoient une diminution de leur activité.

Les prévisions d'augmentation d'activité pour le 1^{er} semestre 2007 sont plus nombreuses dans les secteurs de la production et des services.

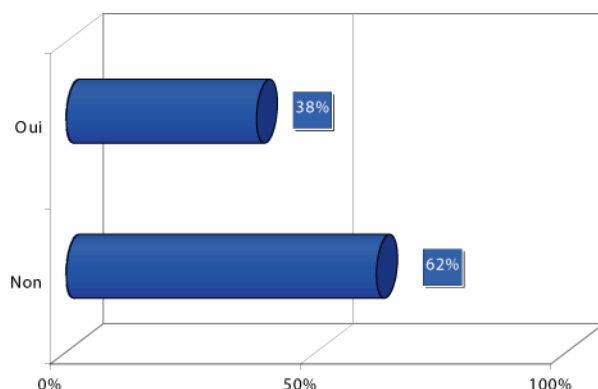
Au cours du 1^{er} semestre 2007, vous pensez que votre activité sera :



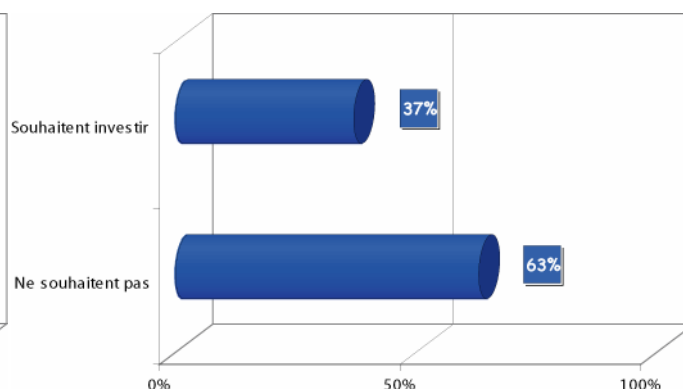
	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
En augmentation	21%	24%	19%	17%	38%
Stable	64%	69%	71%	72%	58%
En diminution	15%	7%	10%	11%	5%

LES INVESTISSEMENTS

Au cours du 2^{ème} semestre 2006, avez-vous réalisé des investissements :



Prévoyez-vous d'investir lors du 1^{er} semestre 2007 :

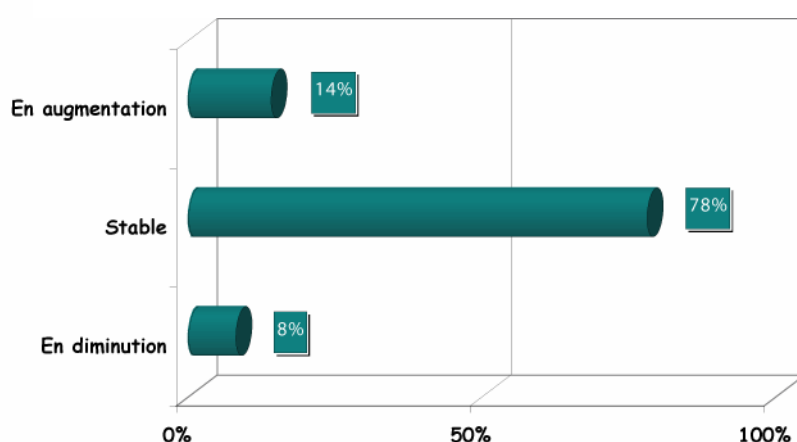


Près de 4 entreprises enquêtées sur 10 ont investi au cours du second semestre 2006. Cette proportion est inchangée pour les prévisions d'investissement du 1^{er} semestre 2007. Dans les secteurs de la réparation et du bâtiment, les artisans investissent plus que la moyenne (la moitié des chefs d'entreprises a investi et prévoit la réalisation d'investissement pour le 1^{er} semestre 2007).

Il convient de noter que plus de la moitié des investissements dans le secteur de l'alimentaire et la production sont réalisés dans le cadre d'une stratégie de développement de l'entreprise.

L'EMPLOI

Au cours du 2^{ème} semestre 2006, votre effectif salarié a-t'il été :

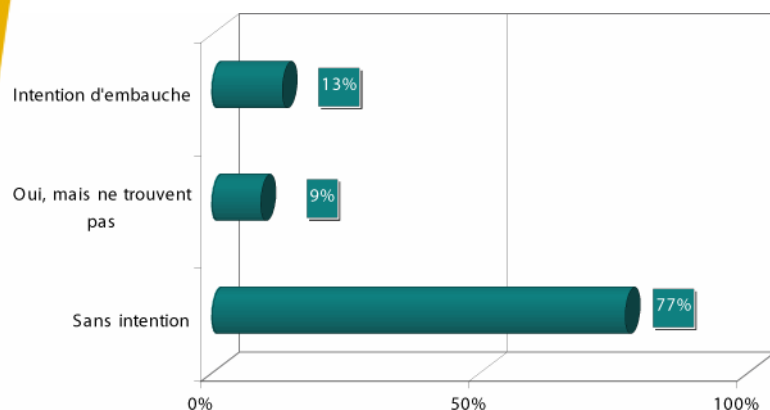


Au cours du 2^{ème} semestre 2006, 9 entreprises sur 10 ont maintenu ou augmenté leur effectif salarié. L'artisanat vendéen maintient donc l'emploi et en crée.

La proportion d'embauche de salariés est la plus importante dans les secteurs du bâtiment et des transports, réparations.

	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
En augmentation	13%	5%	16%	19%	12%
En diminution	3%	10%	13%	6%	0%
Stable	85%	86%	71%	75%	88%

Avez-vous l'intention d'embaucher des salariés pour le 1^{er} semestre 2007 :



Au regard des prévisions du 1^{er} semestre 2007, 22 % des artisans ont l'intention de recruter des salariés.

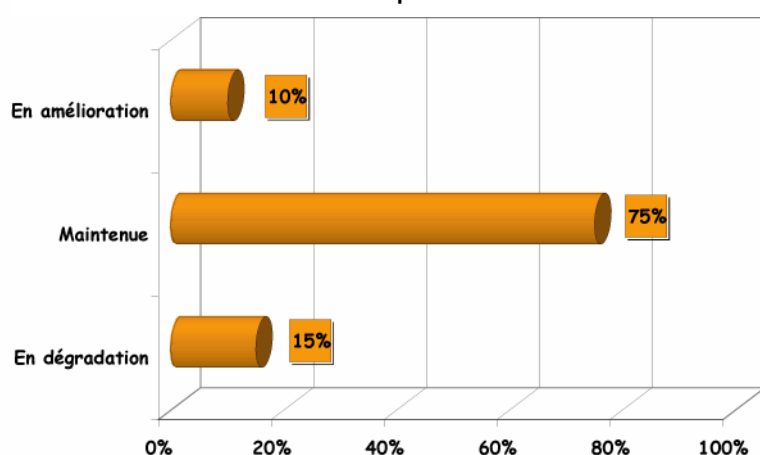
Cette proportion est supérieure dans le secteur du bâtiment. Notons la récurrence de la problématique de recrutement de main d'œuvre qualifiée dans ce secteur d'activité (16 % d'intention d'embauche non satisfaite).

	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
Intention d'embauche	8%	14%	17%	11%	7%
Oui, mais ne trouvent pas	3%	5%	16%	0%	5%
Sans intention	90%	81%	67%	89%	88%

9 intentions d'embauche sur 10 concernent des emplois liés à la production de biens et services. Cependant, 40 % des perspectives d'emplois dans le secteur de l'alimentaire et 20 % dans la production sont des postes de commerciaux ou d'employés de vente.

LA TRÉSORERIE

Au 2^{ème} semestre 2006, la situation financière de votre entreprise a-t-elle été :



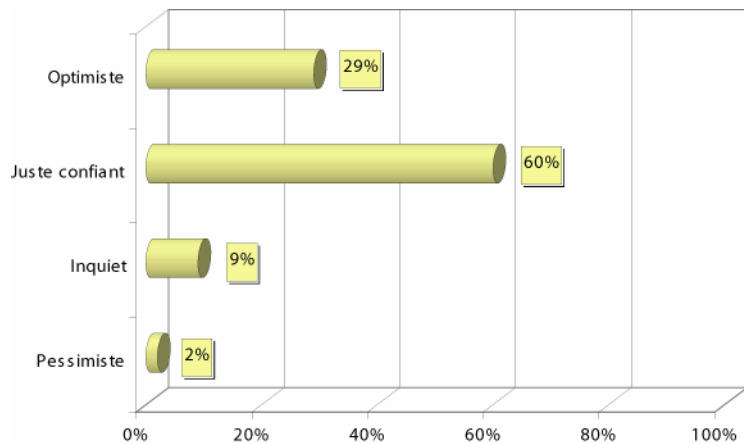
Globalement, 9 artisans sur 10 n'ont pas de problèmes de trésorerie au 2^{ème} semestre 2006.

Les artisans subissant une dégradation de leur situation financière sont plus nombreux dans le secteur de l'alimentaire.

	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
Amélioration	3%	10%	9%	17%	14%
Maintien	79%	74%	76%	67%	77%
Dégradation	18%	17%	15%	17%	9%

LA CONFIANCE DES ARTISANS POUR LE 1^{ER} SEMESTRE 2007

Pour le 1^{er} semestre 2007, êtes-vous plutôt :



Les artisans demeurent plus optimistes dans leurs prévisions pour le premier semestre comparé aux prévisions du semestre dernier.

Les artisans des transports et réparations restent très prudents dans leurs prévisions alors que les artisans du bâtiment sont les plus optimistes, compte tenu de la conjoncture actuelle.

	Alimentaire	Production et Fabrication	Bâtiment	Transports Réparation	Services
Optimiste	10%	19%	37%	21%	31%
Juste confiant	72%	76%	56%	58%	50%
Inquiet	15%	5%	6%	11%	17%
Pessimiste	3%	0%	1%	11%	2%

Cette enquête semestrielle de conjoncture est réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 600 entreprises artisanales vendéennes.

Nous tenons à remercier tous les artisans qui répondent systématiquement à l'enquête ainsi que les organisations professionnelles et centre de gestion partenaires.

Document réalisé par l'Observatoire Economique de l'Artisanat Vendéen
(Votre contact : Céline CACAULT)
Service Appui aux Entreprises et Territoires



Avril 2007

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Vendée
35, rue Sarah Bernhardt
B.P 75 – 85002 La Roche sur Yon Cedex
Tél. 02 51 44 35 20 – Fax 02 51 44.35.08
Mél. : obsarti@cm-larochesuryon.fr
www.cm-larochesuryon.fr

L'économie de la TPE* vendéenne

Les TPE gardent le cap...

A l'image de la croissance française, +2%, l'activité des TPE vendéennes progresse de 2,2% en 2006. Cette progression s'inscrit dans la continuité de celle de 2005, où elle affichait 2,1% de hausse.

Comme en 2005, la croissance de l'activité a tenu bon grâce à la vigueur de la demande intérieure et en particulier de la consommation des ménages.

Les Commerces et services retrouvent de l'allant ...

Les petites entreprises du commerce et des services progressent à un rythme plus soutenu, avec 1,6% de hausse de chiffre d'affaires contre 0,7% en 2005. Elles sont 60% à voir leur activité s'améliorer. L'année 2006 a bien commencé avec des mois de janvier et de février, correspondant aux soldes d'hiver, en améliorations respectives de 3,4% et 9,6%. Après un recul en mars, -8%, les chiffres d'affaires attendent août pour décoller, avec +5,3%. Cette progression d'activité se poursuit jusque dans l'arrière saison, avec +5% en septembre et +2,3% en octobre. L'année se termine sur une note négative avec des mois de novembre et de décembre en reculs respectifs de -2,3% et de -0,5%.

Bassins d'emploi : tous positivement orientés...

Tous les bassins d'emploi sont orientés à la hausse. Celle-ci profite toutefois plus au bassin Sèvre et Bocage, +6,9%. Inversement, les chiffres d'affaires du Pays yonnais ainsi que du bassin Plaine et marais progressent peu, respectivement de +0,8% et 1%. La progression d'activité mesurée ville par ville fait apparaître un léger recul pour un tiers des localités. Les meilleures évolutions reviennent à deux

villes du bassin Plaine et marais : Fontenay-le-Comte, +10,4%, Luçon, +4,6% et à deux villes côtières : Saint-Jean-de-Monts, +8,6%, Noirmoutier, +6,7%.

Deux secteurs à la traîne...

Tous les secteurs d'activité connaissent des augmentations de chiffre d'affaires plus ou moins marquées, à l'exception des secteurs de l'équipement de la personne et des services.

Le secteur commerce de détail alimentaire affiche une hausse de 1,1% de son chiffre d'affaires. Les bons scores des mois de juillet et août arrivent à compenser le reste de l'année, en demi-teinte. Le regain des français pour l'équipement de la maison se fait sentir, puisque le secteur affiche la deuxième meilleure performance, avec une hausse de 4,3%. Les transports sont, quant à eux, premiers avec un accroissement de leur activité de 10,4%. Avec 3,7% de hausse, l'augmentation du secteur auto-moto profite toutefois assez peu aux garagistes. La progression de 2,3% des cafés-hôtels-restaurants n'a pas bénéficié aux cafetiers, -2,8%. Les secteurs santé et beauté-esthétique voient leur chiffre d'affaires s'accroître respectivement de 2,2% et 1,3%.

La clientèle semble boudier les secteurs équipement de la personne et services puisque leur activité régresse de 0,3% et 5,9% respectivement.

Bâtiment : progression moins rapide qu'en 2005...

Avec +4,7%, le secteur du bâtiment continue de progresser dans son ensemble, certes à un rythme moins soutenu qu'en 2005, +6,6%. Avec des volumes d'activité traditionnellement plus faibles aux premier et troisième trimestres, c'est ce dernier qui a connu la moins forte progression de l'année, +2,3%. Le quatrième

trimestre le rachète avec la meilleure hausse de 2006, +4,8%.

Tous les corps de métiers ne sont pas orientés à la hausse. C'est le cas des carreleurs, -2,8%. La meilleure progression revient à la menuiserie avec +7,6%. Comme pour les commerces et services, c'est le bassin d'emploi Sèvre et bocage qui affiche la plus forte augmentation en 2006, +6,6%.

Plus d'une TPE sur 2 en hausse !

En 2006, 60% des commerces et services voient leur chiffre d'affaires s'accroître. Les entreprises artisanales du bâtiment sont 56% à améliorer leur activité. Ces dernières sont un peu moins nombreuses qu'en 2005 où elles étaient 63% à enregistrer une progression de chiffre d'affaires.

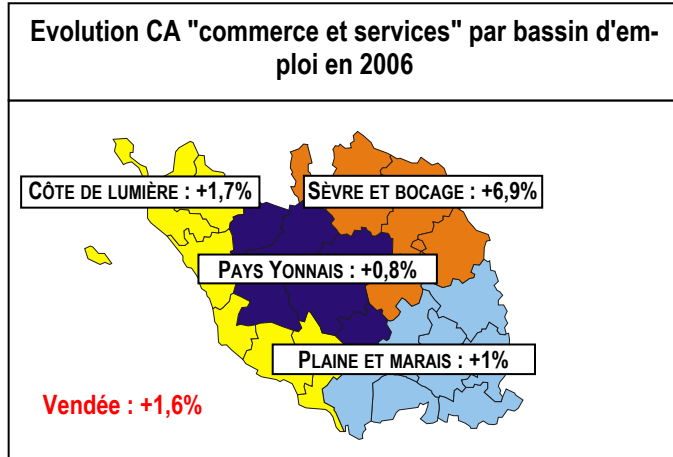
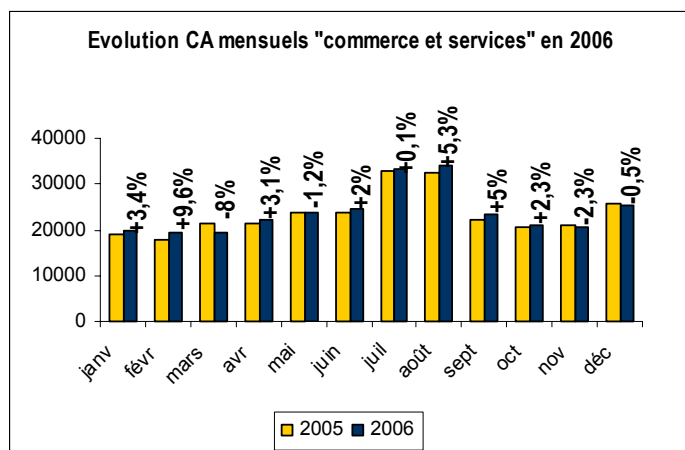
Dans l'ensemble, Tous secteurs d'activité confondus, près de 60% des très petites entreprises vendéennes améliorent leur activité en 2006.

Indices TPE 2006 Comparaison France / Vendée

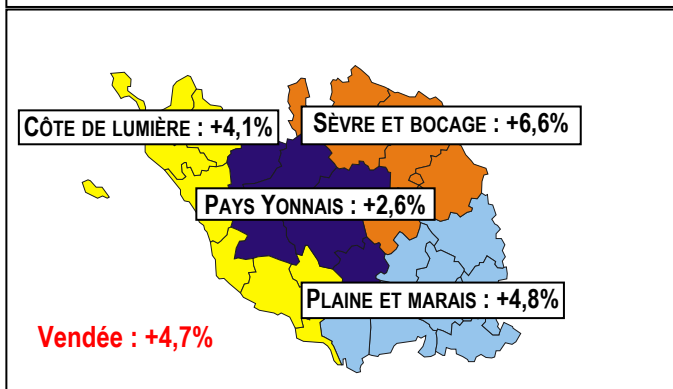
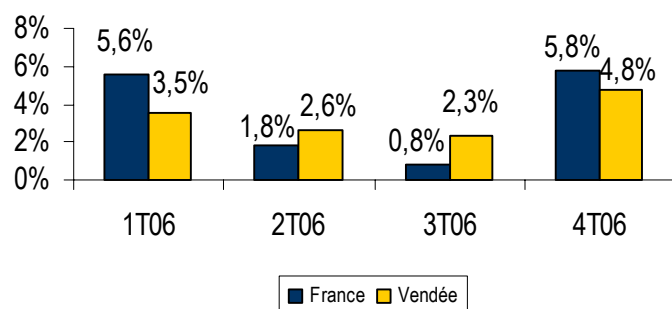
Chiffre d'affaires annuel au 31/12/2006	France	Vendée
Indice Global**	+2,2%	+2,2%
Indice Commerce et Services	+1,4%	+1,6%
Indice Bâtiment	+4,9%	+4,7%

** Indice global = Indice commerce et services + Indice bâtiment

* TPE : Très Petites Entreprises



Source : "Observatoire CGAV" - Extrait du recueil n° 14 mars 07 "Activité 06 et Perspectives 07" - Juin 2007

Evolution de l'indice "bâtiment" par bassin d'emploi en 2006

Comparaison France/Vendée indice Bâtiment par trimestre en 2006

Evolution activité "commerce et services" : Indices 2006 et rappel 2005

Commerce & Services	2006	2005
Indice global	+2,2%	+2,1%
Commerce & Services	+1,6%	+0,7%
Commerce alimentaire	+1,1%	-0,4%
Alimentation générale	+0,1%	-0,4%
Boulangerie-Pâtisserie	-0,5%	-1,5%
Pâtisserie	+4,3%	-3,2%
Boucherie-Charcuterie	+3,8%	+2,0%
Charcuterie	-1,6%	+1,1%
Fruits et Légumes	+1,6%	-4,5%
Poissonnerie	-0,7%	-1,8%
Équipement personne	-0,3%	+0,6%
Prêt-à-porter	-5,6%	-0,1%
Lingerie-Mercerie	+13,1%	-3,3%
Horlogerie-Bijouterie	+0,9%	+2,7%
Équipement maison	+4,3%	+1,2%
Électroménager-TV-HIFI	+16,6%	-6,1%
Fleuristes	+1,2%	+2,6%

Suite du tableau ci-contre...

... Suite et fin du tableau	2006	2005
Café-Hôtel-Restaurant	+2,3%	+0,0%
Café	-2,8%	+1,8%
Hôtel-Restaurant	+6,2%	-2,9%
Hôtellerie de plein air	+9,1%	+9,5%
Restaurant	+2,2%	-0,5%
Santé	+2,2%	+5,2%
Pharmacie	+2,2%	+5,2%
Beauté Esthétique	+1,3%	+1,4%
Salon de coiffure	+1,1%	+0,9%
Esthétique	+2,6%	+4,2%
Auto-Moto	+3,7%	+2,3%
Garage	+1,1%	+2,6%
Moto, vente et réparation	+9,3%	+1,3%
Services	-5,9%	-2,4%
Agences immobilières	-7,1%	-5,2%
Transports	+10,4%	+2,9%
Transport de marchandises	+12,0%	+3,1%
Taxis-Ambulances	+7,1%	+2,9%

Evolution activité artisanat du bâtiment : Indices 2006 et rappel 2005

Bâtiment	2006	2005
Indice global	+2,2%	+2,1%
Indice Bâtiment	+4,7%	+6,6%
Carrelage-Faïence	-2,8%	+10,5%
Électricité générale	+2,2%	+10,1%
Plâtrerie-Staff-Décoration	+4,7%	+7,8%
Peinture bâtiment	+5,1%	+5,9%
Plomberie-Chauffage-Sanitaire	+6,0%	+5,9%
Maçonnerie	+4,0%	+5,3%
Menuiserie	+7,6%	+4,4%

Evolution activité principales villes de Vendée

Observatoire des villes	2006	2005
Les Herbiers	+1,0%	+4,8%
Fontenay-le-Comte	+10,4%	+4,0%
Saint-Jean-de-Monts	+8,6%	+4,0%
Les Sables d'Olonne	-0,5%	+3,0%
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	+3,4%	+1,5%
Olonne-sur-Mer	-0,1%	+0,6%
Chantonnay	+0,5%	-0,5%
Challans	-0,4%	-0,9%
La Roche-sur-Yon	-2,5%	-1,6%
Noirmoutier en l'île	+6,7%	-2,3%
Montaigu	+1,1%	-2,7%
Luçon	+4,6%	-2,7%

Source : "Observatoire CGAV" - Extrait du recueil n° 14 mars 07 "Activité 06 et Perspectives 07" - Juin 2007

La gestion des risques : Des enjeux cruciaux pour l'agriculture

Le risque est inhérent à l'agriculture qu'il soit climatique ou économique : tous les exploitants en tiennent compte pour arrêter leurs choix de production et de commercialisation. Cependant, la libéralisation des échanges, la réforme de la PAC et les exigences croissantes des consommateurs créent un environnement plus instable. Ce contexte suscite le besoin de nouveaux instruments pour se prémunir contre les aléas climatiques et les fluctuations de prix. Cette évolution interpelle également les opérateurs privés qui élaborent ces instruments, et les pouvoirs publics qui tout en facilitant leur émergence veulent préserver un filet de sécurité.

1) Concept de risque

Avant d'aborder succinctement quelques éléments conceptuels sur le risque, il est proposé de rappeler en quoi le risque est inhérent à l'activité agricole. L'analyse des caractéristiques des produits agricoles et de leurs facteurs de production peut apporter un éclairage sur ce point. Tout d'abord, la production agricole qu'elle soit animale ou végétale est fortement dépendante des aléas climatiques. Elle se caractérise ensuite par une inertie assez forte (bien que variable) et donc une faible réactivité à la demande. Sur un marché donné, la demande dépend des prix d'aujourd'hui et l'offre des prix d'hier. Cette situation confère donc une instabilité quasi structurelle aux marchés agricoles et explique certains types de crises. Enfin, les conditions de production (impact environnemental...) et la qualité sanitaire des produits agricoles font l'objet d'une attention croissante de la part des consommateurs et génèrent de nouveaux risques à appréhender par la profession agricole.

Le risque est la conséquence néfaste d'un événement aléatoire. L'impact du risque sur l'entreprise peut se traduire par des choix sous optimaux de production, d'investissement et *in fine* par une perte de compétitivité individuelle (exploitation) et collective (filière). Il existe plusieurs typologies du risque. Le risque est **unitaire** dans les cas de risques de prix, de rendement, de qualité, et de coût de production. Il est **composé** dans les cas de risque de chiffre d'affaires et de marge brute par production ou globale de l'exploitation.

Le risque peut être **indépendant**, c'est-à-dire qu'il n'affecte pas toutes les entreprises en même temps (les probabilités des sinistres sont indépendantes). C'est le cas de la grêle par exemple. On parle alors de risque assurable par un contrat d'assurance car la mutualisation des risques apparaît être une technique adaptée à la gestion de ce type de risque (la loi des grands nombres s'applique). A l'opposé, le risque est qualifié de **systémique**, c'est le cas du risque de marché où les probabilités de sinistres sont fortement corrélées. La gestion de ce type de risque s'appuie sur les marchés financiers via les contrats à terme ou les options et/ou par les politiques publiques. Il existe bien évidemment un continuum entre ces 2 formes de risque comme le rendement, la qualité et le chiffre d'affaires ou la marge brute.

La caractérisation du risque peut enfin porter sur l'intensité de la perte subie par l'entreprise et sa probabilité d'occurrence. Le risque pris en compte peut ainsi être **sage** (perte faible et probabilité d'occurrence élevée) ou **sauvage** (perte importante et probabilité d'occurrence faible). Le croisement de ces différentes catégories de risques permet de représenter le positionnement des instruments privés et publics de gestion du risque (voir figure 1).

2) Dispositif français de gestion des risques et contexte agricole : quelles évolutions ?

Les mécanismes de soutien des marchés, majoritairement institués au cours des années 60, ont offert une garantie du niveau de prix de la plupart des productions agricoles. La nature des risques et les réalités économiques ont cependant fortement évolué depuis. Le processus de dérégulation des marchés agricoles, entamé en 1992, place l'agriculture dans une nouvelle posture face aux marchés. Cette évolution suppose une avancée dans de l'agriculture dans plusieurs domaines : les prévisions de marché et la prévoyance, notamment par l'utilisation d'instruments de gestion de risque de marché tels que les **contrats à terme et les options** (voir partie suivante). La formation des agriculteurs à l'utilisation de ces techniques est une étape fondamentale pour évoluer dans cette voie.

La loi sur les calamités de 1964 a institué le **FNGCA** (Fonds national de garantie des calamités agricoles). Il constitue un système permanent de protection contre les risques climatiques non assurables en permettant une couverture des fluctuations quantitatives de la production agricole. Un autre objectif fixé au FNGCA lors de son institution était de favoriser le développement de systèmes assurantiels ayant vocation à se substituer en tout ou partie aux indemnités du FNGCA. Cette mise en œuvre fût relativement incomplète, la prévention ayant été oubliée au profit d'une gestion conjoncturelle.

S'agissant de l'indemnisation en tant que telle, le fonctionnement du fonds relève plus du filet de sécurité que de l'indemnisation des pertes effectivement constatées. Dans son principe, le double seuil d'accès aux indemnités (27 % de la valeur de la production sinistrée, 14 % du chiffre d'affaires de l'exploitation) vise à concentrer l'indemnisation sur les exploitations les plus mises à mal par la calamité. Cependant, ce dispositif de seuil crée un effet « guillotine » qui exclut du champ de l'indemnisation certains producteurs. Le dispositif présente en outre 2 lacunes : il n'existe pas d'instruments opérationnels de compensation de la perte en deçà du seuil. L'indemnisation lorsqu'elle est réalisable est partielle (30 % en moyenne de la perte), ce qui tend l'assimiler à un soutien de revenu.

Le rapport Babusiaux (octobre 2000) relatif à la protection contre les risques en agriculture préconise ainsi l'évolution du dispositif d'une indemnisation ponctuelle des calamités vers un système global de gestion des risques. Il propose ainsi une nouvelle architecture d'ensemble fondée sur 3 principes :

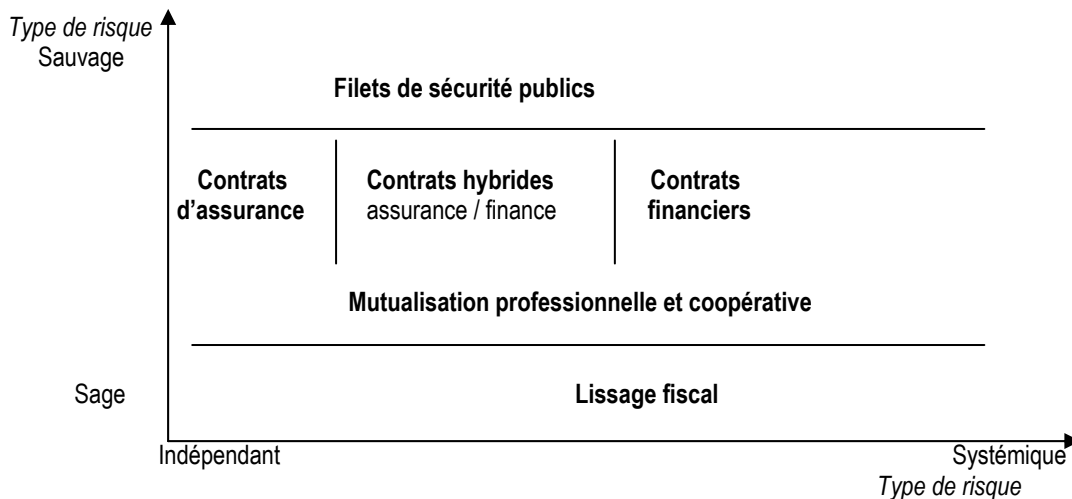
- distinguer 3 niveaux selon l'intensité du risque : le premier relèverait de la responsabilité individuelle de l'exploitation, le second de la mutualisation entre professionnels, le troisième de la solidarité nationale ;
- hiérarchiser le degré d'intervention publique en fonction de ces 3 niveaux ;
- assurer la cohérence de l'ensemble du dispositif.

Le rapport préconise ainsi la mise en place d'une **épargne de précaution**. La **DPA** (déduction pour aléas) a dans ce sens été instituée par la loi de finance de 2002. Il souligne l'importance que revêt le développement de l'**assurance récolte** qui permettrait une meilleure indemnisation des risques climatiques. Une réforme du FNGCA est également proposée afin de concentrer l'indemnisation publique sur les risques non assurables. Il est suggéré qu'une aide publique à la souscription des contrats d'assurance permettrait de favoriser l'adhésion rapide d'un grand nombre de souscripteurs (seule garantie pour les assureurs comme pour les assurés). Le rapport Ménard (janvier 2004) centré sur la gestion des risques climatiques avance la proposition d'un mécanisme d'assurance « pérennité » multirisques en s'inspirant des expériences étrangères les plus avancées.

A la suite de ces rapports, le Ministre de l'agriculture a ainsi annoncé début 2005 l'engagement de son ministère dans une démarche de l'assurance des récoltes.

3) Les instruments de gestion du risque en agriculture

Figure 1 : Positionnement des instruments de gestion du risque



Source : Jean Cordier - Club Demeter 2004 Gestion des risques agricoles

Contrats d'assurance : cas de l'assurance récolte multirisques multi-produits

En 2005, les assureurs et l'Etat ont amorcé une nouvelle approche de l'assurance des récoltes en visant le développement d'assurances multirisques et multi-produits proposé pour toutes les cultures hors fourrages. Il est en effet fait l'hypothèse que ce nouveau type de contrats permet une substitution plus rapide et plus large du régime d'indemnisation publique (FNGCA) par l'assurance, tout en conférant aux assureurs un portefeuille de risques plus diversifiés (évitement du phénomène d'antisélection potentiellement inhérent aux assurances sectorielles).

Contrats financiers : contrats à terme et options

Dans le contexte de volatilité croissante des marchés, l'utilisation des marchés à terme permet de se protéger des fluctuations de prix (risque de marché) en fixant le prix objectif de sa production. Ce prix objectif permet d'estimer sa marge prévisionnelle car il est choisi s'il est satisfaisant eu égard aux coûts de production qu'il doit couvrir. On donc parle de lissage du prix en diminuant le risque du marché physique par l'utilisation du marché financier par une opération de couverture. Elle consiste à prendre une position opposée sur le marché financier à celle détenue sur le marché physique.

Les options sont des « dérivés » du marché à terme. Elles consistent à payer une prime pour être protégé contre une variation défavorable des prix, mais également bénéficier d'une évolution favorable de ceux-ci.

Lissage fiscal : la DPA

La déduction pour aléas a été instituée par la loi de finance de 2002, elle peut être utilisée conjointement avec la DPI (déduction pour investissements) depuis 2004. La DPA est un mécanisme d'incitation fiscale à l'épargne de précaution ouvert aux agriculteurs imposés au bénéfice réel. Il permet de lisser le revenu en effectuant certaines années une provision comptable déduite du bénéfice imposable dans la limite d'un plafond. La provision pratiquée doit être bloquée sur un compte. En cas de calamité, le retrait des sommes du compte est possible, elles sont alors réintégréées au résultat de l'exercice en cours.

4) Insertion dans les cadres communautaire et multilatéral

Le financement de la gestion des risques et des crises se limite pour l'instant au niveau communautaire à la proposition d'y consacrer au moins un point de modulation des aides directes de la PAC. L'application de cette disposition requiert en effet un cadre réglementaire européen qui n'existe pas aujourd'hui. Ce flux financier correspondrait à environ 60 millions d'euros pour la France. En supposant qu'il se concrétise, il existe une première limite à ce financement : son montant au regard du coût de prévention et/ou de gestion d'une crise.

La deuxième limite du financement mobilisé à partir de la modulation est sa nature. La commission souhaite en effet que ces fonds normalement destinés au deuxième pilier de la PAC, ne financent que des dispositifs inscrits en boîte verte à l'OMC. Or, la plupart des dispositifs efficaces de gestion des risques se trouvent en boîte orange (assurance récolte notamment lorsqu'elle fonctionne alors que l'état de calamité n'est pas reconnu). Si la Commission européenne revenait sur sa position, une dérogation en boîte orange ne serait pas gênante au regard de l'OMC compte tenu de la marge de manœuvre européenne sur le volume de cette boîte.

Cette présentation permet de visualiser le positionnement des instruments de gestion du risque en agriculture sans être exhaustive. La gestion du risque de prix s'effectue également par les fonds de stabilisation et de mutualisation non détaillés dans cette note. La réflexion des opérateurs privés et des pouvoirs publics se poursuit sur l'amélioration des instruments déjà existants et sur la couverture d'autres risques. Ainsi, dans le prolongement de l'assurance multirisques multi-produits, une expérimentation est en cours sur la mise au point d'une assurance chiffre d'affaires. Les expériences étrangères, essentiellement nord américaines, sont par ailleurs analysées pour alimenter la réflexion sur une éventuelle assurance revenu (plus facilement classée en boîte verte). De nouveaux outils de gestion collective des risques sanitaires, et de responsabilité quant aux dommages causés à l'environnement font l'objet de recherches actives.

Les travaux actuels portant essentiellement sur l'offre, l'amélioration du dispositif actuel de gestion du risque et la conception de nouveaux instruments supposent en outre un éclairage sur la demande des agriculteurs. Quelle est leur perception des risques traditionnels et nouveaux dans un environnement en forte évolution ? Quel est le risque le plus pertinent pour la décision de l'agriculteur ?

D'après Pierre-Yves Amprou, Service d'études économiques de la Chambre d'agriculture de la Vendée.

UNE AMÉLIORATION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET DES PERSPECTIVES CONTRASTÉES PAR FILIÈRE



Vendée



Petit Déjeuner
de Conjoncture
OESTV
1^{er} juin 2007

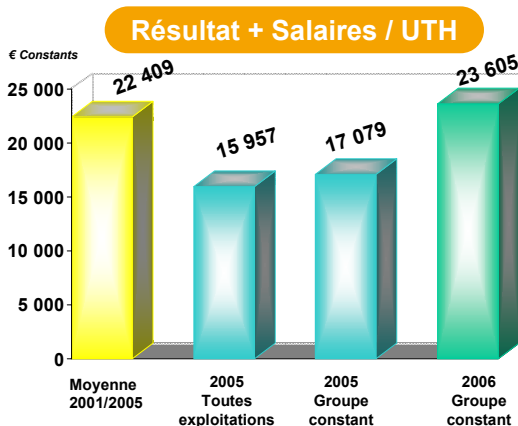
Pour la troisième année consécutive, les résultats économiques des exploitants agricoles adhérents de CER FRANCE Vendée augmentent. La progression moyenne constatée entre 2005 et 2006 est de **+ 4,5 %**.

La conjoncture économique génère cependant des évolutions très différentes d'une filière à l'autre : favorable en céréales et viande bovine, défavorable en volailles et lait.

Les perspectives 2007 dépendent principalement de l'évolution du cours des céréales. La forte hausse du prix du blé récolté en 2006 pénalisera les productions animales utilisatrices d'aliment du bétail au moins jusqu'à la prochaine récolte.

Ce surenchérissement du prix de l'aliment s'ajoute, pour certaines productions comme le porc et la viande bovine, à une détérioration du marché.

Céréales

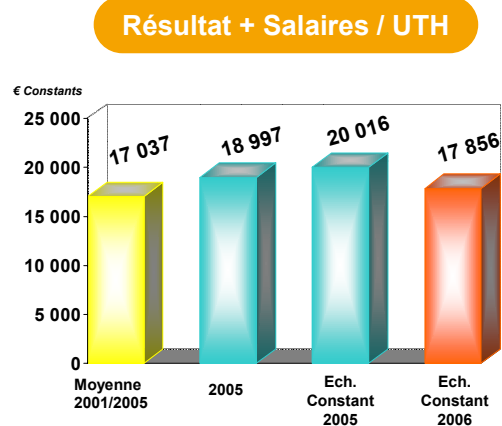


Perspectives 2007 :

- stocks mondiaux très bas
- confirmation de la hausse des prix
- hausse de 5 % de la récolte mondiale 2007
- en France, surfaces plus élevées.

Incertitude : quelles tensions sur le marché à la récolte 2007 ? et quel impact sur les prix ?

Lait de vache



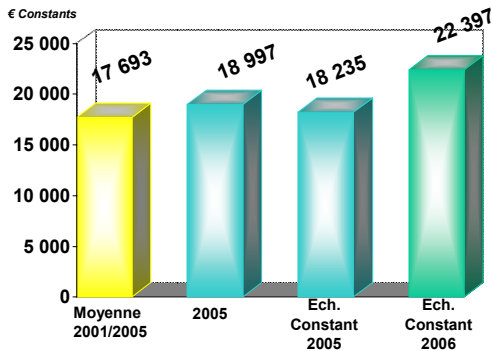
Perspectives 2007 :

- marché mondial en forte progression, notamment pour les fromages
- accélération des échanges mondiaux
- production européenne en baisse d'où une réorientation vers son marché intérieur.

Conséquence : meilleure tenue du prix du lait payé aux producteurs.

Viande bovine

Résultat + Salaires / UTH



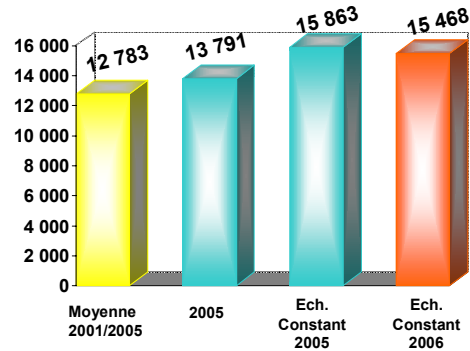
Perspectives 2007 :

- augmentation du cheptel mondial
- stabilisation des disponibilités sur le marché européen
- production française en légère croissance avec un cheptel de vaches en hausse
- consommation dynamique.

Conséquence : l'accroissement de l'offre sera l'occasion pour les distributeurs de peser sur les prix de la viande.

Lapins

Revenu du travail en lapins



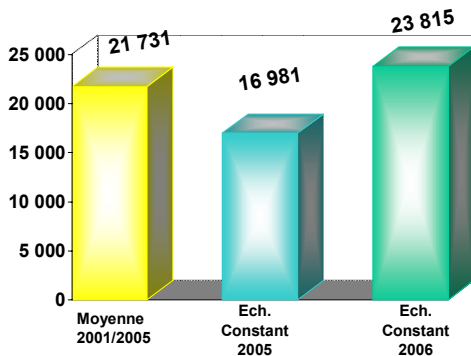
Perspectives 2007 :

- production et consommation nationales
- les efforts de valorisation du produit par la filière se heurtent à la concurrence entre les viandes
- difficultés à renouveler la population de consommateurs (tranches âgées de la population)
- consommation en baisse.

Conséquence : baisse probable de la production.

Porcs

Revenu du travail / UTH



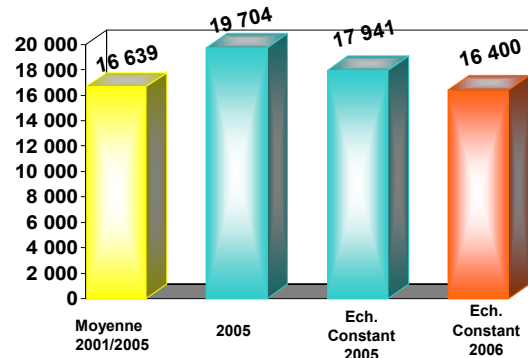
Perspectives 2007 :

- hausse de la production européenne
- réduction des effectifs en France
- baisse des prix probable (parité euro/dollar)
- concurrence accrue sur les marchés hors Union Européenne.

Incertitude : la rentabilité des élevages dépendra de l'évolution du prix des aliments, donc des céréales.

Volailles

Revenu du travail en volailles



Perspectives 2007 :

- sortie de crise liée à l'épizootie d'influenza aviaire
- la production mondiale retrouve sa croissance
- échanges internationaux accrus
- concurrence de nouveau plus forte sur le marché européen.

Conséquence : recul de la production française.

NOTES



Observatoire Economique, Social
et Territorial de la Vendée

Galerie Pompidou
6, rue Stéphane Guillemé
85000 LA ROCHE SUR YON
Tél. : 02 51 24 83 33
Fax : 02 51 24 12 33
E-mail : oestv@wanadoo.fr
Site : www.oestv.fr

